Supplemento ordinario alla «Gazzetta Ufficiale» n. 89 del 15 aprile 1985

Spedizione in abbonamento postale - Gruppo I (70%)

GAZZETTA UFFICIALE

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA Roma - Lunedì, 15 aprile 1985 SI PUBBLICA NEL POMERIGGIO DI TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI E DEI DECRETI
AMMINISTRAZIONE PRESSO L'ISTITUTO POLIGRAFICO E ZECCA DELLO STATO - LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA G. VERDI, 10 - 00100 ROMA - CENTRALINO 85081

N. 31

LEGGE 5 marzo 1985, n. **127.**

Ratifica ed esecuzione del protocollo relativo alle aree specialmente protette del Mediterraneo, aperto alla firma a Ginevra il 3 aprile 1982.

LEGGE 5 marzo 1985, n. **128.**

Ratifica ed esecuzione del protocollo relativo alla protezione del Mar Mediterraneo dall'inquinamento di origine terrestre, aperto alla firma ad Atene il 17 maggio 1980.

LEGGE 5 marzo 1985, n. **129.**

Ratifica ed esecuzione dell'accordo tra la Repubblica italiana e la Repubblica socialista federativa di Jugoslavia per il regolamento del traffico delle persone e dei trasporti terrestri e marittimi fra le aree limitrofe, con undici allegati e due scambi di note, firmati a Udine il 15 maggio 1982.

LEGGE 5 marzo 1985, n. **130.**

Ratifica ed esecuzione della convenzione generale di sicurezza sociale tra la Repubblica italiana ed il Principato di Monaco, firmata a Monaco il 12 febbraio 1982.

LEGGE 5 marzo 1985, n. **131.**

Ratifica ed esecuzione dei due protocolli che modificano l'uno la convenzione di Parigi del 29 luglio 1960 e l'altro la convenzione di Bruxelles del 31 gennaio 1963, già emendate con protocollo addizionale del 28 gennaio 1964, entrambe sulla responsabilità civile nel campo dell'energia nucleare, firmati a Parigi il 16 novembre 1982.

LEGGE 14 marzo 1985, n. **132.**

Ratifica ed esecuzione della convenzione sull'eliminazione di ogni forma di discriminazione nei confronti della donna, adottata a New York il 18 dicembre 1979.

SOMMARIO

LEGGI E DECRETI

LEGGE 5 marzo 1985, n. **127.**

Ratifica ed esecuzione del protocollo relativo alle aree specialmente protette del Mediterraneo, aperto alla firma a Ginevra il 3 aprile 1982.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare il protocollo relativo alle aree specialmente protette del Mediterraneo, aperto alla firma a Ginevra il 3 aprile 1982.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data al protocollo di cui all'articolo precedente a decorrere dalla data della sua entrata in vigore in conformità all'articolo 18 del protocollo stesso.

Art. 3.

La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 5 marzo 1985

PERTINI

CRAXI, *Presidente del Consiglio dei Ministri*
ANDREOTTI, *Ministro degli affari esteri*

Visto, *il Guardasigilli:* MARTINAZZOLI

LAVORI PREPARATORI

Senato della Repubblica (atto n. 570):

Presentato dal Ministro degli affari esteri (ANDREOTTI) il 10 marzo 1984.

Assegnato alla 3ª commissione (Affari esteri), in sede referente, il 22 maggio 1984, con pareri delle commissioni 7ª, 8ª, 9ª e 10ª.

Esaminato dalla 3ª commissione l'11 luglio 1984.

Relazione scritta annunciata il 17 luglio 1984 (atto n. 570/A).

Esaminato in aula e approvato il 30 luglio 1984.

Camera dei deputati (atto n. 1985):

Assegnato alla III commissione (Affari esteri), in sede referente, il 27 settembre 1984, con pareri delle commissioni VIII, IX, X, XI e XII.

Esaminato dalla III commissione il 30 gennaio 1985.

Relazione scritta annunciata il 14 febbraio 1985 (atto n. 1985/A).

Esaminato in aula il 25 febbraio 1985 e approvato il 27 febbraio 1985.

PROTOCOLE RELATIF AUX AIRES SPÉCIALEMENT PROTEGEES DE LA MÉDITERRANÉE

LES PARTIES CONTRACTANTES AU PRÉSENT PROTOCOLE,

ETANT PARTIES à la Convention pour la protection de la mer Méditerranee contre la pollution, adoptée à Barcelone le 16 février 1976,

CONSCIENTES du danger qui menace l'environnement de la zone de la mer Méditerranée dans son ensemble, eu égard au développement des activités humaines dans la région,

TENANT COMPTE des caractéristiques hydrographiques et écologiques particulières à la zone de la mer Méditerranée,

SOULIGNANT qu'il importe de protéger et, le cas échéant, d'améliorer l'état des ressources naturelles et des sites naturels de la mer Méditerranee, ainsi que l'état de leur patrimoine culturel dans la région, entre autres par la création d'aires spécialement protégées comprenant des aires marines et leur environnement,

DÉSIREUSES d'établir une étroite collaboration entre elles en vue de la realisation de cet objectif,

SONT CONVENUES DE CE QUI SUIT:

Article premier.

1. Les Parties contractantes au présent Protocole (ci-après dénommées «les Parties») prennent toutes les mesures appropriées en vue de protéger les aires marines importantes pour la sauvegarde des ressources naturelles et des sites naturels de la zone de la mer Méditerranée, ainsi que pour la sauvegarde de leur patrimoine culturel dans la région.

2. Aucune disposition du présent Protocole ne peut porter atteinte à la codification et à l'élaboration du droit de la mer par la Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer convoquée en vertu de la résolution 2750 C (XXV) de l'Assemblée générale des Nations Unies, ni aux revendications ou positions juridiques présentes ou futures de tout Etat touchant le droit de la mer et la nature et l'étendue de la juridiction de l'Etat riverain et de l'Etat du pavillon.

Article 2.

Aux fins de la désignation d'aires specialement protégées (ci-après dénommées «aires protégées»), la zone d'application du présent Protocole

est la zone de la mer Méditerranée délimitée à l'article premier de la Convention pour la protection de la mer Méditerranée contre la pollution (ci-après dénommée «la Convention»), étant entendu que, pour les besoins du présent Protocole, elle est limitée aux eaux territoriales des Parties et peut comprendre les eaux qui sont situées en deçà de la ligne de base à partir de laquelle est mesurée la largeur de la mer territoriale et qui s'étendent, dans le cas des cours d'eau, jusqu'à la limite des eaux douces. Elle peut en outre comprendre des zones humides ou des zones côtières désignées par chacune des Parties.

Article 3.

1. Les Parties créent, dans la mesure du possible, des aires protégées et elles s'efforcent de mener les actions nécessaires pour en assurer la protection et, le cas échéant, la restauration, dans les plus brefs délais.

2. Ces aires sont crées dans le but de sauvegarder en particulier:

a) des sites présentant une valeur biologique et écologique,

la diversité génétique des espèces ainsi que des niveaux satisfaisants pour leur population, leurs zones de reproduction et leurs *habitats*,

des types représentatifs d'écosystèmes et les processus écologiques;

b) des sites présentant une importance particulière en raison de leur intérêt scientifique, esthétique, historique, archéologique, culturel ou educatif.

Article 4.

Les Parties au présent Protocole élaborent et adoptent lors de leur premiere reunion, en collaboration si necessaire avec les organisations internationales compétentes, des lignes directrices et, en tant que de besoin, des normes ou critères communs concernant notamment:

a) le choix d'aires protégées;

b) la création d'aires protégées;

c) la gestion des aires protégées;

d) la notification de renseignements sur les aires protégées.

Article 5.

Les Parties peuvent renforcer la protection d'une aire protégée en creant, dans la zone d'application du présent Protocole, une ou des aires tampons dans lesquelles les restrictions aux activités, tout en demeurant compatibles avec les finalités assignées à l'aire considérée, sont moins strictes.

Article 6.

1. Au cas où une Partie se propose de créer une aire protégée contigue à la frontière ou aux limites de la zone de juridiction nationale d'une autre Partie, les autorités compétentes des deux Parties s'efforcent de se consulter afin de parvenir à un accord sur les mesures à prendre et, entre autres, examinent la possibilité pour l'autre Partie de créer une aire protégee correspondante ou d'adopter toute autre mesure appropriée.

2. Au cas où une Partie se propose de créer une aire protégée contigue à la frontière ou aux limites de la zone de juridiction nationale d'un Etat qui n'est pas partie au présent Protocole, la Partie s'efforce de se concerter avec les autorités compétentes de cet Etat en vue de procéder aux consultations prévues au précédent paragraphe.

3. Au cas ou des aires protégées contiguës sont crees par deux Parties ou par une Partie et un Etat qui n'est pas partie au présent Protocole, des accords spéciaux peuvent prévoir les modalités de la consultation ou de la concertation respectivement visées aux paragraphes 1 et 2.

4. Au cas où un Etat non partie au présent Protocole se propose de creer une aire protégée contiguë à la frontière ou aux limites de la juridiction nationale d'une Partie au présent Protocole, cette dernière s'efforce de se concerter avec ledit Etat pour procéder à des consultations et, éventuellement, conclure un accord tel que prévu au paragraphe 3.

Article 7.

Les Parties, eu égard aux objectifs recherchés et en tenant compte des caractéristiques de chaque aire protégée, prennent progressivement, en conformité avec les règles du droit international, les mesures requises, qui peuvent être entre autres:

a) l'organisation d'un système de planification et de gestion;

b) l'interdiction de rejeter ou de déverser des déchets ou autres matières susceptibles de porter atteinte à l'aire protégée;

c) la réglementation du passage des navires et de tout arrêt ou mouillage;

d) la réglementation de la pêche, de la chasse, de la capture d'animaux et de la récolte de végétaux;

e) l'interdiction de la destruction de végétaux ou d'animaux et de l'introduction d'espèces exotiques;

f) la réglementation de tout acte de nature à nuire à la faune ou à la flore ou à les perturber, y compris l'introduction d'espèces zoologiques ou botaniques autochtones;

g) la réglementation de toute activité impliquant l'exploration ou l'exploitation du fond de la mer ou de son sous-sol ou une modification de la configuration du fond de la mer;

h) la réglementation de toute activité impliquant une modification de la configuration du sol ou l'exploitation du sous-sol de la partie terrestre d'une aire marine protégée;

i) la réglementation de toute activité archéologique et de l'enlèvement de tout objet pouvant être considéré comme un bien archéologique;

j) la réglementation du commerce, de l'importation et de l'exportation d'animaux ou de parties d'animaux, de végétaux ou de parties de vegetaux et d'objets archéologiques provenant des aires protégées et soumis a des mesures de protection;

k) toute autre mesure visant à sauvegarder les processus écologiques et biologiques dans les aires protégées.

Article 8.

1. Les Parties donnent une publicité appropriée à la création des aires protégées ainsi qu'à celle des aires prevues à l'article 5, à leur signalisation et aux réglementations qui s'y appliquent.

2. Les renseignements visés au paragraphe précédent sont notifiés à l'Organisation désignée à l'article 13 de la Convention (ci-après dénommée «l'Organisation»), qui constitue et tient à jour un répertoire des aires protégées dans la zone d'application du présent Protocole. A cette fin, les Parties fournissent tous renseignements utiles à l'Organisation.

Article 9.

1. Les Parties prennent en considération, dans les mesures de protection qu'elles edictent, les activités traditionnelles de leurs populations locales. Dans toute la mesure du possible, les dérogations accordées de ce fait ne doivent être de nature:

a) à compromettre ni le maintien des écosystèmes protégés en vertu du présent Protocole, ni les processus biologiques participant au maintien de ces écosystèmes;

b) à provoquer ni l'extinction ni une diminution substantielle des effectifs des espèces ou populations animales et végétales incluses dans les ecosystèmes protégés ou de celles qui leur sont écologiquement liées, en particulier les espèces migratrices et les espèces rares, menacées ou endémiques.

2. Les Parties qui accordent des dérogations aux mesures de protection ou qui ne les appliquent pas strictement en informent l'Organisation.

Article 10.

Les Parties encouragent et intensifient les activités de recherche scientifique et technique relatives à leurs aires protégées ainsi qu'aux écosystèmes et au patrimoine archéologique de ces aires.

Article 11.

Les Parties s'efforcent d'informer le public, aussi largement que possible, de la valeur et de l'intérêt des aires protégées et des enseignements scientifiques qu'elles permettent de recueillir aussi bien du point de vue de la conservation de la nature que du point de vue archéologique. Cette information devrait trouver une place appropriée dans les programmes d'enseignement concernant l'environnement et l'histoire. Les Parties devraient aussi s'efforcer de faire en sorte que le public et les organisations de protection de la nature des Parties concernées participent aux mesures appropriees necessaires pour protéger les aires concernées.

Article 12.

Les Parties établissent, dans la mesure du possible, un programme de cooperation afin de coordonner la création, la planification, la gestion et la conservation des aires protégées, en vue de constituer un réseau d'aires protégées dans la région de la mer Méditerranée, tout en prenant pleinement en considération les réseaux existants, notamment celui des réserves de la biosphère de l'UNESCO. Les caractéristiques des aires protégées, l'expérience acquise et les problèmes constatés font l'objet d'échanges reguliers d'information.

Article 13.

Les Parties échangent, conformément aux procédures définies à l'article 14, des renseignements scientifiques et techniques sur les recherches en cours ou envisagees et sur les résultats escomptés. Elles coordonnent, dans toute la mesure du possible, leurs recherches. Elles s'efforcent, en outre, de définir en commun ou de normaliser les methodes scientifiques a appliquer dans le choix, la gestion et la surveillance des aires protégées.

Article 14.

1. Dans la mise en œuvre des principes de coopération définis aux articles 12 et 13, les Parties adressent à l'Organisation:

a) des données comparables permettant de suivre l'évolution biologique du milieu méditerranéen;

b) des rapports, publications et informations scientifiques, administratifs et juridiques, notamment:

— sur les mesures prises par les Parties, conformément au Protocole, pour assurer la protection des aires protégées;

— sur les espèces présentes dans les aires protégées;

— sur les dangers éventuels menaçant ces aires, susceptibles, en particulier, de provenir de sources de pollution qui échappent a leur contrôle.

2. Les Parties désignent des responsables pour les aires protégées. Ces responsables se réunissent au moins une fois tous les deux ans pour examiner les questions d'intérêt commun et notamment proposer des recommandations concernant les renseignements scientifiques, administratifs et juridiques ainsi que la normalisation et le traitement des données.

Article 15.

1. Les Parties, agissant directement ou avec l'aide des organisations regionales ou d'autres organisations internationales qualifiées, ou bilatéralement, cooperent, dès l'entrée en vigueur du présent Protocole, pour élaborer et mettre en œuvre des programmes d'assistance mutuelle et d'assistance aux pays en développement qui en expriment le besoin, pour le choix, la création et la gestion d'aires protégées.

2. Les programmes visés au paragraphe précédent devraient porter, en particulier, sur la formation de personnel scientifique et technique, la recherche scientifique et l'acquisition, l'utilisation et la fabrication de matériel approprié par ces pays à des conditions avantageuses dont il serait convenu entre les Parties concernées.

Article 16.

La modification des délimitations d'une aire protégée ou de son régime juridique, ou la suppression de cette aire en tout ou en partie ne peuvent être décidées qu'en application d'une procédure similaire à celle observée pour sa création.

Article 17.

1. Les réunions ordinaires des Parties au présent Protocole se tiennent lors de réunions ordinaires des Parties contractantes à la Convention organisees en vertu de l'article 14 de ladite Convention. Les Parties peuvent aussi tenir des réunions extraordinaires conformément audit article 14.

2. Les réunions des Parties au présent Protocole ont notamment pour objet:

a) de veiller à l'application du présent Protocole;

b) d'examiner l'efficacité des mesures adoptées, eu égard, notamment, à la zone d'application dudit Protocole, ainsi que l'opportunité de prendre d'autres dispositions, en particulier sous forme d'annexes ou d'envisager, si nécessaire, une modification de ladite zone, conformément aux dispositions de l'article 16 de la Convention;

c) d'adopter, de réviser et d'amender, le cas échéant, toute annexe au présent Protocole;

d) de veiller à la constitution et au développement du réseau d'aires protégées visé à l'article 12 et d'adopter des lignes directrices en vue de

faciliter la constitution et le développement de ce réseau et d'intensifier la cooperation entre les Parties;

e) d'examiner les recommandations formulées par les réunions des responsables des aires protégées, conformément à l'article 14, paragraphe 2;

f) d'examiner les rapports adressés par les Parties à l'Organisation en application de l'article 20 de la Convention ainsi que toute autre information que les Parties pourraient adresser à l'Organisation ou à la reunion des Parties.

Article 18.

1. Les dispositions de la Convention se rapportant à tout protocole s'appliquent à l'égard du présent Protocole.

2. Le règlement intérieur et les règles financières adoptés conformément à l'article 18, paragraphe 2 de la Convention s'appliquent à l'égard du présent Protocole, à moins que les Parties au présent Protocole n'en conviennent autrement.

3. Le présent Protocole est ouvert à Genève les 3 et 4 avril 1982 et à Madrid, du 5 avril 1982 au 2 avril 1983, à la signature des Parties contractantes à la Convention et des Etats invités à la Conférence de plénipotentiaires sur le protocole relatif aux aires specialement protégées de la Méditerranée, tenue à Genève les 2 et 3 avril 1982. Il est également ouvert, du 5 avril 1982 au 2 avril 1983, a la signature de tout groupement economique regional dont l'un au moins des membres est un Etat côtier de la zone de la mer Méditerranée et qui exerce des compétences dans des domaines couverts par le présent Protocole.

4. Le present Protocole sera soumis à ratification, acceptation ou approbation. Les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés auprès du Gouvernement de l'Espagne, qui assumera les fonctions de dépositaire.

5. A partir du 3 avril 1983, le présent Protocole est ouvert à l'adhésion des Parties contractantes à la Convention et de tout Etat ou groupement visé au paragraphe 3.

6. Le présent Protocole entrera en vigueur le trentième jour à compter de la date du dépôt d'au moins six instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation du Protocole ou d'adhésion à celui-ci.

EN FOI DE QUOI les soussignés, dûment autorisés, ont signé le présent Protocole.

FAIT A Genève, les trois avril mil neuf cent quatre-vingt deux, en un seul exemplaire en langues anglaise, arabe, espagnole et française, les quatre textes faisant également foi.

Visto, *Il Ministro degli affari esteri*
ANDREOTTI

TRADUZIONE NON UFFICIALE

N.B. — I testi facenti fede sono unicamente quelli indicati nel protocollo.

PROTOCOLLO
relativo alle aree del Mediterraneo particolarmente protette

LE PARTI CONTRAENTI DEL PRESENTE PROTOCOLLO,

ESSENDO PARTI della Convenzione per la protezione del mar Mediterraneo contro l'inquinamento, adottata a Barcellona il 16 febbraio 1976,

CONSAPEVOLI del pericolo che minaccia l'ambiente naturale dell'area del mar Mediterraneo nel suo insieme, in considerazione dello sviluppo delle attività umane nella regione,

TENUTO CONTO delle caratteristiche idrografiche ed ecologiche particolari dell'area del mar Mediterraneo,

SOTTOLINEANDO l'importanza di salvaguardare e, se del caso, migliorare lo stato delle risorse naturali e dei paesaggi naturali del mar Mediterraneo, nonché lo stato del loro patrimonio culturale nella regione, con la creazione fra l'altro di aree particolarmente protette comprendenti zone marine ed il loro ambiente naturale,

DESIDEROSI di stabilire una stretta collaborazione tra di esse per la realizzazione di detto obiettivo,

HANNO CONVENUTO QUANTO SEGUE:

Articolo 1.

1. Le Parti contraenti del presente Protocollo (qui di seguito denominate « le Parti ») adotteranno tutte le misure necessarie al fine di proteggere le zone marine importanti per la salvaguardia delle risorse naturali e dei paesaggi naturali dell'area del mar Mediterraneo, nonché per la salvaguardia del loro patrimonio culturale nella regione.

2. Nessuna disposizione del presente Protocollo potrà pregiudicare la codificazione e l'elaborazione del diritto del mare da parte della Conferenza delle Nazioni Unite sul diritto del mare convocata in virtù della risoluzione 2750 C (XXV) dell'Assemblea Generale delle Nazioni Unite, né le rivendicazioni o posizioni giuridiche presenti o future di ogni Stato concernenti il diritto del mare e la natura e l'estensione della giurisdizione dello Stato rivierasco e dello Stato di bandiera.

Articolo 2.

Ai fini della designazione delle aree particolarmente protette (qui di seguito denominate «aree protette»), la zona di applicazione del presente Protocollo è la zona del mar Mediterraneo definita nell'articolo primo della Convenzione per la protezione del mar Mediterraneo dall'inquinamento (qui di seguito denominata «la Convenzione»), restando inteso che, per le esigenze del presente Protocollo, essa è limitata alle acque territoriali delle Parti e può comprendere le acque che sono situate all'interno della linea di base a partire dalla quale viene misurata la larghezza del mare territoriale e che si estende, nel caso di corsi di acqua, fino al limite delle acque dolci. Essa può inoltre comprendere zone umide o zone costiere designate da ciascuna delle Parti.

Articolo 3.

1. Le Parti creeranno, per quanto possibile, delle aree protette e si adopereranno per assicurarne la protezione e, se del caso, il risanamento, nel più breve termine.

2. Dette aree verranno create al fine di salvaguardare in particolare:

a) i luoghi che presentino un valore biologico ed ecologico,

la diversità genetica delle specie, nonché livelli soddisfacenti per la loro popolazione, le loro zone di riproduzione e i loro *habitat*,

i tipi rappresentativi di ecosistemi e i processi ecologici;

b) i luoghi che rivestano una importanza particolare in quanto luoghi d'interesse scientifico, estetico, storico, archeologico, culturale od educativo.

Articolo 4.

Le Parti del presente Protocollo elaboreranno ed adotteranno nel corso della loro prima riunione — in collaborazione, se necessario, con le organizzazioni internazionali competenti — delle linee direttrici e, per quanto necessario, delle norme o criteri comuni concernenti in particolare:

a) la scelta di aree protette;

b) la creazione di aree protette;

c) la gestione di aree protette;

d) la notificazione di informazioni sulle aree protette.

Articolo 5.

Le Parti potranno rafforzare la protezione di un'area protetta creando, nella zona di applicazione del presente Protocollo, una o più aree cuscinetto in cui le restrizioni alle attività, pur restando compatibili con le finalità assegnate all'area presa in considerazione, siano meno severe.

Articolo 6.

1. Nel caso in cui una Parte si proponga di creare un area protetta, contigua alla frontiera o ai limiti della zona di giurisdizione nazionale di un'altra Parte, le autorità competenti delle due Parti faranno in modo di consultarsi al fine di raggiungere un accordo sulle misure da adottare e, fra l'altro, esamineranno la possibilità per l'altra Parte di creare un'area protetta corrispondente o di adottare ogni altra misura adeguata.

2. Nel caso in cui una Parte si proponga di creare un area protetta contigua alla frontiera o ai limiti della zona di giurisdizione nazionale di uno Stato che non è parte del presente Protocollo, la Parte farà in modo di accordarsi con le autorità competenti di detto Stato al fine di procedere alle consultazioni previste al precedente paragrafo.

3. Nel caso in cui siano create aree protette contigue da due Parti o da una Parte e da uno Stato che non è parte del presente Protocollo, accordi speciali potranno prevedere le modalità della consultazione o della concertazione, rispettivamente contemplate ai paragrafi 1 e 2.

4. Nel caso in cui uno Stato non parte del presente Protocollo si proponga di creare un'area protetta contigua alla frontiera o ai limiti della giurisdizione nazionale di una Parte del presente Protocollo, quest'ultima farà in modo di accordarsi con detto Stato al fine di procedere a consultazioni e, eventualmente, di concludere un accordo come previsto al paragrafo 3.

Articolo 7.

Le Parti, con riferimento agli obiettivi perseguiti e tenuto conto delle caratteristiche di ciascuna area protetta, adotteranno progressivamente, in conformità con le norme di diritto internazionale, le misure necessarie, che possono essere fra l'altro:

a) l'organizzazione di un sistema di pianificazione e di gestione;

b) il divieto di scaricare o riversare i rifiuti o altri materiali che possano recare danno all'area protetta;

c) la regolamentazione del passaggio delle navi e di qualsiasi sosta o ancoraggio;

d) la regolamentazione della pesca, della caccia, della cattura di animali e della raccolta dei vegetali;

e) il divieto di distruzione di vegetali o animali e dell'introduzione di specie esotiche;

f) la regolamentazione di ogni atto che possa nuocere alla fauna o alla flora o che possa danneggiarle, ivi compresa l'introduzione di specie zoologiche o botaniche autoctone;

g) la regolamentazione di ogni attività che implichi l'esplorazione o lo sfruttamento del fondo del mare o del suo sottosuolo, o una modifica della configurazione del fondo del mare;

h) la regolamentazione di ogni attività che implichi una modifica della configurazione del suolo o lo sfruttamento del sottosuolo della parte terrestre di un'area marina protetta;

i) la regolamentazione di ogni attività archeologica e della rimozione di qualsiasi oggetto che possa essere considerato un bene archeologico;

j) la regolamentazione del commercio, dell'importazione e dell'esportazione di animali o di parti di animali, di vegetali o di parti di vegetali e di oggetti archeologici provenienti da aree protette e sottoposti a misure protettive;

k) ogni altra misura volta a salvaguardare i processi ecologici e biologici nelle aree protette.

Articolo 8.

1. Le Parti daranno una adeguata pubblicità alla creazione delle aree protette, nonché a quella delle aree di cui all'articolo 5, alla loro segnalazione e ai regolamenti che vi si applicano.

2. Le informazioni di cui al paragrafo precedente saranno notificate all'organizzazione designata all'articolo 13 della Convenzione (qui di seguito denominata «l'Organizzazione»), che costituirà e manterrà aggiornato un elenco delle aree protette nella zona di applicazione del presente Protocollo; a tal fine, le Parti forniranno tutte le informazioni utili all'Organizzazione.

Articolo 9.

1. Le Parti prenderanno in considerazione, nell'ambito delle misure di protezione da esse emanate, le attività tradizionali delle loro popolazioni locali. Nei limiti del possibile, le deroghe a ciò accordate non dovranno essere tali da:

a) compromettere né il mantenimento degli ecosistemi protetti in virtù del presente Protocollo, né i processi biologici che partecipano al mantenimento di detti ecosistemi;

b) provocare né l'estinzione né una diminuzione sostanziale degli effettivi delle specie o popolazioni animali e vegetali incluse negli ecosistemi protetti o di quelle che sono loro ecologicamente legate, in particolare le specie migratrici e le specie rare, minacciate e endemiche.

2. Le Parti che accorderanno deroghe alle misure di protezione o che non le applicheranno in modo rigoroso ne informeranno l'Organizzazione.

Articolo 10.

Le Parti incoraggeranno e intensificheranno le attività di ricerca scientifica e tecnica relative alle loro aree protette nonché agli ecosistemi e al patrimonio ecologico di tali aree.

Articolo 11.

Le Parti si adopereranno per informare il pubblico, quanto più possibile, del valore e dell'interesse delle aree protette e degli insegnamenti scientifici che sarà possibile raccogliere sia dal punto di vista della conservazione della natura sia da quello archeologico. Tali informazioni dovranno trovare posto adeguato nei programmi d'insegnamento relativi all'ambiente e alla storia. Le Parti dovranno inoltre sforzarsi di fare in modo che il pubblico e le organizzazioni di protezione della natura delle Parti interessate partecipino alle misure appropriate necessarie per proteggere le aree interessate.

Articolo 12.

Le Parti stabiliranno, per quanto possibile, un programma di cooperazione volto a coordinare la creazione, la pianificazione, la gestione e la conservazione delle aree protette, al fine di costituire una rete di aree protette nella regione del mar Mediterraneo, prendendo in considerazione tutte le reti esistenti, in particolare quella delle riserve della biosfera dell'UNESCO. Le caratteristiche delle aree protette, l'esperienza acquisita e i problemi constatati saranno oggetto di scambi regolari di informazioni.

Articolo 13.

Le Parti si scambieranno, conformemente alle procedure definite nell'articolo 14, le informazioni scientifiche e tecniche sulle ricerche in corso o previste e sui risultati conseguiti. Esse coordineranno, quanto più possibile, le loro ricerche. Si sforzeranno, inoltre, di definire di concerto o di standardizzare i metodi scientifici da applicarsi nella scelta, gestione e sorveglianza delle aree protette.

Articolo 14.

1. Nell'applicazione dei princìpi di cooperazione definiti negli articoli 12 e 13, le Parti invieranno all'Organizzazione:

a) dati comparabili che permettano di seguire l'evoluzione piologica dell'ambiente mediterraneo;

b) relazioni, pubblicazioni e informazioni scientifiche, amministrative e giuridiche, in particolare:

— sulle misure prese dalle Parti, conformemente al Protocollo, per assicurare la protezione delle aree protette;

— sulle specie presenti nelle aree protette;

— sugli eventuali pericoli che minacciano tali aree, che possano provenire in particolare dalle fonti di inquinamento che sfuggono al loro controllo.

2. Le Parti designeranno dei responsabili per le aree protette. Detti responsabili si riuniranno almeno una volta ogni due anni per esaminare le questioni di interesse comune e, in particolare, per proporre raccomandazioni sulle informazioni scientifiche, amministrative e giuridiche nonché sulla standardizzazione e il trattamento dei dati.

Articolo 15.

1. Le Parti, agendo direttamente o con l'aiuto delle organizzazioni regionali o di altre organizzazioni internazionali qualificate, o bilateralmente, coopereranno, dal momento dell'entrata in vigore del presente Protocollo, per elaborare e realizzare dei programmi di assistenza reciproca e di assistenza ai paesi in via di sviluppo che ne manifestino il bisogno, per la scelta, la creazione e la gestione delle aree protette.

2. I programmi contemplati al paragrafo precedente dovranno vertere, in particolare, sulla formazione del personale scientifico e tecnico, la ricerca scientifica e l'acquisto, utilizzazione e fabbricazione di materiale appropriato per tali paesi, a condizioni vantaggiose di cui sarà convenuto fra le Parti interessate.

Articolo 16.

La modifica delle delimitazioni di un'area protetta o del suo regime giuridico, o la soppressione parziale o totale di tale area non potranno essere decise se non applicando una procedura simile a quella seguita per la sua creazione.

Articolo 17.

1. Le riunioni ordinarie delle Parti del presente Protocollo avranno luogo al momento delle riunioni ordinarie delle Parti contraenti alla Convenzione organizzate in virtù dell'articolo 14 di detta Convenzione. Le Parti potranno inoltre tenere riunioni straordinarie conformemente a detto articolo 14.

2. Le riunioni delle Parti del presente Protocollo avranno per oggetto in particolare:

a) di curare l'applicazione del presente Protocollo;

b) di esaminare l'efficacia delle misure adottate, tenuto conto soprattutto della zona di applicazione di detto Protocollo, nonché l'opportunità di adottare altre disposizioni, in particolare sotto forma di allegati, o di prevedere, se necessario, una modifica di detta zona, conformemente alle disposizioni dell'articolo 16 della Convenzione;

c) di adottare, rivedere e emendare, se del caso, gli allegati del presente Protocollo;

d) di curare la creazione e lo sviluppo della rete di aree protette di cui all'articolo 12 e di adottare delle linee direttrici al fine di facilitare la costituzione e lo sviluppo di tale rete e di intensificare la cooperazione fra le Parti;

e) di esaminare le raccomandazioni formulate dalle riunioni dei responsabili delle aree protette, conformemente all'articolo 14, paragrafo 2;

f) di esaminare i rapporti inviati dalle Parti all'Organizzazione in applicazione dell'articolo 20 della Convenzione, nonché ogni altra informazione che le Parti dovessero inviare all'Organizzazione o alla riunione delle Parti.

Articolo 18.

1. Le disposizioni della Convenzione riferentisi ai protocolli si applicheranno al presente Protocollo.

2. Il regolamento interno e le norme di carattere finanziario adottate conformemente all'articolo 18, paragrafo 2, della Convenzione si applicheranno al presente Protocollo, a meno che le Parti del presente Protocollo non convengano diversamente.

3. Il presente Protocollo sarà aperto — a Ginevra il 3 e 4 aprile 1982 e a Madrid dal 5 aprile 1982 al 2 aprile 1983 — alla firma delle Parti contraenti della Convenzione e degli Stati invitati alla Conferenza dei plenipotenziari sul Protocollo relativo alle aree particolarmente protette del Mediterraneo, che ha avuto luogo a Ginevra il 2 e 3 aprile 1982. Inoltre, dal 5 aprile 1982 al 2 aprile 1983, sara aperto alla firma dei gruppi economici regionali dei cui membri almeno uno sia uno Stato rivierasco della zona del mar Mediterraneo e abbia competenze nei settori coperti dal presente Protocollo.

4. Il presente Protocollo sarà sottoposto a ratifica, accettazione o approvazione. Gli strumenti di ratifica, accettazione o approvazione saranno depositati presso il Governo spagnolo, che assumerà le funzioni di depositario.

5. A partire dal 3 aprile 1983, il presente Protocollo sarà aperto all'adesione delle Parti contraenti della Convenzione e di ogni Stato o gruppo previsto al paragrafo 3.

6. Il presente Protocollo entrerà in vigore il trentesimo giorno a partire dalla data di deposito di almeno sei strumenti di ratifica, accettazione o approvazione del Protocollo, o di adesione ad esso.

In fede di che, i sottoscritti, debitamente autorizzati, hanno firmato il presente Protocollo.

Fatto a Ginevra, il 3 aprile 1982, in un unico esemplare nelle lingue araba, francese, inglese e spagnola, i quattro testi facenti egualmente fede.

LEGGE 5 marzo 1985, n. **128.**

Ratifica ed esecuzione del protocollo relativo alla protezione del Mar Mediterraneo dall'inquinamento di origine terrestre, aperto alla firma ad Atene il 17 maggio 1980.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare il protocollo relativo alla protezione del Mar Mediterraneo dall'inquinamento di origine terrestre, aperto alla firma ad Atene il 17 maggio 1980.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data al protocollo di cui all'articolo precedente a decorrere dalla data della sua entrata in vigore.

Art. 3.

Il Comitato interministeriale di cui all'articolo 3 della legge 10 maggio 1976, n. 319, e successive modifiche, concernente norme per la tutela delle acque dall'inquinamento, stabilisce i criteri per l'attuazione delle misure, delle direttive e delle norme adottate ai sensi degli articoli 5, 6 e 7 del protocollo annesso alla presente legge.

Art. 4.

La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 5 marzo 1985

PERTINI

CRAXI, *Presidente del Consiglio dei Ministri*
ANDREOTTI, *Ministro degli affari esteri*

Visto, *il Guardasigilli:* MARTINAZZOLI

LAVORI PREPARATORI

Senato della Repubblica (atto n. 571):

Presentato dal Ministro degli affari esteri (ANDREOTTI) il 10 marzo 1984.

Assegnato alla 3ª commissione (Affari esteri), in sede referente, il 22 maggio 1984, con pareri delle commissioni 8ª, 9ª e 10ª.

Esaminato dalla 3ª commissione l'11 luglio 1984.

Relazione scritta annunciata il 17 luglio 1984 (atto n. 571/A).

Esaminato in aula e approvato il 30 luglio 1984.

Camera dei deputati (atto n. 1986):

Assegnato alla III commissione (Affari esteri), in sede referente, il 16 ottobre 1984, con pareri delle commissioni II, V, IX, X, XI, XII e XIV.

Esaminato dalla III commissione il 30 gennaio 1985.

Relazione scritta annunciata il 14 febbraio 1985 (atto n. 1986/A).

Esaminato in aula il 25 febbraio 1985 e approvato il 27 febbraio 1985.

PROTOCOLE RELATIF A LA PROTECTION DE LA MER MÉDITERRANEE CONTRE LA POLLUTION D'ORIGINE TELLURIQUE

LES PARTIES CONTRACTANTES AU PRÉSENT PROTOCOLE,

ETANT PARTIES à la Convention pour la protection de la mer Méditerranee contre la pollution, adoptée à Barcelone le 16 février 1976,

DÉSIREUSES de mettre en œuvre les articles 4 (paragraphe 2), 8 et 15 de ladite Convention,

NOTANT l'accroissement rapide des activités humaines dans la zone de la mer Méditerranée, notamment dans les domaines de l'industrialisation et de l'urbanisation, ainsi que la croissance saisonnière, liée au tourisme, des population riveraines,

RECONNAISSANT le danger que fait courir au milieu marin et à la santé humaine la pollution d'origine tellurique et les problèmes graves qui en resultant dans un grand nombre d'eaux côtières et d'estuaires fluviaux de la Méditerranée, dus essentiellement au rejet de déchets domestiques et industriels non traités, insuffisamment traités ou évacués de façon inadéquate,

RECONNAISSANT la différence des niveaux de développement entre les pays riverains et tenant compte des impératifs du développement économique et social des pays en développement,

RÉSOLUES à prendre, en étroite coopération, les mesures nécessaires afin de protéger la mer Méditerranée contre la pollution d'origine tellurique,

SONT CONVENUES DE CE QUI SUIT:

Article premier.

Les Parties contractantes au présent Protocole (ci-après dénommées «les Parties») prennent toutes mesures appropriées pour prévenir, réduire, combattre et maîtriser la pollution de la zone de la mer Méditerranée due aux déversements par les fleuves, les établissements côtiers ou les émissaires, ou emanant de toute autre source terrestre située sur leur territoire.

Article 2.

Aux fins du présent Protocole:

a) on entend par «la Convention», la Convention pour la protection de la mer Méditerranée contre la pollution, adoptée à Barcelone le 16 février 1976;

b) on entend par «Organisation» l'organisme visé à l'article 13 de la Convention;

c) on entend par «limite des eaux douces» l'endroit dans le cours d'eau où, à marée basse et en période de faible débit d'eau douce, le degré de salinité augmente sensiblement par suite de la présence de l'eau de mer.

Article 3.

La zone d'application du present Protocole (ci-après dénommée la «zone du Protocole») comprend:

a) la zone de la mer Méditerranée délimitée à l'article premier de la Convention;

b) les eaux en deçà de la ligne de base servant à mesurer la largeur de la mer territoriale et s'étendant, dans le cas des cours d'eau, jusqu'à la limite des eaux douces;

c) les étangs salés communiquant avec la mer.

Article 4.

1. Le présent Protocole s'applique:

a) aux rejets polluants provenant de sources terrestres situées sur le territoire des Parties et qui atteignent la zone du Protocole, en particulier,

directement, par des émissaires en mer ou par dépôt ou déversements effectués sur la côte ou à partir de celle-ci;

indirectement, par l'intermédiaire des fleuves, canaux ou autres cours d'eau, y compris des cours d'eau souterrains, ou du ruissellement;

b) à la pollution d'origine tellurique transférée par l'atmosphere, selon des conditions qui seront définies dans une annexe additionnelle au Protocole acceptée par les Parties conformément aux dispositions de l'article 17 de la Convention.

2. Le Protocole s'applique également aux rejets polluants en provenance de structures artificielles fixes placées en mer qui, relevant de la juridiction d'une Partie, sont utilisées à des fins autres que l'exploration et l'exploitation de ressources minérales du plateau continental, du fond de la mer et de son sous-sol.

Article 5.

1. Les Parties s'engagent à éliminer la pollution d'origine tellurique de la zone du Protocole par les substances énumérées à l'annexe I au present Protocole.

2. A cette fin elles élaborent et mettent en œuvre, conjointement ou individuellement selon le cas, les programmes et les mesures nécessaires.

3. Ces programmes et mesures comprennent notamment des normes communes d'émission et des normes d'usage.

4. Les normes et les calendriers d'application pour la mise en œuvre des programmes et mesures visant à éliminer la pollution d'origine tellurique sont fixés par les Parties et réexaminés périodiquement, au besoin tous les deux ans, pour chacune des substances énumérées à l'annexe I, conformément aux dispositions de l'article 15 du présent Protocole.

Article 6.

1. Les Parties s'engagent à réduire rigoureusement la pollution d'origine tellurique de la zone du Protocole par les substances ou sources enumerees a l'annexe II au présent Protocole.

2. A cette fin elles élaborent et mettent en œuvre, conjointement ou individuellement selon le cas, des programmes et mesures appropriés.

3. Les rejets sont strictement subordonnés à la délivrance, par les autorités nationales compétentes, d'une autorisation tenant dûment compte des dispositions de l'annexe III au présent Protocole.

Article 7.

1. Les Parties élaborent et adoptent progressivement, en collaboration avec les organisations internationales compétentes, des lignes directrices et, le cas échéant, des normes ou critères communs concernant notamment:

a) la longueur, la profondeur et la position des canalisations utilisees pour les émissaires côtiers, en tenant compte , notamment, des méthodes utilisées pour le traitement préalable des effluents;

b) les prescriptions particulières concernant les effluents nécessitant un traitement séparé;

c) la qualite des eaux de mer utilisées a des fins particulières, necessaire pour la protection de la santé humaine, des ressources biologiques et des écosystèmes;

d) le contrôle et le remplacement progressif des produits, installations, procedés industriels et autres ayant pour effet de polluer sensiblement le milieu marin;

e) les prescriptions particulières visant les quantités rejetées, la concentration dans les effluents et les méthodes de déversement des substances énumérées dans les annexes I et II.

2. Sans préjudice des dispositions de l'article 5 du présent Protocole, ces lignes directrices, normes ou critères communs tiennent compte des caractéristiques locales ecologiques, geographiques et physiques, de la capacité économique des Parties et de leur besoin de développement, du niveau de la pollution existante et de la capacité réelle d'absorption du milieu marin.

3. Les programmes et mesures prevus aux articles 5 et 6 seront adoptés en tenant compte, pour leur application progressive, de la capacité d'adaptation et de reconversion des installations existantes, de la capacité économique des Parties et de leur besoin de développement.

Article 8.

Dans le cadre des dispositions et des programmes de surveillance continue prévus à l'article 10 de la Convention, et au besoin en collaboration avec les organisations internationales compétentes, les Parties entreprennent le plus tôt possible des activités de surveillance continue ayant pour objet:

a) d'évaluer systématiquement, dans toute la mesure du possible, les niveaux de pollution le long de leurs côtes, notamment en ce qui concerne les substances ou sources énumérées aux annexes I et II, et de fournir périodiquement des renseignements à ce sujet;

b) d'évaluer les effets des mesures prises, en application du présent Protocole, pour réduire la pollution du milieu marin.

Article 9.

Conformément à l'article 11 de la Convention, les Parties coopèrent dans la mesure du possible dans les domaines de la science et de la technologie qui sont liés à la pollution d'origine tellurique, notamment en ce qui concerne la recherche sur les apports, les voies de transfert et les effets des différents polluants, ainsi que sur l'élaboration de nouvelles methodes pour le traitement, la réduction ou l'élimination de ces polluants. A cet effet, les Parties s'efforcent notamment:

a) d'échanger des renseignements d'ordre scientifique et technique;

b) de coordonner leurs programmes de recherche.

Article 10.

1. Les Parties, agissant directement ou avec l'aide des organisations regionales ou d'autres organisations internationales qualifiées, ou de maniere bilatérale, coopèrent en vue d'élaborer et, dans la mesure du possible, en vue de mettre en œuvre des programmes d'assistance en faveur des pays en développement, notamment dans les domaines de la science, de l'éducation et de la technologie, afin de prévenir la pollution d'origine tellurique et ses effets préjudiciables dans le milieu marin.

2. L'assistance technique porterait en particulier sur la formation de personnel scientifique et technique ainsi que sur l'acquisition, l'utilisation et la fabrication de matériel approprie par ces pays a des conditions avantageuses à convenir entre les Parties concernées.

Article 11.

1. Si les rejets provenant d'un cours d'eau qui traverse les territoires de deux ou plusieurs Parties ou constitue une frontière entre elles risquent de provoquer la pollution du milieu marin de la zone du Protocole, en respectant, chacune en ce qui la concerne, les dispositions du present Protocole, les Parties intéressées sont invitées à coopérer en vue d'assurer sa pleine application.

2. Une Partie ne peut être tenue pour responsable d'une pollution ayant son origine sur le territoire d'un Etat qui n'est pas Partie contractante. Toutefois, la Partie contractante s'efforcera de coopérer avec ledit Etat afin de rendre possible la pleine application du Protocole.

Article 12.

1. Compte tenu des dispositions du paragraphe 1 de l'article 22 de la Convention, lorsque la pollution d'origine tellurique en provenance du territoire d'une Partie est susceptible de mettre en cause directement les intérêts d'une ou de plusieurs autres Parties, les Parties concernées, à la demande de l'une ou de plusieurs d'entre elles, s'engagent à entrer en consultation en vue de rechercher une solution satisfaisante.

2. A la demande de toute Partie intéressée, la question est mise à l'ordre du jour de la réunion suivante des Parties tenue conformément à l'article 14 du présent Protocole; cette réunion peut formuler des recommandations en vue de parvenir à une solution satisfaisante.

Article 13.

1. Les Parties s'informent mutuellement, par l'intermédiaire de l'Organisation, des mesures prises, des résultats obtenus et, le cas échéant, des

difficultés rencontrées lors de l'application du présent Protocole. Les modalités permettant de recueillir et de presenter ces informations sont déterminées lors des réunions des Parties.

2. De telles informations devront comprendre entre autres:

a) les données statistiques concernant les autorisations accordées aux termes de l'article 6 du présent Protocole;

b) les données résultant de la surveillance continue prévue à l'article 8 du présent Protocole;

c) les quantités des polluants émis à partir de leurs territoires;

d) les mesures prises aux termes des articles 5 et 6 du present Protocole.

Article 14.

1. Les réunions ordinaires des Parties se tiennent lors des réunions ordinaires des Parties contractantes à la Convention organisées en vertu de l'article 14 de ladite Convention. Les Parties peuvent aussi tenir des reunions extraordinaires conformément à l'article 14 de la Convention.

2. Les réunions des Parties au présent Protocole ont notamment pour objet:

a) de veiller à l'application du Protocole et d'examiner l'efficacité des mesures adoptées ainsi que l'opportunité de prendre d'autres dispositions, en particulier sous forme d'annexes;

b) de réviser et d'amender, le cas échéant, toute annexe au Protocole;

c) d'élaborer et d'adopter des programmes et des mesures conformement aux articles 5, 6 et 15 du présent Protocole;

d) d'adopter, conformément à l'article 7 du présent Protocole, des lignes directrices, normes ou critères communs sous toute forme convenue par les Parties;

e) de formuler des recommandations conformément au paragraphe 2 de l'article 12 du présent Protocole;

f) d'examiner les informations soumises par les Parties en application de l'article 13 du présent Protocole;

g) de remplir en tant que de besoin toutes autres fonctions en application du présent Protocole.

Article 15.

1. La réunion des Parties adopte à la majorité des deux tiers les programmes et mesures de réduction ou d'élimination de la pollution d'origine tellurique prévus aux articles 5 et 6 du présent Protocole.

2. Les Parties qui n'ont pu accepter un programme ou des mesures informent la réunion des Parties des dispositions qu'elles entendent prendre dans le domaine du programme ou des mesures concernes, etant entendu que ces Parties pourront à tout moment donner leur accord au programme ou aux mesures adoptés.

Article 16.

1. Les dispositions de la Convention se rapportant à tout protocole s'appliquent à l'égard du présent Protocole.

2. Le règlement intérieur et les règles financières adoptés conformément a l'article 18 de la Convention s'appliquent à l'égard du present Protocole, à moins que les Parties au Protocole n'en conviennent autrement.

3. Le présent Protocole est ouvert à Athènes, du 17 mai 1980 au 16 juin 1980, et à Madrid, du 17 juin 1980 au 16 mai 1981, à la signature des Etats invités à la Conférence de plénipotentiaires des Etats côtiers de la region mediterranéenne sur la protection de la mer Méditerranée contre la pollution d'origine tellurique, tenue à Athènes du 12 au 17 mai 1980. Il est egalement ouvert, jusqu'aux mêmes dates, à la signature de la Communauté économique européenne et de tout groupement économique régional similaire dont l'un au moins des membres est un Etat côtier de la zone de la mer Méditerranée et qui exerce des compétences dans des domaines couvertes par le présent Protocole.

4. Le present Protocole sera soumis a ratification, acceptation ou approbation. Les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés auprès du Gouvernement de l'Espagne, qui assumera les fonctions de dépositaire.

5. A partir du 17 mai 1981, le présent Protocole est ouvert à l'adhésion des Etats visés au paragraphe 3 ci-dessus de la Communauté économique europeenne et de tout groupement visé audit paragraphe.

6. Le présent Protocole entrera en vigueur le trentième jour à compter de la date du dépôt d'au moins six instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation du Protocole ou d'adhésion a celui-ci par les Parties visées au paragraphe 3 du présent article.

EN FOI DE QUOI les soussignés, dûment autorisés par leurs gouvernements respectifs, ont signé le présent Protocole.

FAIT à Athènes, le dix-sept mai mil neuf cent quatre-vingt, en un seul exemplaire en langues anglaise, arabe, espagnole et française, les quatre textes faisant également foi.

ANNEXE I

A. Les substances, familles et groupes de substances suivants sont enumeres sans ordre de priorité aux fins de l'article 5 du Protocole. Ils ont eté choisis principalement sur la base

— de leur toxicité;

— de leur persistance;

— de leur bioaccumulation.

1. Composés organohalogénés et substances qui peuvent donner naissance a de tels composés dans le milieu marin [1].
2. Composés organophosphorés et substances qui peuvent donner naissance a de tels composés dans le milieu marin [1].
3. Composés organostanniques et substances qui peuvent donner naissance a de tels composés dans le milieu marin [1].
4. Mercure et composés du mercure.
5. Cadmium et composés du cadmium.
6. Huiles lubrifiantes usées.
7. Matières synthétiques persistantes qui peuvent flotter, couler ou rester en suspension et qui peuvent gêner toute utilisation légitime de la mer.
8. Substances dont il est prouvé qu'elles possèdent un pouvoir cancérigene, tératogène ou mutagène dans le milieu marin ou par l'intermédiaire de celui-ci.
9. Substances radioactives, y compris leurs déchets, si leurs rejets ne sont pas conformes aux principes de la radioprotection définis par les organisations internationales compétentes en tenant compte de la protection du milieu marin.

B. La présente annexe ne s'applique pas aux rejets qui contiennent les substances énumérées à la section A ci-dessus en des quantités inférieures aux limites déterminées conjointement par les Parties.

---

(1) A l'exception de ceux qui sont biologiquement inoffensifs ou qui se transforment rapidement en substances biologiquement inoffensives

Annexe II

A. Les substances, familles et groupes de substances, ou sources de pollution, ci-après énumérés sans ordre de priorité aux fins de l'article 6 du Protocole, ont été choisis principalement sur la base des critères retenus pour l'annexe I mais en tenant compte du fait qu'ils sont en général moins nocifs ou sont plus aisément rendus inoffensifs par un processus naturel et, par conséquent, affectent en général des zones côtières plus limitées.

1. Les éléments suivants, ainsi que leurs composés:
   1. Zinc
   2. Cuivre
   3. Nickel
   4. Chrome
   5. Plomb
   6. Sélénium
   7. Arsenic
   8. Antimoine
   9. Molybdène
   10. Titane
   11. Etain
   12. Baryum
   13. Béryllium
   14. Bore
   15. Uranium
   16. Vanadium
   17. Cobalt
   18. Thallium
   19. Tellure
   20. Argent
2. Les biocides et leurs dérivés non visés à l'annexe I.
3. Les composes organosiliciés et substances qui peuvent donner naissance a de tels composés dans le milieu marin à l'exclusion de ceux qui sont biologiquement inoffensifs ou qui se transforment rapidement en substances biologiquement inoffensives.
4. Pétrole brut et hydrocarbures de toute origine.
5. Cyanures et fluorures.
6. Détergents et autres substances tensio-actives non biodégradables.
7. Composés inorganiques du phosphore et phosphore élémentaire.
8. Micro-organismes pathogènes.
9. Rejets thermiques.
10. Substances ayant un effet nuisible sur le goût et/ou sur l'odeur des produits de consommation de l'homme dérivés du milieu aquatique, ainsi que les composés susceptibles de donner naissance a de telles substances dans le milieu marin.
11. Substances exerçant une influence défavorable soit directement soit indirectement sur la teneur en oxygene du milieu marin specialement celles qui peuvent être à l'origine de phénomènes d'eutrophisation.
12. Composés acides ou basiques dont la composition et la quantité sont telles qu'ils peuvent compromettre la qualité des eaux marines.
13. Substances qui, bien que non toxiques par nature, peuvent devenir nocives pour le milieu marin ou peuvent gêner toute utilisation légitime de la mer en raison des quantités rejetées.

B. Le contrôle et la rigoureuse limitation du rejet des substances mentionnées à la section A ci-dessus doivent être appliqués en accord avec l'annexe III.

ANNEXE III

En vue de la délivrance d'une autorisation pour le rejet de déchets contenant des substances mentionnées à l'annexe II ou à la section B de l'annexe I du présent Protocole, il sera tenu compte notamment et selon les cas des facteurs suivants

A. *Caractéristiques et composition du déchet*

1. Type et importance de la source du déchet (procédé industriel, par exemple).
2. Type du déchet (origine, composition moyenne).
3. Forme du déchet (solide, liquide, boueuse).
4. Quantité totale (volume rejeté chaque année, par exemple).
5. Mode de rejet (permanent, intermittent, variant selon les saisons, etc.).
6. Concentration des principaux constituants, substances énumérées a l'annexe I, substances énumérées à l'annexe II, et autres substances, selon le cas.
7. Propriétés physiques, chimiques et biochimiques du déchet.

B. *Caractéristiques des constituants du déchet quant à la nocivité*

1. Persistance (physique, chimique et biologique) dans le milieu marin.
2. Toxicité et autres effets nocifs.
3. Accumulation dans les matières biologiques ou les sédiments.
4. Transformation biochimique produisant des composés nocifs.
5. Effets défavorables sur la teneur et l'équilibre de l'oxygène.
6. Sensibilité aux transformations physiques, chimiques et biochimiques et interaction dans le milieu aquatique avec d'autres constituants de l'eau de mer qui peuvent produire des effets, biologiques ou autres, nocifs du point de vue des utilisations énumérées a la section E ci-après.

C. *Caractéristiques du lieu de déversement et du milieu marin récepteur*

1. Caractéristiques hydrographiques, metéorologiques, geologiques et topographiques de la zone côtière.
2. Emplacement et type du rejet (émissaire, canal, sortie d'eau, etc.) et situation par rapport a d'autres emplacements (tels que les zones d'agrément, de frai, de culture et de pêche, zones conchylicoles) et à d'autres rejets.
3. Dilution initiale realisée au point de décharge dans le milieu marin recepteur.
4. Caractéristiques de dispersion, telles que les effects des courants, des marées et du vent sur le déplacement horizontal et le brassage vertical.
5. Caractéristiques de l'eau réceptrice, eu égard aux conditions physiques, chimiques, biologiques et écologiques existant dans la zone de rejet.

6. Capacité du milieu marin récepteur à absorber sans effets défavorables les déchets rejetés.

D. *Disponibilité de techniques concernant les déchets*

Les méthodes de réduction et de rejet des déchets doivent être choisies pour les effluents industriels ainsi que pour les eaux usées domestiques en tenant compte de l'existence et de la possibilité de mise en œuvre:

a) des alternatives en matière de procédés de traitement;

b) des méthodes de réutilisation ou d'élimination;

c) des alternatives de décharge sur terre;

d) des technologies à faible quantité de déchets.

E. *Atteintes possibles aux écosystèmes marins et aux utilisations de l'eau de mer*

1. Effets sur la santé humaine du fait des incidences de la pollution sur:

   a) les organismes marins comestibles,

   b) les eaux de baignade;

   c) l'esthétique.

2. Effets sur les écosystèmes marins, notamment les ressources biologiques, les espèces en danger et les *habitats* vulnérables.
3. Effets sur d'autres utilisations légitimes de la mer.

Visto, *Il Ministro degli affari esteri*
ANDREOTTI

TRADUZIONE NON UFFICIALE

N.B. — I testi facenti fede sono unicamente quelli indicati nel protocollo.

PROTOCOLLO

relativo alla protezione del Mare Mediterraneo contro l'inquinamento di origine terrestre

LE PARTI CONTRAENTI DEL PRESENTE PROTOCOLLO,

in quanto PARTI CONTRAENTI della Convenzione per la protezione del Mare Mediterraneo dall'inquinamento, adottata a Barcellona il 16 febbraio 1976,

DESIDEROSI di dare applicazione all'articolo 4, paragrafo 2, e agli articoli 8 e 15 di detta Convenzione,

CONSIDERANDO il rapido sviluppo delle attività umane nella zona del Mare Mediterraneo, particolarmente nel campo dell'industrializzazione e dell'urbanesimo, nonché l'aumento stagionale delle popolazioni costiere dovuto al turismo,

RICONOSCENDO il pericolo che l'inquinamento di origine terrestre costituisce per l'ambiente marino e per la salute umana nonché i gravi problemi che ne derivano in molte acque costiere ed in estuari di fiumi del Mediterraneo, in genere dovuti allo scarico di rifiuti domestici ed industriali non trattati, insufficientemente trattati o inadeguatamente evacuati,

RICONOSCENDO i diversi livelli di sviluppo tra gli Stati costieri e tenendo conto degli imperativi dello sviluppo economico e sociale dei paesi in via di sviluppo,

DECISI ad adottare in stretta collaborazione tutte le misure necessarie a proteggere il Mare Mediterraneo dall'inquinamento di origine terrestre,

HANNO CONVENUTO QUANTO SEGUE:

Articolo 1.

Le parti contraenti del presente Protocollo (di seguito denominate «le Parti») prendono tutte le misure appropriate per prevenire, ridurre, combattere e controllare l'inquinamento della zona del Mare Mediterraneo, dovuto agli scarichi dei fiumi, degli stabilimenti costieri o degli emissari, oppure provenienti da qualsiasi altra fonte terrestre situata sul loro territorio.

Articolo 2.

Ai fini del presente Protocollo:

a) si intende per «la Convenzione» la Convenzione per la protezione del Mare Mediterraneo dall'inquinamento adottata a Barcellona il 16 febbraio 1976;

b) si intende per «organizzazione» l'organismo di cui all'articolo 13 della Convenzione;

c) si intende per «limite delle acque dolci» il punto del corso d'acqua in cui, a bassa marea ed in periodo di scarsa portata d'acqua dolce, il grado di salinità aumenta sensibilmente in seguito alla presenza dell'acqua di mare.

Articolo 3.

La zona di applicazione del presente Protocollo (di seguito denominata «zona del Protocollo») comprende:

a) la zona del Mare Mediterraneo delimitata all'articolo 1 della Convenzione;

b) le acque all'interno della linea di base che serve a misurare la larghezza del mare territoriale e che si estendono, nel caso dei corsi d'acqua, fino al limite delle acque dolci;

c) gli stagni salati comunicanti con il mare.

Articolo 4.

1. Il presente Protocollo si applica:

a) agli scarichi inquinanti provenienti da fonti terrestri situate sul territorio delle parti che raggiungono la zona del Protocollo, in particolare:

direttamente, da emissari in mare o da depositi o da scarichi effettuati sulla costa o a partire da essa;

indirettamente, tramite i fiumi, i canali o altri corsi d'acqua, ivi compresi i corsi d'acqua sotterranei, o di scorrimento;

b) all'inquinamento di origine terrestre trasportato dall'atmosfera, secondo le condizioni che saranno definite in un allegato aggiuntivo al Protocollo, accettato dalle Parti in conformità alle disposizioni dell'articolo 17 della Convenzione.

2. Il Protocollo si applica ugualmente agli scarichi inquinanti provenienti da strutture artificiali fisse installate in mare che, rientrando nella giurisdizione di una delle Parti, vengono utilizzate a fini diversi dall'esplo-

razione e sfruttamento delle risorse minerali della piattaforma continentale, del fondo marino e del relativo sottosuolo.

Articolo 5.

1. Le Parti si impegnano ad eliminare l'inquinamento di origine terrestre della zona del Protocollo causato dalle sostanze elencate nell'allegato I al presente Protocollo.

2. A tal fine elaborano e applicano, congiuntamente o individualmente a seconda dei casi, i programmi e le misure necessarie.

3. Questi programmi e misure comprendono particolarmente norme comuni di emissione e norme d'impiego.

4. Le norme ed i calendari di applicazione per la messa in opera dei programmi e delle misure volte ad eliminare l'inquinamento di origine terrestre sono fissate dalle Parti e riesaminate periodicamente, se necessario ogni due anni, per ciascuna delle sostanze elencate nell'allegato I, in conformità alle disposizioni dell'articolo 15 del presente Protocollo.

Articolo 6.

1. Le Parti si impegnano a ridurre rigorosamente l'inquinamento di origine terrestre della zona del Protocollo causato dalle sostanze o fonti elencate nell'allegato II al presente Protocollo.

2. A tal fine, elaborano e applicano, congiuntamente o individualmente a seconda dei casi, i programmi e le misure appropriate.

3. Gli scarichi sono strettamente subordinati alla concessione, da parte delle autorità nazionali competenti, di una autorizzazione che tenga debitamente conto delle disposizioni dell'allegato III al presente Protocollo.

Articolo 7.

1. Le Parti elaborano ed adottano progressivamente, in collaborazione con le organizzazioni internazionali competenti, linee direttrici e, se del caso, norme o criteri comuni riguardanti in particolare:

a) la lunghezza, la profondità e la posizione delle condutture utilizzate per gli emissari costieri, tenendo conto in particolare dei metodi utilizzati per il trattamento preliminare degli effluenti;

b) le prescrizioni particolari concernenti gli effluenti che necessitino di un trattamento separato;

c) la qualità delle acque di mare utilizzate a fini particolari, necessaria per la protezione della salute umana, delle risorse biologiche e degli ecosistemi;

d) il controllo e la sostituzione progressiva dei prodotti, installazioni, processi industriali e altri aventi l'effetto di inquinare sensibilmente l'ambiente marino;

e) le prescrizioni particolari riguardanti le quantità scaricate, la concentrazione negli effluenti e i metodi di scarico delle sostanze elencate negli allegati I e II.

2. Queste linee direttrici, norme o criteri comuni tengono conto, senza pregiudizio per le disposizioni dell'articolo 5 del presente Protocollo, delle caratteristiche locali ecologiche, geografiche e fisiche, della capacità economica delle Parti e delle loro esigenze di sviluppo, del livello di inquinamento esistente e della reale capacità di assorbimento dell'ambiente marino.

3. I programmi e le misure previsti dagli articoli 5 e 6 saranno adottati tenendo conto, per la loro applicazione progressiva, della capacità di adattamento e di riconversione delle installazioni esistenti, della capacità economica delle Parti e delle loro esigenze di sviluppo.

Articolo 8.

Nel quadro delle disposizioni e dei programmi di sorveglianza continua previsti dall'articolo 10 della Convenzione, e se necessario in collaborazione con le organizzazioni internazionali competenti, le Parti intraprendono il più presto possibile attività di sorveglianza continua aventi per oggetto:

a) la valutazione sistematica, per quanto possibile, del livello di inquinamento lungo le loro coste, specialmente per quanto riguarda le sostanze o fonti elencate negli allegati I e II, e la comunicazione periodica di informazioni in materia;

b) la valutazione degli effetti delle misure prese in applicazione del presente Protocollo, per ridurre l'inquinamento dell'ambiente marino.

Articolo 9.

In conformità all'articolo 11 della Convenzione, le Parti cooperano nella misura del possibile nei campi della scienza e della tecnologia legati all'inquinamento d'origine terrestre in particolare per quel che riguarda la ricerca sugli apporti, i percorsi di trasferimento e gli effetti delle diverse sostanze inquinanti, come pure sull'elaborazione di nuovi metodi per il trattamento, la riduzione o l'eliminazione di queste sostanze inquinanti.

A questo scopo le Parti si sforzano in particolare a:

a) scambiarsi informazioni di ordine scientifico e tecnico;

b) coordinare i propri programmi di ricerca.

Articolo 10.

1. Le Parti, agendo direttamente o con l'aiuto delle organizzazioni regionali o di altre organizzazioni internazionali qualificate o in via bilaterale, cooperano in vista di elaborare e, nella misura del possibile, di applicare programmi di assistenza in favore dei paesi in via di sviluppo, particolarmente nel campo della scienza, dell'educazione e della tecnologia, al fine di prevenire l'inquinamento di origine terrestre ed i suoi effetti nocivi nell'ambiente marino.

2. L'assistenza tecnica verterà in particolare sulla formazione del personale scientifico e tecnico nonché sull'acquisizione, utilizzazione e fabbricazione di materiale appropriato da parte di questi paesi, a condizioni vantaggiose da definirsi tra le Parti interessate.

Articolo 11.

1. Se gli scarichi provenienti da un corso d'acqua che attraversa i territori di una o più Parti, o costituisce una frontiera tra di loro, rischiano di provocare l'inquinamento dell'ambiente marino della zona del Protocollo, le Parti interessate, rispettando, ciascuna per ciò che la concerne, le disposizioni del presente Protocollo, sono invitate a cooperare in vista di assicurarne l'applicazione integrale.

2. Una Parte non può essere considerata responsabile dell'inquinamento avente origine dal territorio di uno Stato che non è parte contraente. Tuttavia, la Parte contraente si sforzerà di cooperare con il detto Stato al fine di rendere possibile l'integrale applicazione del Protocollo.

Articolo 12.

1. Tenuto conto delle disposizioni del paragrafo 1 dell'articolo 22 della Convenzione, quando l'inquinamento d'origine terrestre proveniente dal territorio di una delle Parti è suscettibile di mettere in causa direttamente gli interessi di una o più Parti, le Parti in causa, a domanda di una o più di esse, si impegnano ad intraprendere consultazioni allo scopo di ricercare una soluzione soddisfacente.

2. Su richiesta di qualsiasi Parte interessata la questione è messa all'ordine del giorno della riunione successiva delle Parti, tenuta in conformità al disposto dell'articolo 14 del presente Protocollo; questa riunione può formulare delle raccomandazioni allo scopo di pervenire ad una soluzione soddisfacente.

Articolo 13.

1. Le Parti si informano scambievolmente, per mezzo dell'organizzazione, delle misure prese, dei risultati ottenuti e, se del caso, delle difficoltà incontrate nell'applicazione del presente Protocollo.
Le modalità per la raccolta e la presentazione delle informazioni sono stabilite nelle riunioni delle Parti.

2. Tali informazioni dovranno comprendere, tra l'altro:

a) i dati statistici riguardanti le autorizzazioni concesse a norma dell'articolo 6 del presente Protocollo;

b) i dati risultanti dalla sorveglianza continua prevista dall'articolo 8 del presente Protocollo;

c) le quantità degli inquinanti provenienti dai rispettivi territori;

d) le misure prese ai sensi degli articoli 5 e 6 del presente Protocollo.

Articolo 14.

1. Le riunioni ordinarie delle Parti si tengono alle stesse scadenze delle riunioni ordinarie delle Parti contraenti della Convenzione organizzate ai sensi dell'articolo 14 della Convenzione stessa.
Le Parti possono anche tenere delle riunioni straordinarie in conformità all'articolo 14 della Convenzione.

2. Le riunioni delle Parti del presente Protocollo hanno per oggetto, in particolare:

a) di vigilare sull'applicazione del Protocollo e di esaminare l'efficacia delle misure adottate, nonché l'opportunità di prendere altre disposizioni in particolare sotto forma di allegati;

b) di rivedere e modificare, se del caso, ogni allegato al Protocollo;

c) di elaborare ed adottare programmi e misure conformemente agli articoli 5, 6 e 15 del presente Protocollo;

d) di adottare, in conformità all'articolo 7 del presente Protocollo, linee direttive, norme o criteri comuni in qualsiasi forma convenuta tra le Parti;

e) di formulare delle raccomandazioni in conformità al paragrafo 2 dell'articolo 12 del presente Protocollo;

f) di esaminare le informazioni fornite dalle Parti in applicazione dell'articolo 13 del presente Protocollo;

g) di adempiere, a seconda delle necessità, ogni altra funzione in applicazione del presente Protocollo.

Articolo 15.

1. La riunione delle Parti adotta a maggioranza dei due terzi i programmi e le misure per la riduzione o l'eliminazione dell'inquinamento d'origine terrestre previsti dagli articoli 5 e 6 del presente Protocollo.

2. Le Parti che non hanno potuto accettare un programma o delle misure informano la riunione delle Parti delle disposizioni che intendono prendere nel campo del programma o delle misure in questione, restando inteso che queste Parti potranno in ogni momento dare il loro consenso al programma o alle misure adottate.

Articolo 16.

1. Le disposizioni della Convenzione che si riferiscono ad un protocollo si applicano al seguente Protocollo.

2. Il regolamento interno e le norme finanziarie adottate in conformità dell'articolo 18 della Convenzione si applicano al presente Protocollo a meno che le Parti non dispongano altrimenti.

3. Il presente Protocollo è aperto in Atene, dal 17 maggio 1980 al 16 giugno 1980, e a Madrid, dal 17 giugno 1980 al 16 maggio 1981, alla firma degli Stati invitati alla Conferenza dei plenipotenziari degli Stati costieri della regione mediterranea sulla protezione del Mare Mediterraneo contro l'inquinamento d'origine terrestre, tenuta ad Atene dal 12 al 17 maggio 1980. E ugualmente aperto, fino alle stesse date, alla firma della Comunità economica europea e di ogni analogo raggruppamento economico regionale di cui almeno uno dei membri sia uno Stato costiero della zona del Mediterraneo e che eserciti competenze nei settori contemplati dal presente Protocollo.

4. Il presente Protocollo sarà sottoposto a ratifica, approvazione o accettazione. Gli strumenti di ratifica, d'accettazione o di approvazione saranno depositati presso il Governo spagnolo, che assumerà le funzioni di depositario.

5. A partire dal 17 maggio 1981, il presente Protocollo e aperto all'adesione degli Stati citati nel precedente paragrafo 3 della Comunità economica europea e di ogni raggruppamento menzionato in detto paragrafo.

6. Il presente Protocollo entrerà in vigore il trentesimo giorno a partire dalla data del deposito di almeno sei strumenti di ratifica, di accettazione o di approvazione del Protocollo o di adesione ad esso effettuato dalle Parti citate al paragrafo 3 del presente articolo.

IN FEDE DI CHE i sottoscritti, debitamente autorizzati dai loro rispettivi Governi, hanno firmato il presente Protocollo.

FATTO ad Atene, il 17 maggio 1980, in un solo esemplare nelle lingue inglese, araba, spagnola e francese, i quattro testi facenti ugualmente fede.

ALLEGATO I

A. Le sostanze, le famiglie ed i gruppi di sostanze indicati di seguito sono elencati senza ordine di priorità ai fini dell'articolo 5 del Protocollo. La scelta è stata effettuata principalmente in base alla loro:

— tossicità;

— persistenza;

— bioaccumulazione.

1. Composti organo-alogeni e sostanze che possono dare origine a tali composti nell'ambiente marino (1)
2. Composti organo-fosforici e sostanze che possono dar luogo a tali composti nell'ambiente marino (1).
3. Composti organo-tannici e sostanze che possono dar luogo a tali composti nell'ambiente marino (1).
4. Mercurio e composti del mercurio.
5. Cadmio e composti del cadmio.
6. Olii lubrificanti usati.
7. Materie sintetiche persistenti che possono galleggiare, andare a fondo o restare in sospensione e che possono ostacolare l'utilizzazione legittima del mare.
8. Sostanze di cui e provato il potere cancerogeno, teratogeno o mutageno nell'ambiente marino o col concorso dello stesso.
9. Sostanze radioattive, compresi i rifiuti, se i loro scarichi non sono conformi ai princìpi della radio-protezione definiti dalle organizzazioni internazionali competenti in considerazione della protezione dell'ambiente marino.

B. Il presente allegato non si applica agli scarichi che contengono le sostanze enumerate nella sezione A precedente in quantità inferiori ai limiti determinati congiuntamente dalle Parti.

---

(1) Esclusi quelli che sono biologicamente innocui o che si trasformano in sostanze biologicamente innocue.

ALLEGATO II

A. Le sostanze, le famiglie ed i gruppi di sostanze, o le fonti di inquinamento, elencate di seguito senza ordine di priorità ai fini dell'articolo 6 del Protocollo, sono state scelte principalmente sulla base dei criteri adottati all'allegato I, ma tenendo conto del fatto che sono in generale meno nocive o sono più facilmente rese innocue per mezzo di un processo naturale e, in conseguenza, influenzano in generale zone costiere più limitate.

1. I seguenti elementi ed i loro composti:

1. Zinco	6. Selenio	11. Stagno	16. Vanadio
2. Rame	7. Arsenico	12. Bario	17. Cobalto
3. Nickel	8. Antimonio	13. Berillio	18. Tallio
4. Cromo	9. Molibdeno	14. Boro	19. Tellurio
5. Piombo	10. Titanio	15. Uranio	20. Argento

2. I biocidi ed i loro derivati non compresi nell'allegato I.
3. I composti organo-silicati e le sostanze che possono dar luogo a tali composti nell'ambiente marino ad esclusione di quelli che sono biologicamente innocui o che si trasformano rapidamente in sostanze biologicamente innocue.
4. Petrolio greggio ed idrocarburi di qualunque origine.
5. Cianuri e fluoruri.
6. Detergenti ed altre sostanze tensio-attive non biodegradabili.
7. Composti inorganici del fosforo e fosforo elementare.
8. Micro-organismi patogeni.
9. Scarichi termici.
10. Sostanze aventi un effetto nocivo sul sapore e/o sull'odore dei prodotti provenienti dall'ambiente idrico e destinati al consumo umano, nonché i composti suscettibili di dar luogo a tali sostanze nell'ambiente marino.
11. Sostanze che esercitano una influenza sfavorevole, sia direttamente, sia indirettamente, sul tenore di ossigeno dell'ambiente marino, in particolar modo quelle che possono essere all'origine di fenomeni di eutrofizzazione.
12. Composti acidi o basici la cui composizione e quantità sono tali da poter compromettere la qualità delle acque marine.
13. Sostanze che, benché non tossiche per natura, possono divenire nocive per l'ambiente marino o possono ostacolare la legittima utilizzazione del mare a causa delle quantità scaricate.

B. Il controllo e la rigorosa limitazione dello scarico delle sostanze menzionate nella sezione A devono essere attuati in conformità all'allegato III.

ALLEGATO III

In vista del rilascio di una autorizzazione allo scarico di rifiuti contenenti sostanze citate nell'allegato II o nella sezione B dell'allegato I del presente Protocollo, si terrà conto in particolare e a seconda dei casi dei fattori seguenti:

A. *Caratteristiche e composizione del rifiuto*

1. Tipo ed importanza della fonte del rifiuto (ad esempio processo industriale).
2. Tipo di rifiuto (origine, composizione media).
3. Forma del rifiuto (solida, liquida, fangosa).
4. Quantità totale (volume dello scarico annuo, per esempio).
5. Modo di scarico (permanente, intermittente, variabile a seconda delle stagioni, ecc.).
6. Concentrazione dei principali costituenti, sostanze elencate all'allegato I, sostanze elencate all'allegato II e, a seconda dei casi, altre sostanze.
7. Proprietà fisiche, chimiche e biochimiche del rifiuto.

B. *Caratteristiche dei costituenti del rifiuto dal punto di vista della nocività*

1. Persistenza (fisica, chimica e biologica) nell'ambiente marino.
2. Tossicità ed altri effetti nocivi.
3. Accumulazione nei materiali biologici o nei sedimenti.
4. Trasformazione biochimica che produce composti nocivi.
5. Effetti sfavorevoli sul tenore e sull'equilibrio dell'ossigeno.
6. Sensibilità alle trasformazioni fisiche, chimiche e biochimiche ed interazione nell'ambiente idrico con altri costituenti dell'acqua di mare che possono produrre effetti, biologici o di altro tipo, nocivi dal punto di vista delle utilizzazioni elencate nella successiva sezione E.

C. *Caratteristiche del luogo di scarico e dell'ambiente marino ricettore*

1. Caratteristiche idrografiche, meteorologiche, geologiche e topografiche della zona costiera.
2. Ubicazione e tipo di scarico (emissario, canale, sbocco d'acqua, ecc.) e posizione rispetto ad altri insediamenti (quali, ad esempio: zone amene, vivai, zone di coltura e pesca, di molluschicoltura) e ad altri scarichi.
3. Diluizione iniziale realizzata nel punto di scarico nell'ambiente marino ricettore.
4. Caratteristiche di dispersione, quali gli effetti delle correnti, delle maree e del vento sullo spostamento orizzontale e sul mescolamento verticale.
5. Caratteristiche dell'acqua ricevente, in relazione alle condizioni fisiche, chimiche, biologiche ed ecologiche esistenti nella zona di scarico.
6. Capacità dell'ambiente marino ricettore di assorbire, senza effetti negativi, i rifiuti scaricati.

D. *Disponibilità di tecniche riguardanti i rifiuti*

I metodi di riduzione e di scarico dei rifiuti devono essere scelti, sia per gli effluenti industriali che per le acque di uso domestico, tenendo conto dell'esistenza e della possibilità di adottare:

a) alternative in materia di processi di trattamento;

b) metodi di riutilizzazione o di eliminazione;

c) alternative di scarico a terra;

d) tecnologie che producano pochi rifiuti.

E. *Possibili pregiudizi per gli ecosistemi marini e per le utilizzazioni dell'acqua di mare*

1. Effetti sulla salute umana dovuti all'incidenza dell'inquinamento su:

   a) gli organismi commestibili;

   b) le acque di balneazione;

   c) l'estetica.

2. Effetti sugli ecosistemi marini, in particolare sulle risorse biologiche, le specie in pericolo e gli *habitat* vulnerabili.
3. Effetti su altre utilizzazioni legittime del mare.

LEGGE 5 marzo 1985, n. **129.**

Ratifica ed esecuzione dell'accordo tra la Repubblica italiana e la Repubblica socialista federativa di Jugoslavia per il regolamento del traffico delle persone e dei trasporti terrestri e marittimi fra le aree limitrofe, con undici allegati e due scambi di note, firmati a Udine il 15 maggio 1982.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare l'accordo tra la Repubblica italiana e la Repubblica socialista federativa di Jugoslavia per il regolamento del traffico delle persone e dei trasporti terrestri e marittimi fra le aree limitrofe, con undici allegati e due scambi di note, firmati a Udine il 15 maggio 1982.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data all'accordo di cui all'articolo precedente a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità all'articolo 47 dell'accordo stesso.

Art. 3.

La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 5 marzo 1985

PERTINI

CRAXI, *Presidente del Consiglio dei Ministri*
ANDREOTTI, *Ministro degli affari esteri*

Visto, *il Guardasigilli:* MARTINAZZOLI

LAVORI PREPARATORI

Senato della Repubblica (atto n. 599):

Presentato dal Ministro degli affari esteri (ANDREOTTI) il 17 marzo 1984.

Assegnato alla 3ª commissione (Affari esteri), in sede referente, il 22 maggio 1984, con pareri delle commissioni 1ª e 8ª.

Esaminato dalla 3ª commissione l'11 luglio 1984.

Relazione scritta annunciata il 17 luglio 1984 (atto n. 599/A).

Esaminato in aula e approvato il 30 luglio 1984

Camera dei deputati (atto n. 1990):

Assegnato alla III commissione (Affari esteri), in sede referente, il 16 ottobre 1984, con pareri delle commissioni I, II, V, VI, X e XII.

Esaminato dalla III commissione il 30 gennaio 1985.

Relazione scritta annunciata il 14 febbraio 1985 (atto n. 1990/A).

Esaminato in aula il 25 febbraio 1985 e approvato il 27 febbraio 1985.

ACCORDO

TRA LA REPUBBLICA ITALIANA E LA REPUBBLICA SOCIALISTA FEDERATIVA DI JUGOSLAVIA PER IL REGOLAMENTO DEL TRAFFICO DELLE PERSONE E DEI TRASPORTI TERRESTRI E MARITTIMI TRA LE AREE LIMITROFE

La Repubblica Italiana e la Repubblica Socialista Federativa di Jugoslavia, convinte che le relazioni di buon vicinato e di cooperazione a parità di diritti fra gli Stati ed i loro popoli corrispondano agli interessi di entrambi gli Stati, sia nelle loro totalità che nelle zone di frontiera, nel desiderio di sviluppare, favorire ed ampliare la fruttuosa cooperazione in materia economica, culturale, sportiva ed in altri settori di interesse comune, e nello spirito dell'Accordo tra i due Paesi firmato ad Osimo il 10 novembre 1975, hanno concordato di rinnovare e migliorare l'Accordo per il regolamento del traffico di persone nonchè dei trasporti e delle comunicazioni terrestri e marittime tra le aree limitrofe, firmato ad Udine il 31 ottobre 1962.

TITOLO I

AREE DI APPLICAZIONE DELL'ACCORDO

Articolo 1

Determinazione delle aree

1. I territori ai quali si applica il presente Accordo sono :
   a) l'area del territorio italiano comprendente i Comuni elencati nell'Allegato A;
   b) l'area del territorio jugoslavo comprendente i Comuni elencati nell'Allegato B.

2. Eventuali variazioni all'attuale circoscrizione territoriale, amministrativa o catastale dei Comuni, o di parte di essi, menzionati nei predetti elenchi non avranno alcun effetto sulle aree di applicazione del presente Accordo.

TITOLO II

MOVIMENTO DELLE PERSONE

Articolo 2

Persone che hanno diritto al transito

Hanno diritto ad usufruire delle facilitazioni per il movimento per terra e per mare previste dal presente Accordo tutti i cittadini dei due Stati residenti nelle aree di cui all'Articolo 1 del presente Accordo, alle condizioni specificate ai successivi Articoli.

Articolo 3

Documenti per il transito

1. I documenti che vengono rilasciati ai fini della applicazione dell'Articolo 2 sono i seguenti:
   a) lasciapassare,
   b) lasciapassare straordinario,
   c) foglio complementare agricolo.

2. I documenti di cui sopra sono conformi rispettivamente agli Allegati n. 1, 2 e 3.

Articolo 4

Lasciapassare

1. Tutti i cittadini dei due Stati residenti in una delle aree indicate nell'Articolo 1, che intendano recarsi nell'area adiacente hanno diritto di ottenere, su domanda, il lasciapassare conforme all'Allegato n.1 ed il foglio complementare agricolo, quest'ultimo a norma degli Articoli 7 e 10 del presente Accordo.

2. Hanno lo stesso diritto gli eredi dei cittadini dei due Stati.

3. Nel lasciapassare sono indicate le generalità del titolare e, sulla prima pagina, viene applicata la sua fotografia, timbrata a secco.

4. I minori di anni 14 che viaggiano con i genitori o con altre persone che li accompagnano, devono essere iscritti nominativamente nel lasciapassare dei predetti. Tuttavia i genitori o chi ne fa le veci possono richiedere singoli documenti di transito per i minori aventi dai 12 anni compiuti ai 14 anni compiuti.

5. I possessori di lasciapassare hanno diritto al transito attraverso il confine per un numero illimitato di volte.

6. Il lasciapassare è valido 5 anni dalla data del rilascio ed è prorogabile o rinnovabile se non sono mutate le condizioni esistenti al momento del rilascio.

Articolo 5

Soggiorno nell'area adiacente

1. Il rientro nell'area di residenza deve essere effettuato entro 5 giorni, ivi compreso il giorno di uscita e quello d'entrata, qualora non sia diversamente disposto da altre norme del presente Accordo.

2. Qualora sussistano giustificati motivi il soggiorno nell'area adiacente può essere prorogato, a domanda, fino a 30 giorni. Nella domanda deve essere precisato il periodo che l'interessato intende trascorrere nell'area adiacente.

3. Ove per cause di forza maggiore il rientro non possa essere effettuato nel termine prescritto, il titolare di uno dei documenti del presente Accordo deve darne immediata notizia alle competenti Autorità locali, le quali ne informano le Autorità dell'altra Parte.

4. Il movimento dei titolari di lasciapassare è consentito solo nelle aree di applicazione dell'Accordo.

Articolo 6

Modalità di rilascio del lasciapassare

1. I lasciapassare di cui all'Articolo 4 sono rilasciati di regola entro 15 giorni dalla data di presentazione della domanda, da parte italiana dalle Questure competenti e, da parte jugoslava, dai competenti Organi comunali in base a documenti attestanti che il richiedente si trova nelle condizioni previste dal presente Accordo.

2. I lasciapassare sono rilasciati dalle Autorità jugoslave indicate al precedente comma anche per i cittadini italiani residenti nel territorio di cui all'Allegato B del presente Accordo e dalle Autorità italiane indicate nello stesso precedente comma anche per i cittadini jugoslavi residenti nel territorio di cui all'Allegato A del presente Accordo.

3. L'elenco dei lasciapassare che si intendono rilasciare è sottoposto al visto delle Autorità dell'altra Parte menzionate al comma 1 del presente Articolo. A tal fine, esso viene inoltrato per il tramite degli organi addetti ai servizi di controllo dei valichi, secondo le modalità che saranno concordate tra gli stessi organi. L'elenco viene restituito vistato entro 8 giorni dalla consegna.

4. Qualora le Autorità di una delle Parti contraenti non ritengano opportuna la concessione del lasciapassare per una determinata persona, lo annotano sullo stesso elenco indicandone i motivi. Il lasciapassare per detta persona non viene quindi concesso.

5. Qualora le Autorità di un'area ritengano che determinate persone, residenti nell'area adiacente, non possano fruire per un determinato periodo del lasciapassare, ne informano le Autorità che lo hanno rilasciato, le quali alla sua scadenza, non lo rinnovano e provvedono al suo ritiro, informando le Autorità dell'area adiacente.

6. Nei casi in cui la procedura di cui sopra si renda necessaria prima della scadenza della validità del lasciapassare, le Autorità competenti ne informano subito le Autorità dell'altra area che entro 30 giorni comunicano l'avvenuto ritiro del documento.

7. Le segnalazioni di una Autorità all'altra riguardanti i casi di cui ai precedenti commi 5 e 6 devono contenere le generalità del titolare del lasciapassare, i motivi del richiesto ritiro e la durata del provvedimento.

8. Il ritiro del lasciapassare o il rifiuto di concederlo non fanno perdere il diritto di proprietà o altro diritto sui beni.

Articolo 7

Movimento delle persone per attività connesse con i beni agrari

1. I cittadini dei due Stati contraenti hanno diritto di ottenere il foglio

complementare agricolo di cui al successivo Articolo 10, che consente l'attività sui fondi agricoli, alle seguenti condizioni:
a) che siano residenti in uno dei Comuni indicati agli Allegati A e B del presente Accordo;
b) che siano proprietari di immobili agricoli di qualsiasi specie o cultura, o di aziende agricole che siano situati nella fascia di 10 km. oltre il confine del proprio Stato.

2. Hanno lo stesso diritto: gli affittuari, gli usufruttuari, i titolari di altri diritti reali, i partecipanti a comunità agrarie, i titolari di usi civici sui terreni comunali.

3. Hanno lo stesso diritto:
a) i congiunti delle persone di cui ai precedenti commi 1 e 2;
b) i tecnici o lavoratori agricoli stabili, stagionali o temporanei, che siano in rapporto contrattuale o che siano assunti dalle persone di cui ai precedenti commi 1 e 2.

4. Hanno lo stesso diritto:
a) i pastori,
b) i carbonai,
c) i boscaioli,
d) gli addetti alle cave.

5. Hanno lo stesso diritto del dante causa gli eredi nel corso dell'espletamento delle pratiche inerenti alla successione.
In tal caso essi devono allegare alla domanda per ottenere il foglio complementare agricolo ed il lasciapassare un certificato degli organi competenti con il quale si attesti che è in corso la procedura per il trasferimento del diritto di proprietà. Copia di tale documento viene inviata all'Autorità dell'altra Parte competente al rilascio del lasciapassare.

6. Nella dizione immobili agricoli vengono compresé le cave di pietra.

7. Fuori dei casi previsti ai precedenti commi i cittadini proprietari o titolari di altri diritti su immobili agricoli o aziende agricole posti al di fuori della fascia di 10 km. possono chiedere alla Commissione Mista Permanente il rilascio del lasciapassare ed il foglio complementare agricolo.

Articolo 8

Passaggio di proprietà

I futuri proprietari godono degli stessi diritti previsti dal presente Accordo per gli attuali proprietari purchè abbiano conseguito la proprietà di beni agrari per atto tra vivi o mortis causa, a condizione che siano congiunti o coniugati (figli, nipoti, genitori, fratelli e sorelle, nonni) con il precedente proprietario.

Articolo 9

Persone giuridiche

1. Le agevolazioni previste dall'Articolo 7 del presente Accordo sono applicabili anche alle persone giuridiche aventi sede in uno dei Comuni

di cui agli Allegati A e B del presente Accordo.

2. Il lasciapassare ed il foglio complementare agricolo in tal caso vengono rilasciati ai rappresentanti delle persone giuridiche di cui al precedente comma.

Articolo 10

Foglio complementare agricolo

1. Il documento che dà diritto alle persone indicate negli Articoli 7, 8 e 9 del presente Accordo di recarsi per un numero illimitato di volte dall'una all'altra area per svolgere attività agricole è il foglio complementare agricolo allegato al lasciapassare.

2. Dal foglio complementare agricolo devono risultare l'ubicazione, l'estensione ed il genere di coltura di ciascun fondo, nonchè la specie del bestiame ed il numero dei capi utilizzati per scopi agricoli.
I capi di bestiame nati durante la sosta nell'altra area devono essere annotati da parte degli organi doganali sul foglio complementare agricolo entro 14 giorni dalla nascita. A tal fine il titolare del foglio complementare agricolo esibisce un certificato rilasciato dall'Autorità comunale del luogo in cui è avvenuta la nascita del bestiame.

3. Nel foglio complementare agricolo sono indicati il valico o i punti di passaggio agricoli da usufruire normalmente.

4. Nel foglio complementare agricolo è menzionato anche il nome del proprietario dei fondi.

5. Sul foglio complementare agricolo che viene rilasciato al titolare del diritto di uso civico viene apposto il timbro bilingue con la scritta "Titolare di uso civico - Uživalec pravic na občinskem zemljišču".

6. Il foglio complementare agricolo è valido un anno ed è rinnovabile.

7. Esso è conforme all'Allegato n. 3.

Articolo 11

Lasciapassare straordinario

1. In caso di speciale urgenza o di giustificati motivi, può essere concesso alle persone di cui all'Articolo 2 un lasciapassare straordinario valido per il Comune in esso indicato. Questo documento viene rilasciato dai competenti uffici di polizia di frontiera terrestre e marittima.

2. Il lasciapassare straordinario dà facoltà di soggiorno nell'altra area per un periodo massimo di 10 giorni e il transito è consentito per una sola volta.

3. Il lasciapassare di cui sopra deve essere esibito unitamente ad un documento di identificazione dal quale si possa desumere la cittadinanza italiana o jugoslava.

4. I titolari di lasciapassare straordinario possono transitare attraverso uno qualsiasi dei valichi terrestri e marittimi di I e II categoria.

5. In linea eccezionale può essere consentito, per particolari esigenze, il rilascio del lasciapassare straordinario anche a persone non residenti nei Comuni indicati agli Allegati A e B del presente Accordo. In questo caso il documento viene rilasciato con validità limitata per il transito attraverso i valichi di I categoria.

6. Il lasciapassare straordinario è conforme all'Allegato n. 2.

Articolo 12

Casi di calamità

Nei casi di calamità (terremoto, incendio, inondazione e simili), d'intesa tra le competenti Autorità locali, sarà permesso alla popolazione esposta al pericolo, nonchè alle persone che intervengono per l'opera di soccorso, il passaggio e la permanenza nell'area adiacente finchè perdura lo stato di necessità.

Articolo 13

Valichi

1. I valichi indicati nell'Allegato n. 4 attraverso i quali ha luogo il movimento delle persone in possesso del lasciapassare sono di tre tipi:
   - di I categoria (internazionali);
   - di II categoria (locali);
   - punti di passaggio agricoli.

   Questi ultimi possono essere utilizzati per il transito soltanto dai titolari del foglio complementare agricolo. Coloro che hanno i fondi attraversati dalla linea di confine di Stato hanno diritto al passaggio diretto all'altra area. Le modalità per l'utilizzazione dei punti di passaggio agricoli e per gli attraversamenti diretti vengono concordate tra gli organi locali delle due Parti.

2. L'elenco dei valichi di II categoria e dei punti di passaggio agricoli può essere modificato ogni anno dalla Commissione Mista Permanente.

3. Gli organi locali di polizia e doganali dei due Paesi concordano i periodi e gli orari di apertura dei valichi di II categoria.

4. Il titolare del foglio complementare agricolo impossibilitato ad avvalersi del valico di sua pertinenza può attraversare il confine in altro valico, previa autorizzazione degli organi locali di polizia e doganali delle due Parti.

Articolo 14

Disposizioni comuni ai lasciapassare

1. Il rilascio del lasciapassare, del foglio complementare agricolo e del lasciapassare straordinario è esente da qualsiasi tassa e da ogni altro gravame.

2. I documenti di transito previsti dal presente Accordo possono essere

ritirati in ogni momento in caso di abuso, da parte delle Autorità competenti al rilascio, ed in casi eccezionali anche da parte degli organi di controllo ai valichi, senza pregiudizio delle sanzioni penali per atti illeciti eventualmente commessi da parte dei titolari e dei minori ad essi affidati.
Qualora i provvedimenti di cui sopra colpiscano il titolare di un foglio complementare agricolo, i membri della sua famiglia e la sua manodopera possono continuare a recarsi nell'area adiacente per scopi agricoli.

3. Nei casi previsti dal comma precedente o qualora il titolare del foglio complementare agricolo sia temporaneamente impedito di recarsi nel fondo situato nell'area adiacente, il suo foglio può essere consegnato ad un membro della sua famiglia. In mancanza di esso, con il consenso delle Autorità locali, può essere consegnato ad un suo dipendente. Il consegnatario del foglio predetto può in tal modo avvalersi delle stesse facilitazioni spettanti al titolare.

4. Del ritiro del documento da parte degli organi di controllo ai valichi, come pure dei motivi che lo hanno determinato, viene informata, nel termine di 3 giorni, l'Autorità dell'altra Parte alla quale il documento va restituito.

5. Nel caso di ritiro dei documenti di cui al presente Articolo, gli organi competenti per il rilascio dei documenti previsti dal presente Accordo e, in casi eccezionali anche gli organi di controllo ai valichi, rilasciano agli interessati una dichiarazione attestante il ritiro. Tale dichiarazione che è conforme all'Allegato n. 11 serve alla persona interessata per il ritorno nella propria area di residenza.

6. Nel caso che una persona appartenente alle categorie indicate nel presente Accordo venga privata della libertà personale dalle Autorità dell'altra Parte, queste devono al più presto e comunque entro le 24 ore informare le Autorità dell'altra Parte, indicandone il motivo.

7. Rettifiche ed aggiunte ai documenti possono essere effettuate soltanto dalle Autorità che li hanno rilasciati.
Nel caso in cui il documento vada perduto o danneggiato e in caso di altri giustificati motivi, può essere rilasciato un duplicato. Sul nuovo documento viene apposto il timbro bilingue con la scritta "DUPLICATO - DUPLIKAT".

8. I titolari di lasciapassare qualora soggiornino nell'altra area per un periodo superiore a quello previsto devono attenersi alle disposizioni che regolano il soggiorno degli stranieri.

TITOLO III

TRASPORTI MARITTIMI E TERRESTRI

Articolo 15

Principio della reciprocità

1. Le condizioni generali relative all'istituzione ed all'esercizio delle

linee di trasporto marittime e terrestri che si svolgono fra le aree di cui all'Articolo 1 del presente Accordo sono basate, sotto ogni aspetto, sul principio della reciprocità.

2. Tuttavia ciascuna delle Parti contraenti ha facoltà di provvedere in tutto o in parte all'esercizio delle proprie linee indipendentemente dal fatto che l'altra Parte si avvalga o meno della facoltà di esercitare le proprie linee corrispondenti.

Articolo 16.

Disciplina delle linee marittime e terrestri

1. La Commissione Mista Permanente di cui all'Articolo 44 determina le linee di comunicazione marittime e terrestri tra i porti e le località delle aree considerate nel presente Accordo, nonchè le condizioni generali di esercizio.

2. Ogni anno i competenti organi locali delle due Parti concordano tempestivamente gli orari e le altre questioni tecniche concernenti le linee marittime e terrestri.

3. Eventuali modifiche stagionali degli orari e delle altre condizioni di esercizio sia per le linee marittime che per quelle terrestri possono aver luogo nel corso dell'anno, per mezzo di accordi diretti fra le competenti Autorità locali delle due Parti da sottoporre alla approvazione della Commissione Mista Permanente.

Articolo 17

Esenzione fiscale a favore di imprese di trasporti

1. Allo scopo di evitare una doppia tassazione e di agevolare i traffici di linea tra le aree di cui al presente Accordo, alle imprese marittime e a quelle di autotrasporti che esercitano il servizio tra le predette aree, si applicano le disposizioni dell'Accordo tra la Repubblica Italiana e la Repubblica Socialista Federativa di Jugoslavia per evitare la doppia imposizione.

2. Le imprese che esercitano il trasporto marittimo e terrestre di cui al precedente Articolo 16 sono esenti, nello Stato in cui non hanno sede, da ogni imposta, tassa o contributo per le attività svolte in detto Stato.

Articolo 18

Tariffe per il trasporto dei viaggiatori

1. Le tariffe dei servizi marittimi di linea per gli stessi percorsi con partenza dai medesimi porti sono uguali.

2. La stessa norma vale anche per le tariffe dei servizi terrestri di linea con partenza dalle medesime località.

3. Le tariffe per lo svolgimento del traffico marittimo e terrestre

vengono stabilite dalla Commissione Mista Permanente prevista dal presente Accordo.

4. Gli organi locali competenti per il traffico in caso di notevoli variazioni nel prezzo del combustibile, di fluttuazioni valutarie, del costo del lavoro, o di mutate condizioni di esercizio delle linee di cui trattasi, nel periodo intercorrente tra le sessioni ordinarie della Commissione Mista Permanente possono concordare nuove tariffe temporanee.
La Commissione Mista Permanente delibererà sulle nuove tariffe nella prima successiva sessione.

Articolo 19

Vendita dei biglietti

1. Allo scopo di facilitare il traffico, la vendita dei biglietti può avvenire sia a terra che a bordo delle navi o sugli autobus.

2. Tuttavia la vendita dei biglietti marittimi non può effettuarsi a bordo quando il natante abbia già lasciato l'ultimo porto nazionale.

3. I biglietti per i trasporti marittimi e terrestri sono pagati in valuta legale del luogo di vendita.

Articolo 20

Trasferimento delle somme riscosse per biglietti

1. Le somme riscosse ai sensi dell'Articolo 19 non possono essere trasferite direttamente nell'altra area ma sono versate dalle società interessate presso Istituti bancari autorizzati, in conti intestati alle imprese stesse.

2. Da tali conti possono essere prelevate dalle imprese intestatarie le somme occorrenti per le spese di manutenzione e di esercizio delle linee.

3. I saldi dei predetti conti sono trasferiti in conformità all'Accordo di pagamento in vigore tra le due Parti contraenti.

Articolo 21

Bandiera delle navi e notifica per attivazione di linee

1. Le linee marittime di cui al presente Accordo sono esercitate soltanto con navi battenti bandiera italiana e con navi battenti bandiera jugoslava.

2. In relazione all'Articolo 16 le Capitanerie di Porto di una delle Parti notificano alle Capitanerie di Porto dell'altra Parte la data di inizio di ogni linea, i nominativi delle imprese che esercitano le linee stesse, nonchè le navi che vi sono impiegate.

Articolo 22

Trattamento delle navi

1. Ciascuna delle Parti contraenti s'impegna a riconoscere alle navi dell'altra Parte, adibite alle linee di cui al presente Accordo, lo stesso trattamento delle navi nazionali alla entrata, durante l'approdo ed alla uscita dai porti, sia per quanto riguarda il pagamento delle tasse e di ogni altro diritto, sia per quanto riguarda i luoghi di ormeggio, sia per l'imbarco e lo sbarco.

2. Sono ridotte al minimo strettamente necessario le formalità alle quali nei porti dell'altra area le navi di cui al precedente comma, i loro equipaggi ed i passeggeri possano comunque essere sottoposti.

Articolo 23

Divieto di cabotaggio

1. Le navi battenti bandiera di ciascuna delle Parti contraenti non possono effettuare il cabotaggio tra i porti siti all'interno dell'altra area.

2. Non si intende per cabotaggio il fatto che una nave tocchi più porti di un'area per imbarcare passeggeri diretti in uno dei porti dell'altro Paese.

Articolo 24

Trasporto di merci a mezzo di navi

Eventuali trasporti di merci a mezzo delle navi che effettuano il trasporto dei passeggeri, ai sensi del presente Accordo, sono regolati dalle disposizioni generali vigenti.

Articolo 25

Applicazione di disposizioni più favorevoli

Tutte le disposizioni eventualmente più favorevoli in materia di trasporti marittimi e terrestri, contenute negli Accordi Internazionali di cui fanno parte i due Paesi, e in quelli tra la Repubblica Italiana e la Repubblica Socialista Federativa Jugoslava, vengono applicate rispettivamente ai servizi marittimi e terrestri di cui al presente Accordo.

Articolo 26

Esercizio di servizi automobilistici di linea

1. Le autolinee di cui al presente Accordo sono esercitate in base alle concessioni da imprese autorizzate a tale attività secondo le norme vigenti nel Paese di appartenenza.

2. Le concessioni sono rilasciate dalle Autorità locali competenti, ciascuna per la parte di percorso nella rispettiva area. Tali concessioni hanno validità di 3 anni e possono essere prorogate.

3. In casi particolari, possono essere rilasciate concessioni anche per periodi più brevi.

Articolo 27

Rilascio delle concessioni

1. Le imprese di autotrasporti presentano domanda di concessione alle proprie Autorità locali competenti.

2. Ogni domanda è corredata da una planimetria del percorso, dai programmi di esercizio con gli orari, dalle tariffe e dalla descrizione dei veicoli.

3. Le domande che sono approvate dalle competenti Autorità locali di una Parte sono trasmesse con la documentazione di cui al precedente comma 2 per la approvazione, alle competenti Autorità locali dell'altra Parte, le quali sono tenute a comunicare la loro decisione entro 15 giorni dalla ricezione.

Articolo 28

Sanzioni

Qualora un'impresa di autotrasporti autorizzata ai sensi del precedente Articolo 26 ed avente sede in uno dei due Paesi, commetta nel territorio dell'altro Paese una infrazione alle norme o condizioni che disciplinano l'esercizio dei servizi di linea, le Autorità competenti della Parte sul cui territorio è stata commessa l'infrazione, possono chiedere alle Autorità competenti dell'altra Parte, di diffidare, di sospendere temporaneamente o di revocare la concessione all'impresa, a seconda della gravità dell'infrazione. Dei provvedimenti adottati viene data notizia all'Autorità richiedente.

Articolo 29

Divieto di traffico interno

Le imprese che hanno sede in uno Stato, autorizzate ai sensi del precedente Articolo 26 del presente Accordo, non possono effettuare altri trasporti nell'interno dell'altro Stato.

Articolo 30

Assicurazioni trasporti terrestri

1. Gli autoveicoli devono essere assicurati contro i rischi della responsabilità civile mediante polizza di assicurazione avente effetto per l'intero percorso.

2. Le condizioni di polizza devono essere conformi alle disposizioni di legge vigenti nel Paese in cui si effettua il trasporto.

TITOLO IV

FACILITAZIONI FISCALI E DOGANALI

Articolo 31

Tasse, imposte e altri oneri

Le proprietà appartenenti a cittadini residenti in una delle aree di cui al presente Accordo e situate nell'area adiacente, nonchè i relativi redditi, non devono essere gravati da tasse, imposte od altri oneri maggiori di quelli che gravano sulle proprietà e relativi redditi appartenenti a persone residenti nell'area ove le proprietà stesse sono situate.

Articolo 32

Facilitazioni per i titolari di lasciapassare con foglio complementare agricolo

1. I titolari di foglio complementare agricolo per l'esecuzione di tutti i lavori agricoli hanno diritto di transitare recando seco dall'una all'altra area, senza alcun permesso (salvo le limitazioni di cui ai successivi Articoli) ed in esenzione di ogni diritto doganale, di tasse o di altri oneri fiscali:
   a) il bestiame da tiro, da carico e per il pascolo, nonchè il foraggio occorrente al bestiame stesso durante la permanenza sui fondi;
   b) gli attrezzi agricoli, boschivi e gli altri arnesi, le macchine agricole, i mezzi di trasporto (per persone, animali e cose) con gli accessori indispensabili, nonchè il carburante contenuto nel serbatoio previsto per ciascun tipo di veicolo direttamente collegato col motore;
   c) tutto ciò che è necessario per il mantenimento di buona e prosperosa gestione economica del terreno, come ad esempio: i concimi naturali ed artificiali, i semi, le piante da trapianto, i mezzi protettivi per le piante e di altro genere, i medicinali per bestiame, i pali per i vigneti, le attrezzature delle cantine, le botti, il materiale da costruzione per la manutenzione, il restauro e l'ammodernamento delle case e degli edifici agricoli et similia;
   d) i prodotti agricoli e forestali provenienti dai fondi ed i prodotti del bestiame, ivi inclusi gli incrementi, nonchè il materiale da imballaggio ed i mezzi di trasporto dei prodotti suddetti.
   Il trasferimento del vino deve avvenire entro il mese di dicembre ed il prodotto trasferito deve risultare dell'annata stessa.

2. Il bestiame, inclusi gli incrementi, deve essere riportato nell'area di residenza subito dopo il termine dei lavori o del pascolo.
   a) L'eventuale decesso o sosta forzata per malattia del bestiame, devono essere comprovati da certificato sanitario rilasciato da parte del veterinario competente.
   b) Il bestiame iscritto nel foglio complementare agricolo che si

sposta per ragioni di pascolo o di lavori agricoli nell'altra area non deve provenire da aziende e da zone oggetto di misure di polizia veterinaria per le malattie di cui all'Allegato n. 7.

c) Per il bestiame che rimane nell'altra area più di un giorno è richiesto un certificato rilasciato dal veterinario competente dal quale risulti che gli animali sono sani e che non provengono da aziende e da zone oggetto di restrizioni a seguito della presenza di una delle malattie di cui all'Allegato n. 7. Detto certificato deve essere rilasciato il giorno della visita sanitaria effettuata dal veterinario citato e può essere utilizzato entro le 24 ore dal rilascio.

3. Gli attrezzi, le macchine, i mezzi di trasporto, il foraggio non usato e i carburanti non consumati devono essere parimenti riportati, a lavoro ultimato, nell'area di residenza.

Articolo 33

Transumanza stagionale

1. Gli animali di ogni specie, condotti dall'una all'altra area di cui al presente Accordo, per transumanza stagionale, non sono soggetti a permessi di importazione ed esportazione e sono esenti da ogni diritto doganale, tassa o altri oneri fiscali purchè siano fatti ritornare entro un periodo di tempo non superiore a 6 mesi.

2. Le facilitazioni di cui al precedente comma sono applicate anche agli incrementi del bestiame ed ai prodotti della lavorazione del latte ottenuti durante il pascolo. I nuovi nati ed i prodotti non devono superare il numero, rispettivamente le quantità normalmente prodotte, tenuto conto del numero e della specie degli animali e della durata della permanenza nell'altra area per il pascolo. I prodotti della lavorazione del latte possono essere trasportati anche successivamente, ma non più tardi di 4 settimane dal giorno del rientro del bestiame.

3. Alle condizioni di cui al comma 1 si possono trasportare dall'una all'altra area anche le api per il pascolo stagionale. Per i nuovi sciami di api e per il miele ottenuto sono applicate le facilitazioni alle condizioni previste rispettivamente per gli incrementi del bestiame e per i prodotti del latte, di cui al comma 2.

4. Le Autorità competenti di ciascuna delle Parti, allo scopo di rendere possibile l'identificazione del bestiame che attraversa il confine per la transumanza, possono applicare eventualmente un contrassegno, o adottare altre misure idonee a tale fine.

Articolo 34

Facilitazioni valutarie e doganali

1. I titolari di lasciapassare possono portare seco, nell'altra area, valuta del territorio della loro residenza per gli importi mensili previsti dall'Allegato n. 5 comma I.

2. In occasione del ritorno nel territorio di residenza, i titolari

di lasciapassare possono portare seco mensilmente senza permessi di importazione ed esportazione ed in esenzione di diritti di dogana e di ogni altra imposta e tassa generi destinati ad uso proprio o casalingo nelle quantità massime di cui all'Allegato n. 5 comma II, e per il valore massimo di cui allo stesso Allegato comma I.

3. I produttori agricoli titolari di foglio complementare possono inoltre portare seco quindicinalmente, dall'area di residenza nell'altra area, i generi di cui all'Allegato n. 5 comma II destinati alla vendita. Detti generi sono esentati da ogni permesso di importazione o esportazione e sono esenti da ogni diritto di dogana o da ogni altra imposta e tassa.
Essi possono reimportare alle stesse condizioni valuta o merci di cui all'Allegato n. 5 per un valore massimo non superiore a quello indicato al comma I dell'Allegato stesso.

4. Le facilitazioni di cui ai precedenti commi possono essere utilizzate anche frazionatamente per settimana.

5. La Commissione Mista Permanente prevista dall'Accordo decide aggiustamenti dei valori in Lire italiane ed in Dinari Jugoslavi di cui all'Allegato n. 5, in modo da mantenere inalterata la portata delle facilitazioni di cui all'Allegato stesso.

6. Gli operai ed impiegati residenti in una delle aree di cui al presente Accordo qualora svolgano regolare attività di lavoro nell'altra area possono trasferire tutto o parte dei proventi in conformità alle modalità previste dall'Accordo di pagamento vigente tra le due Parti al momento del trasferimento.

7. Ai titolari di lasciapassare è anche consentito portare fiori o lavorazioni in fiori per cerimonie senza permessi di importazione o di esportazione ed in esenzione di diritti di dogana o di ogni altra tassa.

8. Le speciali facilitazioni accordate a determinate categorie di persone previste dal presente Accordo non escludono il diritto di dette persone di avvalersi delle disposizioni valutarie di carattere generale vigenti nel territorio dal quale la valuta proviene.

Articolo 35

Facilitazioni per i medici, veterinari, ostetriche ed appartenenti ad altre professioni o mestieri

Ai titolari di lasciapassare che esercitano la professione di medico, veterinario, ostetrico o altri mestieri o professioni sarà consentito di recare seco, senza permessi di importazione o esportazione, in esenzione di diritti doganali e di ogni altro diritto, gli strumenti ed attrezzi per le loro esigenze professionali con l'obbligo di riportare nell'area di residenza, a prestazione ultimata, gli strumenti, gli attrezzi ed il materiale non usato.

Articolo 36

Facilitazioni per il trasferimento di medicinali

Ai titolari di lasciapassare è consentito di trasportare dall'altra area nell'area di residenza, in esenzione di diritti doganali e di altre imposte o tasse:
a) medicinali acquistati in base a ricetta medica o veterinaria;
b) medicinali acquistabili anche senza ricetta medica, quando la loro denominazione risulti dall'indicazione dell'involucro e siano destinati ad uso proprio del portatore o per un membro della sua famiglia, nelle normali quantità contenute nei singoli pacchetti nella vendita al dettaglio.

Articolo 37

Controllo doganale

1. Ai fini del controllo dell'utilizzazione delle facilitazioni fiscali e valutarie di cui all'Articolo 34 vengono utilizzati gli spazi appositamente predisposti nel lasciapassare.

2. Per l'accertamento del valore delle merci importate ed esportate, le Autorità doganali delle due Parti applicano le rispettive legislazioni in vigore e, se necessario, si scambiano le relative informazioni.

TITOLO V

MISURE SANITARIE, VETERINARIE E FITOPATOLOGICHE

Articolo 38

Informazioni sulle malattie infettive, le epidemie, l'inquinamento e misure relative

1. I competenti organi locali sanitari delle due Parti si danno comunicazione dei casi di malattie infettive ed epidemie di maggiore importanza che si verifichino nei territori di applicazione del presente Accordo.

2. Analoghe comunicazioni vengono scambiate quando si verifichino episodi di inquinamento idrico o atmosferico.

3. In casi eccezionali i competenti organi locali possono emanare speciali misure sanitarie, di carattere provvisorio, dandone immediata comunicazione all'altra Parte.

4. Analoga comunicazione viene fatta alla cessazione delle misure provvisorie.

5. Le malattie per le quali è previsto lo scambio di informazioni da parte degli organi locali competenti e le modalità delle comunicazioni vengono elencate nell'Allegato n. 6.

Articolo 39

Informazioni sulle malattie degli animali e misure relative

1. I competenti organi locali veterinari si danno comunicazione dei casi di malattie degli animali indicate all'Allegato n. 7 che si verifichino nella propria zona, e sulle misure veterinarie, limitazioni di movimento e divieti emanati a scopo preventivo.

2. Analoga comunicazione viene fatta per la soppressione di tali misure, in conformità delle liste e relative aggiunte A e B dell'Ufficio Internazionale per le malattie infettive (OIE), e dell'Allegato n. 7.

3. In casi eccezionali i competenti organi locali veterinari possono emanare speciali misure sanitarie, di carattere provvisorio, dandone immediata comunicazione all'altra Parte.

4. Analoga comunicazione viene fatta alla cessazione delle misure provvisorie.

5. Le malattie e gli organi competenti locali sono indicati nell'Allegato n. 7.

Articolo 40

Informazioni fitopatologiche e misure relative

1. Gli organi locali competenti per la conservazione delle piante site nelle aree di applicazione del presente Accordo si informano reciprocamente per iscritto, entro il 1° giugno e il 1° dicembre di ogni anno, su tutte le questioni importanti per l'applicazione delle misure per la difesa delle piante, sul trasferimento di sementi e piante da trapianto, sulle piante la cui importazione è vietata dalla legge in vigore, sugli insetti nocivi e sulle malattie delle colture agricole, degli alberi e dei boschi.

2. Qualora non sussista alcun pericolo di contaminazione di organismi nocivi, i competenti organi locali possono accordare ai possessori di lasciapassare agricolo permessi individuali validi per la sola zona di loro competenza, che autorizzano, in deroga alle disposizioni fitosanitarie vigenti nei due rispettivi Paesi, l'introduzione nel proprio territorio di prodotti vegetali provenienti da terreni e da fabbricati di abitazione situati nella zona di applicazione del presente Accordo, purchè vengano utilizzati nell'area di applicazione dell'Accordo stesso.

3. In caso di calamità, epifitie e infestazioni parassitarie le informazioni saranno telegrafiche e potranno essere seguite da incontri tra esperti delle due Parti. Ciascuna delle due Parti potrà convocare l'altra con un preavviso di almeno 7 giorni.

4. In caso di necessità i singoli Comuni e gli osservatori per le malattie delle piante potranno scambiarsi direttamente le informazioni.

5. In casi occezionali i competenti organi locali possono emanare speciali misure fitopatologiche - a carattere provvisorio - dandone immediata comunicazione all'altra Parte.

6. Analoga comunicazione viene data alla cessazione delle misure provvisorie citate.

7. I valichi attraverso i quali possono essere effettuate le importazioni di prodotti vegetali di cui al precedente comma 2 saranno concordati dalle competenti Autorità locali.

8. La indicazione degli organi competenti locali e le modalità delle comunicazioni sono indicate nell'Allegato n. 8.

TITOLO VI

DISPOSIZIONI PARTICOLARI

Articolo 41

Stipulazione di speciali convenzioni in materia di assicurazioni sociali

1. Le questioni concernenti le prestazioni di assicurazioni sociali spettanti alle persone che essendo residenti in una delle aree considerate dal presente Accordo hanno un regolare rapporto di lavoro nell'altra area, sono regolate da apposite Convenzioni stipulate tra gli Istituti o Enti di assicurazione sociale delle due Parti, affinchè agli assicurati stessi ed ai loro aventi diritto nella area di residenza sia resa possibile la concessione di cure ospedaliere, ambulatoriali e domiciliari, ivi compreso l'acquisto di medicinali ed altri mezzi terapeutici, nonchè il pagamento delle indennità, a carico degli Istituti o Enti competenti dell'altra area, che sono tenuti alle prestazioni di cui si tratta.

2. Le predette convenzioni regolano anche la procedura per il rimborso delle spese che gli Istituti o Enti di una area hanno sostenuto per conto degli Istituti o Enti dell'altra area.

Articolo 42

Disposizioni per i cacciatori

1. I titolari di lasciapassare che siano in possesso di licenza di porto d'armi da caccia, hanno facoltà durante la stagione venatoria di portare seco nell'area adiacente 1 o 2 fucili da caccia, nonchè un massimo di 100 cartucce per ogni arma. Essi sono tenuti ad osservare le disposizioni di carattere venatorio.

2. Gli organi dell'area di residenza trascrivono sul lasciapassare gli estremi della licenza di porto d'armi da caccia, il tipo, il calibro ed il numero di matricola delle armi.

3. Gli interessati sono tenuti a portare seco detta licenza di porto d'armi.

Articolo 43

Manifestazioni culturali, artistiche e sportive

Le Autorità competenti dei due Paesi si adoperano affinchè le Autorità locali, in spirito di mutua collaborazione, accelerino e semplifichino al massimo le procedure di transito, doganali o simili connesse con l'organizzazione di manifestazioni di carattere artistico, culturale e sportivo da tenersi nelle due aree.

TITOLO VII

DISPOSIZIONI FINALI

Articolo 44

Commissione Mista Permanente

1. Allo scopo di assicurare una regolare applicazione del presente Accordo viene istituita una Commissione Mista Permanente.

2. La Commissione è composta da 6 membri, di cui 3 nominati dal Governo italiano e 3 nominati dal Governo jugoslavo. Ogni Governo può nominare un sostituto per ciascun membro. I nomi dei membri e dei sostituti saranno notificati per via diplomatica. Allo stesso modo saranno trasmesse anche le comunicazioni circa eventuali cambiamenti dei membri e dei loro sostituti.
   La Commissione potrà avvalersi della collaborazione di esperti.

3. Le modalità per il funzionamento della Commissione e per la sua convocazione sono stabilite dal Regolamento di cui all'Allegato n. 9.

4. La Commissione ha il compito di risolvere le questioni che dovessero sorgere eventualmente sulla interpretazione e l'applicazione del presente Accordo, di deliberare misure idonee a migliorare la sua esecuzione e di adempiere a tutti gli altri compiti ad essa demandati dalle disposizioni dell'Accordo stesso.

5. Gli organi locali informeranno la Commissione sulle questioni previste dal presente Accordo trattate nelle loro riunioni e sui risultati raggiunti.

6. La Commissione esaminerà le proposte comuni concordate dai competenti organi locali nonchè le questioni sulle quali non sia stato raggiunto un accordo dai predetti organi.

7. Le decisioni della Commissione saranno prese ad unanimità. Saranno deferite ai Governi per via diplomatica le questioni sulle quali la Commissione non dovesse raggiungere un accordo.

8. La Commissione si riunirà alternativamente nel territorio della Repubblica Italiana e nel territorio della Repubblica Socialista Federativa di Jugoslavia, in sessione ordinaria una volta all'anno.

9. La Commissione si riunirà in sessione straordinaria entro il termine di un mese dalla richiesta di una delle due Parti.

10. I membri della Commissione ed i loro sostituti godranno nell'espletamento delle loro funzioni dei privilegi normalmente riconosciuti dalla prassi internazionale.

Articolo 45

Tessera speciale

1. Ai membri della Commissione Mista Permanente, agli organi locali di frontiera ed eventualmente a quelle persone che svolgono funzioni connesse con il presente Accordo viene rilasciata una tessera speciale per il passaggio nelle aree adiacenti.

2. Detta tessera numerata progressivamente è redatta secondo il modello di cui all'Allegato n. 10 e viene rilasciata con validità triennale. Essa può essere prorogata.

3. La tessera speciale dà diritto al titolare di transitare attraverso ogni tipo di valico.

4. Le tessere speciali sono rilasciate e firmate per ciascuna Parte dal Presidente della rispettiva Delegazione in seno alla Commissione Mista Permanente.

5. I Presidenti delle Delegazioni si scambiano annualmente in occasione della sessione ordinaria un elenco dei titolari della tessera speciale e si informano con scambio di lettere di ogni successivo cambiamento.

6. Ai titolari delle tessere speciali, gli organi di controllo dei valichi prestano ogni assistenza per lo svolgimento dei loro compiti.

7. Cessato l'incarico in relazione al quale era stata rilasciata la tessera speciale, essa viene riconsegnata all'Autorità concedente, che ne dà sollecita comunicazione al Presidente dell'altra Delegazione.

Articolo 46

Durata dell'Accordo

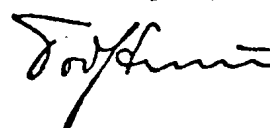
Il presente Accordo sarà valido un anno e sarà considerato come rinnovato tacitamente per lo stesso periodo se non verrà denunciato per via diplomatica almeno 3 mesi prima della sua scadenza da una delle due Parti contraenti.

Articolo 47

1. Il presente Accordo entrerà in vigore alla data dello scambio degli strumenti di ratifica.

2. Con l'entrata in vigore del presente Accordo è abrogato l'Accordo sottoscritto dalle due Parti ad Udine il 31 ottobre 1962, e cesseranno di aver valore le disposizioni di cui ai verbali delle precedenti sessioni della Commissione Mista Permanente.

3. Il presente Accordo è redatto in due originali ciascuno nella lingua italiana e slovena i cui testi fanno egualmente fede.

Fatto a Udine il giorno 15 maggio 1982

Per il Governo
della Repubblica Italiana

(Massimo Casilli d'Aragona)

Per il Consiglio Esecutivo
Federale della
Repubblica Socialista
Federativa di Jugoslavia

(Tone Poljšak)

Visto, *Il Ministro degli affari esteri*
ANDREOTTI

ALLEGATO A

ELENCO DEI COMUNI ITALIANI CUI SI APPLICANO LE DISPOSIZIONI DEL PRESENTE ACCORDO

Comuni della Provincia di Udine

1.	ATTIMIS	AHTEN
2.	CHIOPRIS VISCONE	CHIOPRIS VISCONE
3.	CHIUSAFORTE	KLUŽE
4.	CIVIDALE DEL FRIULI	ČEDAD
5.	CORNO DI ROSAZZO	KOREN
6.	DRENCHIA	DREKA
7.	FAEDIS	FOJDA
8.	GRIMACCO	GRMAK
9.	LUSEVERA	BARDO
10.	MALBORGHETTO VALBRUNA	NABORJET OVČJA VAS
11.	MANZANO	MANZANO
12.	MOIMACCO	MOJMAK
13.	NIMIS	NEME
14.	PREMARIACCO	PREMARJAG
15.	PREPOTTO	PRAPOTNO
16.	PULFERO	PODBONESAC
17.	RESIA	REZIJA
18.	SAVOGNA	SOVODNJE
19.	S. GIOVANNI AL NATISONE	SV. IVAN OB NADIŽI
20.	S. LEONARDO	SV. LENART
21.	S. PIETRO AL NATISONE	ŠPETER SLOVENOV
22.	STREGNA	SREDNJE
23.	TAIPANA	TIPANA
24.	TARVISIO	TRBIŽ
25.	TORREANO	TAVORJANA

Comuni della Provincia di Gorizia

1.	CAPRIVA DEL FRIULI	KOPRIVA
2.	CORMONS	KRMIN
3.	DOBERDO' DEL LAGO	DOBERDOB
4.	DOLEGNA DEL COLLIO	DOLENJE
5.	FARRA D'ISONZO	FARA
6.	FOGLIANO-REDIPUGLIA	FOLJAN-SREDI POLJA

7.	GORIZIA	GORICA
8.	GRADISCA D'ISONZO	GRADIŠKA
9.	MARIANO DEL FRIULI	MARJAN
10.	MEDEA	MEDEJA
11.	MONFALCONE	TRŽIČ
12.	MORARO	MORAR
13.	MOSSA	MOŠA
14.	ROMANS D'ISONZO	ROMANS
15.	RONCHI DEI LEGIONARI	RONKE
16.	SAGRADO	ZAGRAJ
17.	SAVOGNA D'ISONZO	SOVODNJE
18.	STARANZANO	ŠTARANCAN
19.	S. CANZIAN D'ISONZO	ŠKOCJAN
20.	S. FLORIANO DEL COLLIO	ŠTEVERJAN
21.	S. LORENZO ISONTINO	SV.LOVRENC NA SOČI
22.	S. PIER D'ISONZO	SV. PETER
23.	TURRIACO	TURJAK
24.	VILLESSE	VILLESSE

Comuni della Provincia di Trieste

1.	TRIESTE	TRST
2.	MUGGIA	MILJE
3.	S. DORLIGO DELLA VALLE	DOLINA
4.	MONRUPINO	REPENTABOR
5.	SGONICO	ZGONIK
6.	DUINO AURISINA	DEVIN NABREŽINA

ALLEGATO B

ELENCO DEI COMUNI JUGOSLAVI CUI SI APPLICANO LE DISPOSIZIONI DEL PRESENTE ACCORDO

1.	JESENICE	JESENICE
2.	TOLMINO	TOLMIN
3.	NOVA GORICA	NOVA GORICA
4.	SESANA	SEŽANA
5.	CAPODISTRIA	KOPER
6.	ISOLA	IZOLA
7.	PIRANO	PIRAN
8.	BUIE	BUJE

ALLEGATO N. 1

FACSIMILE DI LASCIAPASSARE

stemma

REPUBBLICA ITALIANA

REPUBLIKA ITALIJA

REPUBLIKA ITALIJA

QUESTURA DI ....

L A S C I A P A S S A R E

Quinquennale

P R E P U S T N I C A

Petletna

P R O P U S T N I C A

Petogodišnja

- 2 -

N. Št. Br. ......

Fotografia

Statura
Višina ....
Visina

Occhi
Oči ....
Oči

Firma
Podpis ....
Potpis

Segni particolari
Posebni znaki ....
Posebni znaci

Cognome
Priimek ....
Prezime

Nome
Ime ....
Ime

Nato il a
Rojen dne .... v ....
Rodjen dana u

Residente a
Stanuje v ....
Stanuje u

Minori degli anni 14 (cognome, nome e data di nascita)
Otroci do 14. leta (priimek, ime in datum rojstva)
Djeca ispod 14 godina (prezime, ime i datum rodjenja)

....

....

....

Il lasciapassere è valido sino al
Prepustnica velja do ....
Prepustnica važi do

Il titolare del lasciapassare è autorizzato a permanere nell'area adiacente ogni volta e salvo eventuale proroga per la durata di 5 giorni, compresi quelli dell'entrata e dell'uscita.
Egli gode delle facilitazioni ed è soggetto agli obblighi previsti dall'Accordo di Udine del 15 maggio 1982.

Imetnik prepustnice lahko ostane na sosednjem območju vsakokrat do 5 dni, računajoč pri tem dan odhoda in dan vrnitve, razen v primeru podaljšanja bivanja.
Imetnik uživa olajšave in je dolžan ravnati se po določbah Videmskega sporazuma z dne 15. maja 1982.

Imalac propusnice ima pravo da boravi na susjednom području svaki put do 5 dana računajući dan ulaska i dan izlaska, izuzev u slučaju eventualnog produženoga boravka.
Imalac uživa olakšice i podliježe obavezama predvidjenim po Videmskom sporazumu od dana 15. maja 1982.

li
.... dne ....
dana

timbro — Il Questore

La validità del presente documento è prorogata fino al
Veljavnost te listine je podaljšana do ....
Važnost ovog dokumenta je produžena do

li
.... dne ....
dana

timbro

Il Questore

A V V E R T E N Z E

1. La validità del presente lasciapassare è limitata alle aree stabilite dall'Accordo di Udine. Esso è valido per 5 anni ed è rinnovabile per una sola volta per ulteriori 5 anni.
   Il titolare è tenuto a restituirlo all'autorità che l'ha rilasciato in caso di trasferimento della residenza fuori dell'area indicata da detto Accordo.
2. Il presente lasciapassare viene timbrato ad ogni entrata nell'area adiacente.
3. Il titolare del lasciapassare è tenuto ad ogni transito ad esibirlo agli organi di controllo dichiarando la valuta ed i generi al seguito consentiti in franchigia nei limiti delle agevolazioni previste dall'Accordo.
4. Il presente documento può essere ritirato definitivamente o temporaneamente in caso di abuso.

O P O Z O R I L O

1. Ta prepustnica velja na območjih, določenih z Videmskim sporazumom. Velja 5 let in se jo lahko enkrat podaljša za nadaljnih 5 let.
   Imetnik prepustnice mora v primeru preselitve z območja, določenega s Sporazumom, vrniti prepustnico pristojnim organom.
2. Ta prepustnica se žigosa ob vsakem prehodu imetnika z območja prebivališča na sosednje območje.
3. Imetnik prepustnice mora ob vsakem prehodu prepustnico predložiti organom, ki opravljajo kontrolo in prijaviti valuto in blago v okviru olajšav iz Sporazuma.
4. V primeru zlorabe se prepustnico začasno ali dokončno odvzame.

N A P O M E N A

1. Važnost ove propustnice ograničena je na područja odredjena Videmskom sporazumom. Važi 5 godina i može se jednom produžiti za narednih 5 godina.
   Imalac propustnice mora u slučaju preseljenja sa područja predvidjenog Sporazumom, vratiti propustnicu nadležnim organima.
2. Ova propustnica se pečati prilikom svakog prijelaza imaoca sa područja prebivališta na susjedno područje.
3. Imalac propustnice dužan je prilikom svakog prelaska pokazati propustnicu nadležnim organima, koji vrše kontrolu i prijaviti valutu i robu u okviru olakšica iz Sporazuma.
4. U slučaju zloupotrebe, propustnica se privremeno ili trajno oduzima.

PAGINE PER I TIMBRI

STRANI ZA ŽIGOSANJE PREHODOV

STRANICE ZA PEČATIRANJE PRIJELAZA

PAGINE RISERVATE AL CONTROLLO DOGANALE DEI GENERI
STRANI ZA CARINSKO KONTROLO BLAGA
STRANICE ZA CARINSKU KONTROLU ROBE

Anno

Leto ....

Godina

1	2	3	4	5
6	7	8	9	10
11	12	13	14	15
16	17	18	19	20
21	22	23	24	25
26	27	28	29	30
31	32	33	34	35
36	37	38	39	40
41	42	43	44	45
46	47	48	49	50
51	52			

PAGINE PER EVENTUALI ANNOTAZIONI DOGANALI
STRANI ZA MOREBITNE CARINSKE ZAZNAMKE
STRANICE ZA EVENTUALNE CARINSKE ZABILJEŠKE

ALLEGATO N. 2

FACSIMILE DI LASCIAPASSARE STRAORDINARIO

Stemma

REPUBBLICA ITALIANA
REPUBLIKA ITALIJA
REPUBLIKA ITALIJA

Ufficio Polizia di Frontiera di ....

L A S C I A P A S S A R E   S T R A O R D I N A R I O
I Z R E D N A   P R E P U S T N I C A
I Z V A N R E D N A   P R O P U S T N I C A

rilasciato ai sensi dell'Articolo 11 dell'Accordo di Udine del 15 maggio 1982
izdana v skladu z 11. členom Videmskega sporazuma z dne 15. maja 1982
izdata prema članu 11 Videmskog sporazuma od 15. maja 1982.

Cognome e nome Priimek in ime Prezime i ime	....	nato il rojen dne rodjen dana	....
a v u	....	residente a stanuje v stanuje u	....
munito di documento n. nosilec dokumenta št. nosilac dokumenta br.	....	rilasciato da izdanega od izdatog od	....
è autorizzato a recarsi a je pooblaščen preiti v je ovlašten prelaziti u	....	presso pri kod	....
attraverso il valico di čez mejni prehod preko graničnog prijelaza	....	per motivi di iz razlogov iz razloga	....

e rimanervi 10 giorni dalla data del transito.
in ostati 10 dni od dneva prehoda.
i ostati 10 dana od dana prelaska.

Il presente lasciapassare è valido per un solo viaggio da effettuarsi entró 10 giorni dalla data del rilascio. Il rientro deve avvenire attraverso lo stesso valico.

Ta prepustnica velja samo za eno potovanje, ki ga je treba opraviti v 10. dneh od izdaje. Vrniti se je treba preko istega mejnega prehoda.

Ova propusnica važi samo za jedno putovanje, koje se mora obaviti u roku od 10 dana od dana izdavanja. Povratek mora uslijediti preko istog graničnog prijelaza.

Il titolare del lasciapassare è accompagnato da .... minori di anni 14
Imetnika dovoljenja spremlja .... do 14. leta
Imaoca dozvole prati .... do 14 godina

Data
Dne ....
Dana

N.B. Il lasciapassare straordinario deve essere ritirato al rientro nel territorio di residenza.

Izredno prepustnico je treba ob vrnitvi na območje prebivališča vrniti.

Izvanrednu propustnicu potrebno je prilikom povratka na područje prebivališta vratiti.

timbro

Il Dirigente dell'Ufficio

ALLEGATO N. 3

FACSIMILE DI FOGLIO COMPLEMENTARE AGRICOLO

F O G L I O   C O M P L E M E N T A R E   A G R I C O L O
K M E T I J S K I   V L O Ž E K
P O L J O P R I V R E D N I   U L O Ž A K

.... titolare del lasciapassare n.
imetnik prepustnice št. ......
imalac propustnice br.

nella sua qualità di
v svojstvu ....
u svojstvu

(proprietario, affittuario, usufruttuario, tecnico o lavoratore agricolo, pastore, carbonaio, boscaiolo, addetto a cave di pietra, rappresentante di persona giuridica, partecipante a comunità agraria, titolare di usi civici, congiunto o erede di una delle persone predette)

(lastnika, zakupnika, užitkarja, kmetijskega strokovnjaka ali delavca, nastirja, oglarja, gozdarja, delavca v kamnolomu, zastopnika pravne osebe, udeleženca agrarne skupnosti, uživalca pravic na občinskem zemljišču, sorodnika ali dediča zgoraj navedene osebe)

(vlasnika, zakupnika, plodouživaoca, poljoprivrednog stručnjaka ili radnika, pastira, ugljara, šumara, radnika u kamenolomu, zastupnika pravnog lica, člana poljoprivredne zajednice, uživaoca prava na općinskom zemljištu, rodjaka ili nasljednika gore navedenog lica)

dei beni immobili in seguito descritti, è autorizzato a recarsi nella località in cui essi si trovano attraverso i seguenti valichi

nepremičnine, opisane v nadaljnjem tekstu, je pooblaščen iti na kraj, kjer se le te nahajajo, po najkrajši poti preko naslednjih mejnih prehodov :

nekretnine, navedene u dalnjem tekstu, ovlašten je da do mjesta na kojem se one nalaze ide najkraćim putem preko slijedećih graničnih prijelaza :

....

E' autorizzato il passaggio diretto perchè bipossidente
Ker je dvolastnik, je dovoljen direktni prehod čez
Pošto je dvovlasnik, dozvoljen mu je direktan prijelaz preko

....

Egli gode delle facilitazioni ed è soggetto agli obblighi previsti dall' Accordo di Udine.
Pri tem uživa olajšave in je podvržen obveznostim, določenim z Videmskim sporazumom.
Pri tome uživa olakšice i podliježe obavezama predvidjenim Videmskom sporazumom.

1. Ubicazione dell'immobile
   Lega nepremičnine ....
   Položaj nekretnine

2. Proprietario dell'immobile
   Lastnik nepremičnine ....
   Vlasnik nekretnine

3. Superficie e specie di cultura :
   Površina in vrsta kulture :
   Površina i vrsta kulture :

   superficie lavorata ha. .... pascoli ha. ....
   obdelane površine ha pašniki ha
   obradive površine ha pašnjaci ha

   bosco ha. .... cave di pietra ha. ....
   gozd ha kamnolom ha
   šuma ha kamenolom ha

4. Tipo e durata del contratto
   Vrsta in rok trajanja pogodbe
   Vrsta i rok trajanja ugovora

   per affittuari ....
   za zakupnike
   za zakupnike

   per operai agricoli ....
   za kmetijske delavce
   za poljoprivredne radnike

Timbro "Titolare di uso civico"
Žig "Uživalec pravic na občinskem zemljišču"
Pečat "Uživalac prava na općinskom zemljištu"

5. Bestiame (numero e specie) ....
   Živina (število in vrsta)
   Stoka (broj i vrsta)

6. Variazione nella condizione del bestiame ....
   Sprememba prirasti
   Promjena prirasta

timbro

firma

ALLEGATO N. 4

ELENCO DEI VALICHI TRA LA REPUBBLICA ITALIANA E LA REPUBBLICA SOCIALISTA FEDERATIVA DI JUGOSLAVIA

N.	Categoria	Luogo (denominazione italiana)	Luogo (denominazione jugoslava)
1.	I stradale	Fusine Laghi	Rateče
2.	II galleria	Cave del Predil	Log pod Mangartom
3.	I stradale	Passo del Predil	Predel
4.	I stradale	Uccea	Učeja
5.	II stradale	Ponte Vittorio	Most na Nadiži
6.	II stradale	Robedischis	Robidišče
7.	I stradale	Stupizza	Robič
8.	agricolo	Monte Cau	Jèvšček
9.	II stradale	Polava di Cepletischis	Livek
10.	agricolo	Bocchetta di Topolò	Šturmi
11.	agricolo	Solarie di Drenchia	Solarje
12.	agricolo	Zavarian di Clabuzzaro	Zavarjan Klobučarji
13.	agricolo	Scale di Crimacco	Pri bajtarju
14.	agricolo	Ponte Clinaz	Podklanec
15.	agricolo	Ponte Miscecco	Miščék
16.	II stradale	Mernico	Golo Brdo
17.	agricolo	Scriò	Škrljevo
18.	II stradale	Vencò	Neblo
19.	II stradale	Plessiva	Plešivo
20.	agricolo	Castelletto Zeglo	Medana
21.	II stradale	Castelletto Versa	Vipolže
22.	agricolo	Uclanzi	Valerišče
23.	II stradale	S. Floriano	Hum
24.	II stradale	Poggio San Valentino	Podsabotin
25.	agricolo	Castel S. Mauro	Šentmaver
26.	agricolo	Salcano 2°	Solkan-Polje
27.	II stradale	Salcano 1°	Solkan
28.	I ferrovia	Gorizia Ferrovia	Nova Gorica (postaja)
29.	II pedonale	Gorizia - S. Gabriele	Nova Gorica 1
30.	II pedonale	Via Rafut	Pristava
31.	I stradale	Casa Rossa	Nova Gorica
32.	II stradale	San Pietro	Šempeter
33.	agricolo	S. Andrea Vertoiba	Vrtojba
34.	I autostradale	Gorizia - S. Andrea	Vrtojba

N.	Categoria	Luogo (denominazione italiana)	Luogo (denominazione jugoslava)
35.	II stradale	Merna	Miren
36.	II stradale	Devetachi	Lokvice
37.	agricolo	Palichisce Miculi	Opatje selo
38.	II stradale	Iamiano	Klariči
39.	agricolo	Valchina	Mavhinje
40.	II stradale	San Pelagio	Gorjansko
41.	agricolo	Vogliano	Voglje
42.	II stradale	Monrupino	Repentabor
43.	I ferrovia	Villa Opicina	Sežana (postaja)
44.	I stradale	Fernetti	Fernetiči
45.	agricolo	Orle	Orlek
46.	agricolo	Gropada	Gropada
47.	II stradale	Lipizza	Lipica
48.	agricolo	Grozzana	Gročana
49.	I stradale	Pese	Kozina
50.	agricolo	Draga S. Elia	Draga
51.	agricolo	Bottazzo	Botač
52.	II stradale	San Servolo	Socerb
53.	II stradale	Prebenico Caresana	Osp
54.	II stradale	Noghere	Plavje
55.	I stradale	Rabuiese	Škofije
56.	II stradale	Santa Barbara	Kaštelir
57.	agricolo	Cerei di Sopra	Cerej
58.	II stradale	Chiampore	Čampore
59.	I stradale	San Bartolomeo	Lazaret

VALICHI MARITTIMI DI I CATEGORIA

60. Trieste - Trst
61. Capodistria - Koper
62. Isola - Izola
63. Pirano - Piran
64. Cittanova - Novigrad
65. Umago - Umag

ALLEGATO N. 5

VALUTA E MERCI

I) I quantitativi di valuta di cui all'Articolo 34 possono raggiungere gli importi massimi mensili rispettivamente di Lire 70.000 e Dinari 2.000.

II) Quantità massima di merci di cui all'Articolo 34 :

1.	Verdura e frutta fresca	kg.	48
2.	Carni fresche	kg.	4
3.	Carni salate e affumicate	kg.	4
4.	Formaggi	kg.	8
5.	Vino	lt.	16
6.	Uova	n.	60
7.	Acquavite e liquori	lt.	2
8.	Burro	kg.	2
9.	Caffè	kg.	2
10.	Zucchero	kg.	3
11.	Altri prodotti		

ALLEGATO N. 6

SCAMBIO DI INFORMAZIONI SANITARIE

1. Sarà data comunicazione immediata sull'insorgere di casi singoli o di piccoli focolai delle seguenti malattie infettive :

a) malattie quarantenarie

1. Colera	1. Cholera
2. Peste	2. Pestis
3. Febbre gialla	3. Febris flava
4. Vaiolo	4. Variola vera

b) malattie sotto il controllo dell'O.M.S.

5. Tifo esantematico	5. Typhus exanthematicus
6. Febbre ricorrente	6. Typhus recurrens
7. Poliomielite	7. Poliomyelitis acuta
8. Malaria	8. Malaria
9. Rabbia	9. Lyssa

2. Saranno comunicate mensilmente le insorgenze delle seguenti malattie :

Zoonosi

10. Morva	10. Malleus
11. Carbonchio	11. Anthrax
12. Leishmaniosi viscerale	12. Kala-azar
13. Leishmaniosi cutanea	13. Leishmaniosis
14. Tularemia	14. Tularaemia
15. Leptospirosi	15. Leptospirosis

La comunicazione deve contenere solo il numero dei colpiti ed il Comune in cui si è manifestata l'infezione.

Non è necessario dare notizia dell'infezione a guarigione avvenuta.

Per quanto concerne le malattie quarantenarie (colera, peste, febbre gialla, vaiolo) saranno applicate le disposizioni previste dal Regolamento Sanitario Internazionale adottate dalla XXII Assemblea Mondiale della Sanità nel 1969 e modificato dalla XXVI Assemblea nel 1973 (II edizione annotata) e successive modifiche.

Per le stesse malattie saranno applicate le norme di futuri accordi internazionali approvati dai Governi dei due Stati.

3. Notifica delle epidemie

Come epidemia viene considerata la manifestazione su un territorio o in un gruppo demografico, di malattie infettive con più di un caso ed in un breve periodo, che può essere indicato in 10 giorni.

1. Dissenteria bacillare	1. Dysenteria
2. Febbre tifoide	2. Typhus abdominalis
3. Infezione su paratifi	3. Paratyphus
4. Infezioni da altre salmonelle	4. Salmonellosis
5. Epatite da virus	5. Hepatitis
6. Brucellosi	6. Brucellosis
7. Difterite	7. Diphtheria
8. Meningite meningococcica	8. Meningitis men.
9. Influenza	9. Gripa

La notifica deve contenere il numero degli ammalati, la zona infetta e il numero dei decessi.

La comunicazione sarà fatta una volta per settimana per tutta la durata dell'epidemia.

4. Indicazione degli organi competenti :

per la parte italiana

- Unità Sanitaria Locale (USL n. 7) di Udine
- Unità Sanitaria Locale (USL n. 4) di Gemona
- Unità Sanitaria Locale (USL n. 5) di Cividale del Friuli
- Unità Sanitaria Locale (USL n. 2) di Gorizia
- Unità Sanitaria Locale (USL n. 1) di Trieste

per la parte jugoslava

- Zavod za socialno medicino in higieno za Gorenjsko Kranj
- Zavod za socialno medicino in higieno Nova Gorica
- Zavod za socialno medicino in higieno Koper (anche per Buie).

ALLEGATO N. 7

SCAMBIO DI INFORMAZIONI VETERINARIE

1. Gli organi veterinari locali competenti italiani e jugoslavi si informano reciprocamente sulla manifestazione e sulle insorgenze di epidemie delle seguenti malattie infettive degli animali :

1. Afta epizootica - Aphthae epizooticae
2. Peste bovina - Pestis bovina
3. Pleuropolmonite contagiosa dei bovini - Pleuropneumonia contagiosa bovum
4. Tubercolosi degli animali domestici - Tuberculosis
5. Brucellosi - Brucellosis
6. Carbonchio ematico - Anthrax
7. Rabbia - Lyssa
8. Morva - Malleus
9. Morbo coitale maligno - Exanthema coitale paralyticum
10. Anemia infettiva degli equini - Anaemia infectiosa equorum
11. Peste suina - Pestis suum
12. Peste aviare - Pestis avium
13. Colera aviare - Pasteurellosis avium (Pasteurella multocida)
14. Vaiolo ovino - Variola ovina
15. Tularemia - Tularaemia, Mixomatosi - Myxomatosis
16. Stomatite vescicolare contagiosa - Stomatitis vesicularis specifica (contagiosa)
17. Febbre catarrale degli ovini - Febris catarrhalis ovium
18. Peste suina africana - Pestis suum africana
19. Encefalomielite enzootica dei suini - Encephalomyelitis enzootica suum
20. Malattia vescicolare dei suini - Morbus vesicularis suum (Exanthema vesiculosum suum)
21. Peste equina - Pestis equorum
22. Malattie influenzali degli equini - Influenza equorum
23. Pseudopeste aviare - Pseudopestis avium
24. Psittacosi - Psittacosis
25. Peste europea - Putrificatio polybacteritica larvae
26. Peste americana - Pestis apium (Bacillus larvae)
27. Varroasi - Varroasis
28. Rickettsiosi - Rickettsiosis
29. Leptospirosi - Leptospirosis
30. Salmonellosi - Salmonellosis
31. Tricomoniasi - Trichomoniasis
32. Diftero-vaiolo - Variola avium
33. Ipodermosi - Hypodermosis
34. Carbonchio sintomatico - Cangraena emphysematosa
35. Setticemia emorragica dei bovini e della selvaggina - Pasteurellosis bovum (Septicaemia hemorrhagica bovum)
36. Rogna dei bovini e dei caprini - Scabies
37. Scarios - Acariasis apium, Nosemiasi - Nosemosis (Nosema apis)

2. Malattie infettive degli animali che devono essere oggetto di segnalazione immediata :

1, 2, 3, 7, 8, 9, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27.

3. Gli organi veterinari locali competenti italiani e jugoslavi si

comunicheranno al 30 di ogni mese i focolai accertati durante il mese delle seguenti malattie :

4, 5, 6, 10, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37.

4. Gli organi del servizio veterinario preposti per lo scambio di informazioni sono

da parte italiana :

- Unità Sanitaria Locale (USL n. 7) di Udine
- Unità Sanitaria Locale (USL n. 4) di Gemona
- Unità Sanitaria Locale (USL n. 5) di Cividale del Friuli
- Unità Sanitaria Locale (USL n. 2) di Gorizia
- Unità Sanitaria Locale (USL n. 1) di Trieste
- Ufficio Veterinario di Pontebba
- Ufficio Veterinario di Gorizia
- Ufficio Veterinario di Prosecco
- Ufficio Veterinario del Porto di Trieste

da parte jugoslava :

- Veterinarska inšpekcija uprave inšpekcijskih služb Kranj
- Veterinarska inšpekcija Skupščine občine Tolmin
- Veterinarska inšpekcija Medobčinskega inšpektorata Nova Gorica, Skupščina občine Nova Gorica
- Veterinarska inšpekcija oddelka za inšpekcijske službe Skupščine občine Sežana
- Veterinarska inšpekcija sekretariata za inšpekcijske službe Obalne skupnosti Koper
- Veterinarska inšpekcija Skupštine općine Buje

ALLEGATO N. 8

ORGANI COMPETENTI PER L'ESECUZIONE DI MISURE FITOPATOLOGICHE E SCAMBIO DI INFORMAZIONI

1. Le informazioni previste dall'Articolo 40 del presente Accordo verranno scambiate tra i seguenti Enti :

   a) Kmetijska inšpekcija obalne skupnosti Koper (per i Comuni di Capodistria, Isola, Pirano, Sesana e Buie) invierà le comunicazioni all'Osservatorio per le malattie delle piante di Trieste. Kmetijska inšpekcija dei Comuni di Jesenice, Tolmin, Nova Gorica invierà le comunicazioni all'Osservatorio per le malattie delle piante di Gorizia;

   b) l'Osservatorio per le malattie delle piante di Trieste invierà le comunicazioni a Kmetijska inšpekcija obalne skupnosti Koper, l'Osservatorio per le malattie delle piante di Gorizia invierà le comunicazioni a Kmetijska inšpekcija občine Jesenice, Tolmin e Nova Gorica.

2. Nelle comunicazioni saranno indicati solamente i dati concernenti i parassiti e lo stato delle malattie e ritenuti, dalla Parte informatrice, di natura tale da dover interessare l'altra Parte.

3. Gli organi competenti locali concorderanno eventuali miglioramenti per l'esecuzione dell'Articolo 40, le modalità per lo scambio dei dati nonché l'invio delle pubblicazioni professionali.

ALLEGATO N. 9

REGOLAMENTO PER IL FUNZIONAMENTO DELLA COMMISSIONE MISTA PERMANENTE ITALO-JUGOSLAVA

Articolo 1

1. La Commissione Mista Permanente si riunirà alternativamente nel territorio della Repubblica Italiana e nel territorio della Repubblica Socialista Federativa di Jugoslavia.

2. In ogni Sessione della Commissione Mista Permanente verrà fissata la data per la riunione successiva. Qualora se ne ravvisi la necessità, la data già concordata per la riunione della Commissione Mista Permanente potrà essere modificata mediante intesa tra i Presidenti delle due Delegazioni. Le reciproche comunicazioni potranno essere effettuate per via diplomatica o direttamente.

3. Parimenti per via diplomatica o mediante comunicazioni dirette tra i Presidenti verranno mantenuti i contatti tra le due Delegazioni per lo scambio di reciproche informazioni nel periodo intercorrente tra una riunione e l'altra.

Articolo 2

Le sedute della Commissione Mista Permanente saranno presiedute alternativamente dai Presidenti delle due Delegazioni. Il primo a presiedere sarà il Presidente della Delegazione del Paese sul cui territorio si svolgono le sedute.

Articolo 3

Le sedute della Commissione Mista Permanente avranno luogo nei giorni feriali e, in casi eccezionali, anche nei giorni festivi in base ad accordo tra le due Delegazioni.

Articolo 4

Le lingue ufficiali della Commissione Mista Permanente sono l'italiano e una delle lingue dei popoli della Jugoslavia.

Articolo 5

Qualora venga ritenuto utile ai fini di una più rapida soluzione delle questioni derivanti dall'applicazione dell'Accordo, la Commissione Mista Permanente potrà effettuare dei sopralluoghi nelle aree previste dall'Accordo stesso.

Articolo 6

Di ogni Sessione della Commissione Mista Permanente verrà redatto un verbale comune, in duplice esemplare, in lingua italiana e in una delle lingue dei popoli della Jugoslavia facenti ambedue egualmente fede.

I verbali verranno firmati dai Presidenti delle due Delegazioni.

Articolo 7

Le decisioni della Commissione Mista Permanente saranno prese all'unanimità. Ai due Governi saranno deferite le questioni sulle quali la Commissione Mista Permanente non avesse potuto raggiungere un accordo.

ALLEGATO N. 10

FACSIMILE DI TESSERA SPECIALE

Stemma

COMMISSIONE MISTA PERMANENTE
PER L'APPLICAZIONE DELL'ACCORDO DI UDINE
Delegazione italiana
Il Presidente

STALNA MEŠANA KOMISIJA
ZA IZVAJANJE VIDEMSKEGA SPORAZUMA
Italijanska delegacija
Predsednik

STALNA MJEŠOVITA KOMISIJA
ZA SPROVODJENJE VIDEMSKOG SPORAZUMA
Italijanska delegacija
Predsjednik

T E S S E R A   S P E C I A L E
P O S E B N A   I Z K A Z N I C A
S P E C I J A L N A   I S K A Z N I C A

n.
št. .....
br.

fotografia

Nome e cognome
Ime in priimek ....
Ime i prezime
Nato il a
Rojen dne .... v ....
Rodjen dana u

.... della Commissione Mista Permanente - degli organi locali
Stalne mešane komisije - lokalnih organov
Stalne mješovite komisije - lokalnih organa

E' autorizzato ad attraversare tutti i valichi italo-jugoslavi per un numero illimitato di transiti.
Je pooblaščen neomejenokrat preiti čez vse vrste italijansko-jugoslovanski mejnih prehodov.
Ovlašten je prelaziti bez ograničenja broja prijelaza, preko svih italijansko-jugoslavenskih graničnih prijelaza.

Gli organi di polizia di frontiera e di dogana sono pregati di rendere possibile il libero transito e di prestare, ove occorra, assistenza al titolare di questa tessera speciale.

Organi mejne milice in carine so naprošeni, da omogočijo prost prehod in po potrebi nudijo vso pomoč imetniku te posebne izkaznice.

Umoljava se pogranične i carinske organe da imaocu ove specijalne iskaznice omoguće slobodan prijelaz i da po potrebi ukažu pomoć.

La presente tessera è valida fino al
Izkaznica velja do ....
Ova iskaznica važi do

Rilasciata il
Izdana dne ....
Izdata dana

timbro

Il Presidente
della Delegazione italiana in seno alla Commissione Mista Permanente

Predsednik
italijanske delegacije v Stalni mešani komisiji

Predsjednik
italijanske delegacije u Stalnoj mješovitoj komisiji

La tessera è rinnovata sino al
Izkaznica je podaljšana do ....
Iskaznica je produžena do

timbro

Il Presidente
della Delegazione italiana in seno alla Commissione Mista Permanente

Predsednik
italijanske delegacije v Stalni mešani komisiji

Predsjednik
italijanske delegacije u Stalnoj mješovitoj komisiji

La tessera è rinnovata fino al
Izkaznica je podaljšana do ....
Iskaznica je produžena do

timbro

Il Presidente
della Delegazione italiana in seno alla Commissione Mista Permanente

Predsednik
italijanske delegacije v Stalni mešani komisiji

Predsjednik
italijanske delegacije u Stalnoj mješovitoj komisiji

ALLEGATO N. 11

FACSIMILE DI DICHIARAZIONE DI RITIRO DI LASCIAPASSARE

....

D I C H I A R A Z I O N E
P O T R D I L O
P O T V R D A

Il giorno .... alle ore ....
Dne ob
Dana u

nella località di
v ....
u

ai sensi dell'Articolo 14 comma 5 dell'Accordo di Udine
v skladu s 5. točko 14. člena Videmskega sporazuma
u skladu sa čl. 14 tačka 5 Videmskog sporazuma

è stato ritirato il lasciapassare n. ..... rilasciato a ....
je bila odvzeta prepustnica št. izdana v
oduzeta je propustnica br. izdata u

al Signor .... nato il .... a ....
na ime rojenem v
na ime rodjenom u

residente a
stanujočem v ....
sa stanom u

La presente dichiarazione viene rilasciata all'interessato per il rientro nell'area di sua residenza attraverso il valico di

To potrdilo se izda navedeni osebi za vrnitev na območje prebivališča čez mejni prehod

Ova se potvrda izdaje navedenoj osobi za vraćanje na područje prebivališta preko graničnog prijelaza

....

timbro

firma

TESTO DELLE NOTE

IL PRESIDENTE DELLA DELEGAZIONE JUGOSLAVA
AL PRESIDENTE DELLA DELEGAZIONE ITALIANA

Udine, 15 maggio 1982

Signor Presidente,

ho l'onore di comunicarLe che il Consiglio Esecutivo Federale della Repubblica Socialista Federativa di Jugoslavia è d'accordo che le disposizioni dell'Accordo tra la Repubblica Italiana e la Repubblica Socialista Federativa di Jugoslavia per il regolamento del traffico delle persone, nonchè dei trasporti terrestri e marittimi tra le aree limitrofe, da noi firmato in data odierna, siano applicate provvisoriamente a partire dal giorno della firma dell'Accordo, in attesa della sua definitiva entrata in vigore secondo l'Articolo 47. Per tutte le questioni che dovessero sorgere in materia di interpretazione nel corso di tale temporanea applicazione, sarà competente la Commissione Mista Permanente di cui all'Articolo 44.

La prego, Signor Presidente, di volermi confermare l'accordo del Governo italiano su quanto precede.

Voglia gradire, Signor Presidente, gli atti della mia alta considerazione.

Tone Poljšak

Signor
Massimo Casilli d'Aragona
Presidente della Delegazione italiana

IL PRESIDENTE DELLA DELEGAZIONE ITALIANA
AL PRESIDENTE DELLA DELEGAZIONE JUGOSLAVA

Udine, 15 maggio 1982

Signor Presidente,

ho l'onore di accusare ricevuta della Sua lettera, del seguente tenore :

" ho l'onore di comunicarLe che il Consiglio Esecutivo Federale della Repubblica Socialista Federativa di Jugoslavia è d'accordo che le disposizioni dell'Accordo tra la Repubblica Italiana e la Repubblica Socialista Federativa di Jugoslavia per il regolamento del traffico delle persone, nonchè dei trasporti terrestri e marittimi tra le aree limitrofe, da noi firmato in data odierna, siano applicate provvisoriamente a partire dal giorno della firma dell'Accordo, in attesa della sua definitiva entrata in vigore secondo l'Articolo 47. Per tutte le questioni che dovessero sorgere in materia di interpretazione nel corso di tale temporanea applicazione, sarà competente la Commissione Mista Permanente di cui all'Articolo 44.

La prego, Signor Presidente, di volermi confermare l'accordo del Governo italiano su quanto precede. "

Ho l'onore di confermarLe l'accordo del mio Governo su quanto precede.

Voglia gradire, Signor Presidente, gli atti della mia alta considerazione.

Massimo Castelli d'Aragona

Signor
Tone Poljšak
Presidente della Delegazione Jugoslava

Il Ministero degli affari esteri
della Repubblica italiana

Udine, 15 maggio 1982

Signor Presidente,

in relazione all'articolo 17, cpv. 2, dell'Accordo tra la Repubblica Italiana e la Repubblica socialista federativa di Jugoslavia per il regolamento del traffico delle persone e dei trasporti marittimi e terrestri tra le aree limitrofe, firmato ad Udine il 15 maggio 1982, desidero precisarle che la parola «sede» va intesa come «organizzazione stabile».

La prego, Signor Presidente, di volermi confermare l'accordo del Suo Governo su quanto precede.

Voglia gradire, Signor Presidente, in questa occasione gli atti della mia alta considerazione.

IL PRESIDENTE
Amb. Massimo Casilli d'Aragona

Al Signor Tone POLJŠAK

Presidente della Delegazione jugoslava

Predsednik jugoslovanske Delegacije
Predsedniku italijanske Delegacije

Videm, 15. maja 1982

Gospod predsednik,

Čast mi je potrditi prejem vašega pisma z današnjim datumom in z naslednjo vsebino:

«Glede 2. odstavka 17. člena Sporazuma med Republiko Italijo in Socialistično federativno republiko Jugoslavijo o ureditvi osebnega prometa ter kopenskega in pomorskega prevoza med obmejnimi območji, podpisanega v Vidmu, 15. maja 1982, želim natančneje pojasniti, da beseda "sedež" pomeni "stalna organizacija".

Prosim, gospod predsednik, da mi izvolite potrditi, da vaša vlada z gornjim soglaša».

Čast mi je, potrditi, da jugoslovanska vlada z gornjim soglaša.

Gospod predsednik, izvolite sprejeti ob tem izraze mojega visokega spoštovanja.

PREDSEDNIK
Tone Polišak

Gospod ambasador

Massimo CASILLI D'ARAGONA

Predsednik italijanske Delegacije

Visto, *Il Ministro degli affari esteri*
ANDREOTTI

TRADUZIONE NON UFFICIALE

Il Presidente della Delegazione jugoslava
Al Presidente della Delegazione italiana

Udine, 15 maggio 1982

Signor Presidente,

Ho l'onore di accusare ricevuta della Sua lettera in data odierna del seguente tenore:

«In relazione all'articolo 17, cpv. 2, dell'Accordo tra la Repubblica Italiana e la Repubblica socialista federativa di Jugoslavia per il regolamento del traffico delle persone e dei trasporti marittimi e terrestri tra le aree limitrofe, firmato a Udine il 15 maggio 1982, desidero precisarle che la parola "sede" va intesa come «organizzazione stabile».

La prego, Signor Presidente, di volermi confermare che il Suo Governo e d'accordo su quanto predetto».

Da parte mia ribadisco che il Governo Jugoslavo e concorde con quanto sopra.

Signor Presidente, La prego di voler gradire inoltre i sensi della mia piu alta considerazione.

LEGGE 5 marzo 1985, n. **130.**

Ratifica ed esecuzione della convenzione generale di sicurezza sociale tra la Repubblica italiana ed il Principato di Monaco, firmata a Monaco il 12 febbraio 1982.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare la convenzione generale di sicurezza sociale tra la Repubblica italiana ed il Principato di Monaco, firmata a Monaco il 12 febbraio 1982.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data alla convenzione di cui all'articolo precedente a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità all'articolo 45, paragrafo 2, della convenzione stessa.

Art. 3.

La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 5 marzo 1985

PERTINI

CRAXI, *Presidente del Consiglio dei Ministri*
ANDREOTTI, *Ministro degli affari esteri*

Visto, *il Guardasigilli:* MARTINAZZOLI

LAVORI PREPARATORI

Senato della Repubblica (atto n. 573):

Presentato dal Ministro degli affari esteri (ANDREOTTI) il 10 marzo 1984.

Assegnato alla 3ª commissione (Affari esteri), in sede referente, il 22 maggio 1984, con pareri delle commissioni 11ª e 12ª.

Esaminato dalla 3ª commissione l'11 luglio 1984.

Relazione scritta annunciata il 30 luglio 1984 (atto n. 573/A).

Esaminato in aula e approvato il 30 luglio 1984.

Camera dei deputati (atto n. 1988):

Assegnato alla III commissione (Affari esteri), in sede referente, il 16 ottobre 1984, con pareri delle commissioni I, XIII e XIV.

Esaminato dalla III commissione il 30 gennaio 1985.

Relazione scritta annunciata il 1° febbraio 1985 (atto n. 1988/A).

Esaminato in aula il 25 febbraio 1985 e approvato il 27 febbraio 1985.

CONVENZIONE GENERALE DI SICUREZZA SOCIALE

TRA

LA REPUBBLICA ITALIANA ED IL PRINCIPATO DI MONACO

Il Presidente della Repubblica Itàliana

e

Sua Altezza Serenissima il Principe di Monaco,

animati dal desiderio di coordinare i rapporti tra i due Paesi in materia di sicurezza sociale,

hanno deciso di modificare e di unificare in un unico testo gli accordi e le Convenzioni anteriormente conclusi e, all'uopo, hanno designato i loro Rappresentanti plenipotenziari

Il Presidente della Repubblica Italiana,

Sig. Mario FIORET, Sottosegretario di Stato per gli Affari Esteri,

S.A.S. il Principe di Monaco,

Sig. Louis CARAVEL, Conseiller de Gouvernement pour les Travaux Publics et les Affaires Sociales,

i quali, dopo aver scambiato i loro poteri riconosciuti in buona e debita forma, hanno convenuto le seguenti disposizioni :

TITOLO I

DISPOSIZIONI GENERALI

Articolo 1

Ai fini dell'applicazione della presente Convenzione :

a) il termine "legislazione" designa le leggi, i regolamenti e le disposizioni statutarie, esistenti e futuri di ciascuno dei Paesi contraenti ed il cui campo di applicazione è precisato all'art. 3;

b) il termine "autorità competente" designa l'Autorità amministrativa cui spetta, in ciascun Paese contraente, l'applicazione delle legislazioni contemplate dalla presente Convenzione, e cioè :

A Monaco .

- il Dipartimento dei Lavori Pubblici e degli Affari Sociali;

In Italia :

- il Ministero del Lavoro e della Previdenza Sociale ed il Ministero della Sanità;

c) il termine "istituzione" designa in ciascuno dei Paesi contraenti gli organismi di gestione dei regimi di prestazioni di cui all'art. 3;

d) il termine "istituzione competente" designa l'organismo di iscrizione dell'interressato al momento della domanda di prestazioni e nei confronti del quale ha diritto a prestazioni, oppure avrebbe diritto se risiedesse o se i suoi aventi diritto risiedessero sul territorio del Paese cui appartiene detto organismo

e) il termine "istituzione del luogo di residenza" e "istituzione del luogo di soggiorno" designa rispettivamente l'istituzione abilitata a dare le prestazioni nel luogo ove l'interessato risiede e l'istituzione abilitata a dare le prestazioni nel luogo ove l'interessato soggiorna, secondo la legislazione che applica;

f) il termine "Paese competente" designa il Paese contraente sul territorio del quale si trova l'istituzione competente;

g) il termine "residenza" designa il luogo ove l'interessato dimora abitualmente;

h) il termine "soggiorno" designa il luogo ove l'interessato dimora temporaneamente;

i) il termine "lavoratore" designa i lavoratori subordinati, nonché le persone ad essi assimilati dalle legislazioni contemplate dalla presente Convenzione;

j) il termine "familiari" designa le persone riconosciute come tali ai termini della legislazione del Paese ove risiedono. Tuttavia, se detta legislazione considera come familiari solo le persone conviventi con il lavoratore stesso, detta condizione è considerata soddisfatta, ai fini dell'applicazione della presente Convenzione, quando dette persone sono prevalentemente a carico del lavoratore;

k) il termine "superstiti" designa le persone riconosciute come tali ai termini della legislazione applicabile. Tuttavia, se detta legislazione considera quali superstiti solo le persone che convivono con il defunto, questa condizione è considerata soddisfatta, ai fini dell'applicazione della presente convenzione, qualora dette persone siano state prevalentemente a carico del lavoratore;

l) il termine "periodi di assicurazione" designa i periodi di contribuzione e di occupazione, quali definiti o presi in considerazione come periodi di assicurazione dalla legislazione in base alla quale sono stati compiuti, nonché i periodi assimilati nella misura in cui sono riconosciuti da detta legislazione come equivalenti a periodi di assicurazione;

m) i termini "prestazioni", "pensioni", "rendite" designano le prestazioni, le pensioni, le rendite (ivi compresi tutti gli elementi a carico dei fondi pubblici), le maggiorazioni, gli assegni di rivalutazione o supplementari, le prestazioni in capitale che possono essere sostituite alle pensioni o rendite;

n) il termine "prestazioni familiari" designa le prestazioni in denaro destinate a compensare i carichi di famiglia;

o) il termine "assegni in caso di morte" designa ogni somma versata una tantum, nel caso di decesso, eccettuate le prestazioni in capitale di cui alla lettera m) del presente articolo.

Articolo 2

Paragrafo 1 - I lavoratori monegaschi o italiani subordinati o considerati come tali dalle legislazioni di cui all'art. 3 della presente Convenzione, di seguito denominati "lavoratori" sono rispettivamente sottoposti alle dette legislazioni applicabili in Italia o nel Principato di Monaco.

Ne beneficiano nelle stesse condizioni dei cittadini di ciascuno di tali Paesi.

Paragrafo 2 - I cittadini di uno dei due Paesi contraenti residenti nel territorio dell'altro Paese possono beneficiare, alle stesse condizioni dei cittadini di quest'ultimo Paese, delle disposizioni delle legislazioni elencate al paragrafo 1) dell'art. 3 relative all'assicurazione volontaria o facoltativa.

A tale fine, i periodi di assicurazione compiuti in uno dei Paesi possono essere totalizzati, se del caso, con quelli compiuti nell'altro Paese.

Paragrafo 3 - I profughi o gli apolidi, quali definiti rispettivamente nell'articolo 1 della Convenzione di Ginevra del 28 luglio 1951 e nell'articolo 1 della Convenzione di New York del 28 settembre 1954, sono assimilati, per l'applicazione della presente Convenzione, ai cittadini dei due Paesi contraenti.

Articolo 3

Paragrafo 1 - Le legislazioni cui la presente Convenzione si applica sono :

1°) nel Principato di Monaco

a) la legislazione relativa all'organizzazione dei servizi sociali;

b) la legislazione sulle pensioni di vecchiaia dei lavoratori subordinati con esclusione tuttavia delle disposizioni concernenti la vecchiaia uniforme;

c) la legislazione relativa alla copertura dei carichi di maternità e dei rischi malattia, invalidità, morte, ivi comprese le disposizioni che accordano ai titolari di una pensione proporzionale o uniforme o di una rendita il beneficio delle prestazioni in natura in caso di malattia o di maternità;

d) la legislazione sulla dichiarazione, l'indennizzo e l'assicurazione degli infortuni sul lavoro e le malattie professionali;

e) la legislazione relativa al regime delle prestazioni familiari;

f) la legislazione relativa ai regimi particolari dei servizi sociali e di vecchiaia, in quanto riguardino i rischi coperti e le prestazioni previste dalle legislazioni elencate alle lettere precedenti.

2°) in Italia

a) la legislazione sull'assicurazione invalidità, vecchiaia e superstiti;

b) le legislazioni concernenti le prestazioni dovute in caso di malattia, ivi compresa la tubercolosi, e di maternità;

c) la legislazione sull'assicurazione contro gli infortuni sul lavoro e le malattie professionali;

d) la legislazione sugli assegni familiari;

e) la legislazione sui regimi speciali di sicurezza sociale in quanto riguardino i rischi coperti e le prestazioni previste dalle legislazioni elencate alle lettere precedenti.

Paragrafo 2 - La presente Convenzione si applicherà ugualmente a tutti gli atti legislativi o regolamentari che modificheranno o completeranno le legislazioni elencate al paragrafo precedente;

Tuttavia, essa si applicherà

a) agli atti legislativi o regolamentari relativi ad una nuova branca di sicurezza sociale, solo se interverrà, all'uopo, un accordo tra i Paesi contraenti;

b) agli atti legislativi o regolamentari che estenderanno i regimi esistenti a nuove categorie di beneficiari, qualora non vi sia opposizione del Governo del Paese nel quale l'estensione e stata realizzata o del Governo dell'altro Paese.

Gli atti di cui alla lettera precedente devono formare oggetto di una comunicazione ufficiale al Governo dell'altro Paese contraente.

In caso di opposizione da parte del Governo del Paese che ha proceduto all'estensione, tale opposizione deve essere notificata contemporaneamente alla comunicazione ufficiale sopraindicata.

L'opposizione del Governo dell'altro Paese deve essere notificata entro tre mesi dalla ricezione della predetta comunicazione.

Articolo 4

Paragrafo 1 - I lavoratori occupati in uno dei Paesi contraenti sono sottoposti alla legislazione del Paese del luogo di lavoro.

I lavoratori occupati a bordo di una nave battente bandiera di uno dei Paesi contraenti sono sottoposti alla legislazione di detto Paese.

Paragrafo 2 - Il principio enunciato al paragrafo 1 del presente articolo comporta le seguenti eccezioni

a) i lavoratori occupati in uno dei Paesi, da una impresa dalla quale dipendono normalmente e che sono occupati temporaneamente nell'altro Paese, restano sottoposti alla legislazione vigente nel primo Paese, alla condizione che la durata probabile della loro occupazione sul territorio del secondo Paese non oltrepassi i dodici mesi; nel caso in cui tale occupazione, per motivi imprevedibili, superasse i dodici mesi, l'applicazione della legislazione vigente nel primo Paese potrà eccezionalmente essere mantenuta con l'accordo dell'Autorità competente del secondo Paese;

b) i lavoratori delle imprese pubbliche o private di trasporto che si recano dall'uno dei Paesi contraenti nell'altro Paese, e che sono occupati nelle unità mobili di tali imprese, sono sottoposti alla legislazione in vigore nel Paese ove l'impresa ha la propria sede;

c) i viaggiatori o rappresentanti di commercio che esercitano la loro attività nei due Paesi sono sottoposti alla legislazione del Paese sul territorio del quale risiedono abitualmente, qualunque sia la sede dell'impresa o delle imprese per il conto della quale o delle quali essi lavorino;

d) i lavoratori occupati nelle acque territoriali o nel porto di uno dei Paesi contraenti a bordo di una nave battente bandiera dell'altro Paese contraente, senza tuttavia far parte dell'equipaggio, sono sottoposti alla legislazione del primo Paese;

e) i lavoratori a domicilio sono sottoposti alla legislazione in vigore nel luogo del loro lavoro qualunque sia il luogo ove ha sede l'impresa del datore di lavoro.

Le modalità di applicazione del presente paragrafo, in particolare quelle relative al versamento dei contributi, saranno determinate con Accordo Amministrativo.

Paragrafo 3 - Le Autorità competenti dei Paesi contraenti potranno prevedere, di comune accordo, altre eccezioni ai principi ennunciati al paragrafo 1) del presente articolo.

Potranno ugualmente convenire che le eccezioni previste al paragrafo 2) di cui sopra non si applicheranno in certi casi particolari.

Articolo 5

Le disposizioni dell'art. 4 paragrafo 1 sono applicabili ai lavoratori di qualunque nazionalità occupati nelle Sedi diplomatiche o consolari italiane o monegasche o che sono al servizio personale di agenti di tali Sedi.

Tuttavia

1.- sono esclusi dall'applicazione del presente articolo gli agenti diplomatici o consolari di carriera nonchè i funzionari appartenenti agli organici delle Cancellerie;

2.- i lavoratori cittadini del paese rappresentato dalla Sede diplomatica o consolare, possono optare, entro un termine che sarà fissato con Accordo Amministrativo, tra l'applicazione della legislazione del Paese ove lavorano e quella della legislazione del loro Paese di origine.

Articolo 6

Le disposizioni delle legislazioni italiane o monegasche di cui all'art. 3 che restringono i diritti degli stranieri o oppongono a questi limitazioni in relazione al luogo della loro residenza non sono applicabili, in materia di prestazioni economiche, pensioni o rendite e assegni di morte, ai lavoratori beneficiari della presente convenzione.

TITOLO II

DISPOSIZIONI PARTICOLARI PER CIASCUN TIPO DI PRESTAZIONE

CAPITOLO I

Assicurazione malattia-tubercolosi e Assicurazione maternità

Articolo 7

Paragrafo 1 - I lavoratori che si recano dall'uno dei Paesi contraenti nell'altro per esercitarvi la loro attività beneficiano, così come i loro familiari residenti nel Paese del nuovo luogo di lavoro, delle prestazioni previste dalla legislazione di detto Paese nel caso di malattia o di tubercolosi, purchè .

1°) essi soddisfino le condizioni richieste per beneficiare di dette prestazioni nei confronti della legislazione del Paese del nuovo luogo di lavoro, totalizzando, se del caso, i periodi di assicurazione compiuti successivamente o alternativamente nei due Paesi;

2°) La malattia si sia manifestata posteriormente alla loro ultima iscrizione al regime di detto Paese.

Paragrafo 2 - Nel caso in cui la malattia si sia manifestata prima dell'iscrizione al regime del Paese del nuovo luogo di lavoro e qualora il periodo di assicurazione compiuto precedentemente dal lavoratore nel regime dell'altro Paese non abbia cessato di produrre effetto, le prestazioni rimangono a carico di quest'ultimo regime. Le condizioni in cui sono erogate saranno determinate con Accordo Amministrativo.

Articolo 8

Paragrafo 1 - I lavoratori che si recano dall'uno dei Paesi contraenti nell'altro Paese per esercitarvi la loro attività beneficiano, così come i loro. familiari residenti nel Paese del nuovo luogo di lavoro, delle prestazioni di maternità di detto Paese, purchè essi soddisfino alle condizioni richieste per beneficiare di dette prestazioni nei confronti della legislazione del Paese del nuovo luogo di lavoro, totalizzando, se del caso, i periodi di assicurazione compiuti nel Paese che lasciano con quelli compiuti posteriormente all'iscrizione al regime del Paese del nuovo luogo di lavoro.

Paragrafo 2 - L'onere delle prestazioni dell'assicurazione maternità incombe all'istituzione competente dalla quale dipendeva il lavoratore alla data presunta del concepimento.

Le condizioni in cui dette prestazioni sono erogate, saranno determinate con Accordo Amministrativo.

Articolo 9

Paragrafo 1 - I lavoratori di cui all'art. 4 paragrafo 2 a) e 3) ed all'art. 5 punto 2 che soddisfano alle condizioni per aver diritto alle prestazioni dovute in caso di malattia, ivi compresa la tubercolosi, e di maternità richieste dalla legislazione del Paese alla quale rimangono sottoposti, beneficiano di dette prestazioni alle seguenti condizioni

- le prestazioni in natura sono erogate, per conto dell'istituzione competente, dall'istituzione del luogo di residenza o di soggiorno, secondo le disposizioni della legislazione che quest'ultima applica;

- le prestazioni in danaro sono erogate direttamente dall'istituzione competente.

Paragrafo 2 - Le disposizioni del paragrafo 1 del presente articolo sono ugualmente applicabili ai familiari del lavoratore.

Articolo 10

Paragrafo 1 - I lavoratori che esercitano la loro attività sul territorio di uno dei Paesi e risiedono sul territorio dell'altro Paese, e che, tenuto conto eventualmente della totalizzazione dei periodi di assicurazione compiuti nei due Paesi, soddisfino alle condizioni richieste per aver diritto alle prestazioni previste dalla legislazione del Paese del luogo di lavoro, beneficiano di dette prestazioni alle seguenti condizioni ·

- le prestazioni in natura sono erogate per conto dell'istituzione competente del luogo di lavoro dall'istituzione del luogo di residenza secondo le modalità e nei limiti previsti dalla legislazione applicabile da quest'ultima istituzione;

- le prestazioni in denaro sono erogate direttamente dall'istituzione competente del luogo di lavoro alle condizioni fissate dalla legislazione che essa applica.

Paragrafo 2 - Le disposizioni di cui sopra, concernenti le prestazioni in natura, sono applicabili ai familiari che risiedono sul territorio del Paese contraente diverso da quello nel quale il lavoratore esercita la sua attività, a condizione tuttavia che non abbiano diritto a prestazioni analoghe in virtù della legislazione del Paese di residenza.

Paragrafo 3 - I lavoratori ed i familiari di cui ai paragrafi precedenti possono, sia in caso di urgenza medica sia con l'autorizzazione preventiva dell'istituzione competente del Paese del luogo di lavoro, ricevere le cure sul territorio di questo Paese e beneficiare delle prestazioni previste dalla sua legislazione.

Articolo 11

Paragrafo 1 - I lavoratori che risiedono nel Paese sul cui territorio esercitano la loro attività nonchè i loro familiari possono, se soddisfano alle condizioni richieste dalla legislazione di detto Paese per aver diritto alle prestazioni, ricevere cure sul territorio dell'altro Paese, nei casi seguenti ·

a) quando durante un soggiorno su detto territorio il loro stato di salute necessiti di cure immediate;

b) quando l'istituzione competente del luogo di lavoro li autorizzi, nel corso di una cura, a trasferire la loro residenza su detto territorio;

c) quando la detta istituzione li autorizzi a recarsi su detto territorio per ricevervi le cure che il loro stato necessita.

Paragrafo 2 - Le autorizzazioni di cui alle lettere b) e c) del paragrafo 1 possono essere rispettivamente rifiutate nel solo caso in cui

- lo spostamento dell'interessato e sconsigliato per ragioni mediche debitamente stabilite;

- le cure richieste dallo stato dell'interessato possono essere prestate sul territorio del Paese del luogo di residenza.

Le autorizzazioni di cui al precedente paragrafo possono essere concesse a posteriori nel caso in cui l'interessato non abbia potuto, per ragioni riconosciute valide, richiederle in tempo utile ed il loro rilascio si dimostri fondato.

Paragrafo 3 - Le disposizioni dei precedenti paragrafi sono applicabili ai titolari di una pensione d'invalidità, di vecchiaia e superstiti, di una rendita d'infortunio sul lavoro e di malattia professionale, nonchè ai loro familiari.

Paragrafo 4 - Nelle ipotesi di cui al presente articolo le prestazioni sono erogate alle seguenti condizioni :

- le prestazioni in natura sono erogate per conto dell'istituzione competente del luogo di lavoro dall' istituzione dell'altro Paese, secondo le modalità previste dalla legislazione di quest'ultimo Paese e nel limite della durata fissata dalla legislazione del Paese del luogo di lavoro;

- le prestazioni in danaro sono erogate direttamente dall'istituzione competente del luogo di lavoro alle condizioni fissate dalla propria legislazione.

Articolo 12

Paragrafo 1 - Le prestazioni erogate dall'istituzione del Paese di residenza alle condizioni previste all'art. 10 per conto dell'istituzione competente del luogo di lavoro sono rimborsate forfettariamente da quest'ultima sulla base di un costo medio le cui modalità di calcolo sono determinate con Accordo Amministrativo.

Tuttavia, il valore del forfait di base non può eccedere il costo medio per lavoratore delle prestazioni corrispondenti erogate dal regime generale del Paese del luogo di lavoro.

Paragrafo 2 - L'ammontare delle prestazioni in natura erogate al lavoratore ed, eventualmente, ai suoi familiari residenti nel Paese del luogo di lavoro, secondo la legislazione di detto Paese, è dedotto dall'ammontare del rimborso forfettario previsto al primo comma del precedente paragrafo.

Paragrafo 3 - Le Autorità competenti dei due Paesi contraenti potranno concordare altre modalità di rimborso.

Paragrafo 4 - Le condizioni di applicazione del presente articolo e le modalità di rimborso saranno determinate con Accordo Amministrativo.

Articolo 13

Le prestazioni erogate alle condizioni previste agli art. 7 paragrafo 2, 8 paragrafo 2, 9, 11 e 15 per conto dell'istituzione competente dall'istituzione del Paese sul cui territorio le cure sono state ricevute, sono rimborsate integralmente dalla predetta istituzione competente su giustificazione delle spese sostenute.

Articolo 14

Paragrafo 1 - I titolari di una pensione o di una rendita acquisita in base alla totalizzazione dei periodi di assicurazione compiuti nei due Paesi che hanno diritto alle prestazioni in natura dell'assicurazione malattia in virtù della legislazione dei due Paesi, beneficiano, unitamente ai loro familiari, di dette prestazioni alle seguenti condizioni

- dette prestazioni sono erogate dall'istituzione del Paese sul territorio del quale si trova la residenza degli interessati e secondo la legislazione applicabile in detto Paese.

Esse restano a carico di detta istituzione.

Paragrafo 2 - Con riserva delle disposizioni più favorevoli previste dalla legislazione di ciascuno dei Paesi, i titolari di una pensione o di una rendita acquisita in base ai periodi di assicurazione compiuti in un solo Paese, che dia diritto alle prestazioni in natura dell'assicurazione malattia, e che risiedano sul territorio dell'altro Paese beneficiano, unitamente ai loro familiari, di dette prestazioni a condizione che la pensione o la rendita sia stata liquidata sulla base di un minimo di 360 mesi di lavoro.

Dette prestazioni sono erogate dall'istituzione del Paese di residenza e secondo la legislazione applicabile in detto Paese; sono rimborsate forfettariamente dall'istituzione competente dell'altro Paese alle condizioni determinate con Accordo Amministrativo.

Articolo 15

La concessione da parte dell'istituzione di uno dei Paesi contraenti per conto dell'istituzione dell'altro Paese, di protesi, di grandi apparecchi e di prestazioni in natura di grande importanza è subordinata alla preventiva autorizzazione dell'istituzione competente, salvo casi di urgenza.

Le modalità di applicazione del presente articolo saranno regolate con Accordo Amministrativo.

Articolo 16

Per l'esercizio del controllo medico dei beneficiari di cure, gli organismi di ciascun Paese potranno effettuare i necessari controlli sul territorio dell'altro Paese alle condizioni fissate con Accordo Amministrativo.

Articolo 17

Paragrafo 1 - Le disposizioni della legislazione italiana relative al contenzioso del controllo tecnico sono applicabili alle cure erogate ai beneficiari di prestazioni del regime italiano sul territorio monegasco; le decisioni prese s'impongono alle istituzioni italiane.

Paragrafo 2 - Le disposizioni della legislazione monegasca relative al contenzioso del controllo tecnico sono applicabili alle cure erogate ai beneficiari di prestazioni del regime monegasco sul territorio italiano; le decisioni prese s'impongono alle istituzioni monegasche.

Paragrafo 3 - Le eventuali decisioni adottate dalle istituzioni di un Paese sono comunicate alle autorità competenti dell'altro Paese.

CAPITOLO II

Assegni in caso di morte

Articolo 18

Paragrafo 1 - Quando un lavoratore o un titolare di pensione o di rendita o uno dei familiari muore sul territorio di un Paese diverso da quello cui appartiene l'istituzione competente, il decesso è considerato come sopraggiunto sul territorio del Paese competente.

Paragrafo 2 - L'istituzione competente è tenuta a concedere gli assegni previsti in caso di morte dalla legislazione che essa applica, tenuto conto, se del caso, dei periodi di assicurazione compiuti successivamente o alternativamente nei due Paesi, anche nel caso in cui il beneficiario risieda sul territorio dell'altro Paese.

Paragrafo 3 - Le disposizioni del presente articolo sono ugualmente applicabili nel caso in cui il decesso e conseguenza di un infortunio sul lavoro o di una malattia professionale.

CAPITOLO III

Assicurazioni invalidità, vecchiaia e superstiti

Articolo 19

I periodi di assicurazione compiuti in ciascuna delle legislazioni dei due Paesi contraenti sono totalizzati a condizione che non si sovrappongano sia per la determinazione del diritto alle prestazioni sia per il mantenimento o il recupero di tale diritto.

L'Accordo Amministrativo determinerà le regole applicabili nel caso di sovrapposizione di periodi.

Articolo 20

Qualora i periodi di assicurazione compiuti in base alla legislazione di uno dei Paesi contraenti siano sufficienti per avere diritto alle prestazioni di detta legislazione, l'istituzione competente di detto Paese determina l'ammontare della prestazione di cui è debitrice, secondo la propria legislazione, in base a detti periodi.

Le disposizioni del precedente comma sono ugualmente applicabili qualora l'interessato possa aver diritto alle prestazioni della legislazione dell'altro Paese contraente per effetto della totalizzazione dei periodi previsti all'art. 19.

Articolo 21

Qualora i periodi di assicurazione compiuti in base alla legislazione di ciascuno dei Paesi contraenti siano rispettivamente sufficienti per aver diritto alle prestazioni di ciascuna di dette legislazioni, l'istituzione competente di ciascun Paese determina l'importo della prestazione di cui è debitrice, secondo la propria legislazione, in virtù dei periodi compiuti sotto quest'ultima legislazione.

Articolo 22

Qualora i periodi di assicurazione compiuti sia in base alla legislazione di uno dei Paesi contraenti, sia sotto quella di ciascuno di essi, siano insufficienti per avere diritto alle prestazioni di detta legislazione o di ciascuna di esse, l'istituzione competente di detto Paese o di ciascuno di essi, procede alla totalizzazione dei periodi prevista all'art. 19, per determinare, secondo la propria legislazione, se l'interessato soddisfi alla condizione di durata di assicurazione che essa richiede.

Articolo 23

Nel caso in cui il diritto a prestazione sia acquisito per effetto della totalizzazione dei periodi previsti all'art. 19, l'importo è determinato dall'istituzione debitrice competente alle seguenti condizioni :

- in funzione sia della durata dei periodi compiuti sotto la propria legislazione sia, se del caso, della durata di detti periodi in rapporto all'insieme dei periodi compiuti sotto la legislazione dei due Paesi contraenti, in quest'ultimo caso, l'istituzione competente determina l'importo teorico della prestazione alla quale l'interessato avrebbe diritto se tutti i periodi totalizzati fossero stati compiuti esclusivamente sotto la propria legislazione;

- nel caso in cui la legislazione di uno dei Paesi contraenti limiti la durata dei periodi da prendere in considerazione, la totalizzazione e effettuata dall'istituzione competente di tale Paese solo a concorrenza di tale massimo;

- nel caso in cui sia fatta applicazione della regola del prorata, i periodi compiuti in base alla legislazione dell'altro Paese contraente sono presi in considerazione

per il valore medio dei contributi versati o delle retribuzioni percepite, quale risulta dai periodi riconosciuti validi dall'istituzione debitrice;

- nel caso in cui la legislazione di uno dei Paesi contraenti fa dipendere l'importo della prestazione dal numero dei familiari o dei superstiti, l'istituzione competente di detto Paese prende in considerazione, per la determinazione di detto importo, tra le predette persone, quelle che risiedono sul territorio dell'altro Paese contraente.

Articolo 24

In caso di totalizzazione, se la durata totale dei periodi di assicurazione compiuti in base alla legislazione di un Paese contraente non e superiore ad un anno, l'istituzione di detto Paese non e tenuta a concedere prestazioni per i detti periodi, salvo se, in virtù di tali soli periodi, un diritto a prestazione è acquisito in virtù di detta legislazione. In tale caso, il diritto è liquidato in maniera definitiva in funzione di questi soli periodi.

Ciò nonostante, detti periodi sono presi in considerazione per l'apertura del diritto mediante totalizzazione nei confronti della legislazione dell'altro Paese contraente.

Articolo 25

Se l'importo delle pensioni dovute dalle istituzioni competenti dei Paesi contraenti in virtù della totalizzazione dei periodi non raggiunge la prestazione minima fissata, se del caso, dalla legislazione del Paese di residenza l'istituzione competente di tale Paese completa detto importo fino a concorrenza della prestazione minima.

Articolo 26

Paragrafo 1 - Qualora la legislazione di uno dei Paesi contraenti subordini la concessione di certe prestazioni, o di certi vantaggi, alla condizione che i periodi di assicurazione siano stati compiuti in una professione sottoposta ad un regime speciale, o, se del caso, in una professione o un'occupazione determinata, i periodi compiuti in base alla legislazione dell'altro Paese contraente sono presi in considerazione, per la concessione di detti vantaggi, solo se sono stati compiuti in un regime corrispondente o, in mancanza, nella stessa professione, o, se del caso, nella stessa occupazione.

Paragrafo 2 - Se, tenuto conto dei periodi così compiuti, l'interessato non soddisfa le condizioni richieste per beneficiare di dette prestazioni o di detti vantaggi, questi periodi sono presi in considerazione per la concessione delle prestazioni del regime generale senza tener conto della loro specificità.

Articolo 27

Paragrafo 1 - Qualora, domandando per la prima volta la liquidazione del diritto a pensione, dopo aver compiuto periodi di assicurazione nei due Paesi contraenti, l'interessato non soddisfi alle condizioni richieste dalle legislazioni dei due Paesi contraenti, ma soddisfi solo alle condizioni richieste da entrambe ma si sia avvalso della possibilità offerta dalla legislazione di uno dei Paesi contraenti, di differire la liquidazione dei suoi diritti ad una prestazione, l'ammontare delle prestazioni dovute in virtù della legislazione nazionale nei confronti della quale i diritti sono liquidati è calcolato in conformità alle disposizioni dell'articolo 20, paragrafo 1 o dell'articolo 22.

Paragrafo 2 - Qualora le condizioni richieste dalla legislazione dell'altro Paese contraente siano soddisfatte o, qualora l'interessato chieda la liquidazione dei suoi diritti che aveva differito nei confronti della legislazione di uno dei Paesi contraenti, si procede alla liquidazione delle prestazioni dovute in virtù di detta legislazione nei termini degli articoli 20, paragrafo 1, o 22, a seconda che sia necessario o meno fare ricorso alla totalizzazione, senza che sia necessario procedere ad una revisione dei diritti già liquidati.

Tuttavia, solo i periodi compiuti anteriormente alla prima liquidazione sono presi in considerazione per la totalizzazione.

Articolo 28

Le disposizioni del presente capitolo sono applicabili, per analogia, ai diritti dei superstiti.

Articolo 29

Le modalità di pagamento delle prestazioni liquidate in conformità alle disposizioni precedenti sono determinate con Accordo Amministrativo.

CAPITOLO IV

Prestazioni familiari

Articolo 30

Paragrafo 1 - I lavoratori che esercitano la loro attività sul territorio di uno dei Paesi contraenti ed i cui familiari risiedono sul territorio dell'altro Paese contraente beneficiano delle prestazioni familiari alle condizioni previste dalla legislazione di quest'ultimo Paese.

Paragrafo 2 - Tali prestazioni sono a carico dell'istituzione competente del Paese del luogo di lavoro.

Paragrafo 3 - In deroga alle disposizioni del paragrafo 1, le prestazioni familiari sono erogate alle condizioni previste dalla legislazione italiana qualora l'attività sia esercitata sul territorio italiano.

Articolo 31

Per l'apertura del diritto alle prestazioni familiari vengono presi in considerazione, se necessario, i periodi di assicurazione compiuti sia nell'uno che nell'altro dei Paesi contraenti.

Articolo 32

Le modalità per la concessione ed il rimborso delle prestazioni familiari nonché le regole concernenti il cumulo saranno fissate con Accordo Amministrativo.

CAPITOLO V

Infortuni sul lavoro
e malattie professionali

Articolo 33

In caso d'infortunio sul lavoro, i lavoratori occupati in uno dei Paesi contraenti, sono sottoposti alle legislazioni in vigore nel luogo di lavoro eccettuati i casi previsti al paragrafo 2 dell'art. 4 di cui sopra.

Articolo 34

E' parimenti considerato infortunio sul lavoro l'infortunio sopravvenuto ad un lavoratore, regolarmente autorizzato a lavorare in uno dei Paesi contraenti, mentre si reca dal Paese di residenza o del luogo di soggiorno abituale nel Paese del luogo di lavoro o vice versa, a condizione che non si sia allontanato dal percorso normale o che non l'abbia interrotto per un motivo estraneo alla sua occupazione.

Articolo 35

Paragrafo 1 - Qualora il lavoratore abbia esercitato, esclusivamente sul territorio di uno dei due Paesi, una attività suscettibile di provocare una malattia professionale, rimane sottoposto alla legislazione di tale Paese, anche se la dichiarazione della malattia e fatta mentre lavora nell'altro Paese.

Paragrafo 2 - Qualora il lavoratore abbia esercitato, sul territorio dell'uno e dell'altro Paese, una attività suscettibile di provocare una malattia professionale indennizzata dalla legislazione dei due Paesi, è sottoposto

alla legislazione del Paese sul cui territorio è stata esercitata da ultimo l'attività suscettibile di provocare detta malattia professionale, purchè soddisfi alle condizioni previste da detta legislazione.

Se il lavoratore è affetto da silicosi l'onere delle prestazioni in denaro sarà ripartito tra le istituzioni competenti dei due Paesi proporzionalmente alla durata, sul territorio dell'uno e dell'altro Paese, dei periodi di lavoro che lo abbiano esposto al rischio da prendere in considerazione. Tuttavia, le Autorità competenti dei due Paesi possono convenire, di comune accordo, l'applicazione delle predette regole ad altre malattie professionali.

Paragrafo 3 - In caso di aggravamento di una malattia professionale di un lavoratore che ha beneficiato o beneficia, di un indennizzo per detta malattia professionale in base alla legislazione dell'uno dei due Paesi, sono applicabili le seguenti regole :

a) se il lavoratore non ha esercitato sul territorio di quest'ultimo Paese un'attività suscettibile di provocare la malattia professionale, l'istituzione competente del primo Paese è tenuta a prendere a suo carico le prestazioni in virtù della propria legislazione, tenuto conto dell'aggravamento;

b) se il lavoratore ha esercitato sul territorio di quest'ultimo Paese una tale attività, l'istituzione competente del primo Paese deve concedere le prestazioni in base alla propria legislazione, senza tener conto dell'aggravamento; l'istituzione competente dell'altro Paese concede al lavoratore il complemento di rendita il cui importo, determinato secondo la legislazione di detto Paese, è calcolato sulla base delle differenze tra la nuova percentuale di incapacità risultante dall'aggravamento e quella fissata a seguito della malattia, prima dell'aggravamento.

Tuttavia, qualora l'onere delle prestazioni in denaro relative alla silicosi, sia stato ripartito in conformità al secondo comma del paragrafo 2 del presente articolo, tra le istituzioni competenti dei due Paesi, le prestazioni in denaro risultanti dall'aggravamento di detta malattia saranno concesse come segue :

- nel caso in cui il lavoratore non ha più esercitato l'attività suscettibile di provocare detta malattia o ha esercitato tale attività sul territorio dei due Paesi, le prestazioni in denaro saranno ugualmente ripartite sulla stessa base;

- nel caso in cui il lavoratore abbia esercitato, sul territorio di uno dei due Paesi, l'attività suscettibile di provocare detta malattia, le prestazioni in denaro relative all'aggravamento restano a carico dell'istituzio competente di detto Paese.

Articolo 36

Per la determinazione della percentuale di incapcità relativa ad un infortunio sul lavoro sopravvenuto o ad un malattia professionale manifestata in uno dei Paesi contraenti, gli infortuni sul lavoro anteriori o le malat professionali anteriori che rientrino nella competenza della legislazione dell'altro Paese contraente, anche se la percentuale di incapacità fosse inferiore al minimo indennizzabile, sono presi in considerazione allo stesso modo degli infortuni o delle malattie considerate dalla legislazione alla quale la vittima è sottoposta per il nuovo infortunio o per la nuova malattia.

Tuttavia, il risarcimento del primo infortunio o del prima malattia continua a rimanere a carico dell'organism competente del Paese che ne sosteneva già l'onere.

Articolo 37

Le prestazioni previste dalla legislazione di uno dei due Paesi contraenti possono essere concesse ai lavoratori ed ai loro familiari sul territorio dell'altro Paese secondo le condizioni e le modalità che saranno stabilite con Accordo Amministrativo.

TITOLO III

DISPOSIZIONI DIVERSE

CAPITOLO I

Collaborazione Amministrativa

Articolo 38

Paragrafo 1 - Le Autorità competenti, nonché le istituzioni dei due Paesi contraenti, si presteranno assistenza come se si trattasse dell'applicazione della propria legislazione di sicurezza sociale.

Detta collaborazione amministrativa è, in linea di massima, gratuita, tuttavia, le Autorità competenti dei due Paesi contraenti potranno concordare il rimborso di alcune spese.

Paragrafo 2 - Per l'applicazione della presente convenzione, le autorità e le istituzioni dei due Paesi contraenti possono comunicare direttamente tra loro, nonché con le persone interessate o i loro rappresentanti.

Articolo 39

Paragrafo 1 - Il beneficio delle esenzioni dei diritti di registro, di cancelleria, di bollo e di tasse consolari previste dalla legislazione di uno dei Paesi contraenti per i documenti da produrre alle amministrazioni od istituzioni di detto Paese è esteso ai documenti corrispondenti da produrre per la applicazione della presente Convenzione alle amministrazioni o istituzioni dell'altro Paese.

Paragrafo 2 - Tutti gli atti, documenti di qualsiasi specie da produrre per l'applicazione della presente Convenzione sono esenti dal visto di legalizzazione da parte delle autorità diplomatiche e consolari.

Articolo 40

Le domande, dichiarazioni e ricorsi che devono essere presentati entro un determinato termine ad una autorità o ad un'istituzione di uno dei Paesi contraenti competenti per ricevere domande, dichiarazioni e ricorsi in materia di sicurezza sociale sono considerate ricevibili qualora siano presentate entro lo stesso termine ad una autorità o istituzione corrispondente dell'altro Paese; in questo caso, quest'ultima dovrà trasmettere, senza indugio, le domande, dichiarazioni e ricorsi all'istituzione competente.

La data in cui la domanda, la dichiarazione o il ricorso sono stati presentati ad una autorità o istituzione competente di uno dei Paesi contraenti è considerata data di presentazione nei confronti dell'autorità o istituzione corrispondente dell'altro Paese.

Articolo 41

Paragrafo 1 - Le autorità competenti dei Paesi contraenti stabiliranno direttamente, sotto forma di accordo amministrativo, le regole di applicazione della presente Convenzione in quanto dette regole necessitano di una intesa tra di esse.

Esse si comunicheranno in tempo utile le altre disposizioni prese in vista dell'esecuzione della presente Convenzione all'interno del proprio Paese, nonché le modifiche sopravvenute nelle legislazioni e regolamentazioni di cui all'articolo 3.

Paragrafo 2 - Le autorità competenti dei Paesi contraenti determineranno di comune accordo le misure da prevedere al fine di evitare i cumuli nel caso in cui l'applicazione delle legislazioni o regolamentazioni dei Paesi contraenti e della presente Convenzione avesse per effetto l'apertura simultanea dei diritti a prestazioni incombenti alle istituzioni dei due Paesi.

CAPITOLO II

Disposizioni diverse

Articolo 42

Qualora dei contributi di sicurezza sociale siano dovuti ad istituzioni di uno dei Paesi contraenti da un debitore residente sul territorio dell'altro Paese contraente tali contributi possono essere recuperati, nel caso in cui il credito sia liquido ed esigibile, secondo le procedure di recupero dei contributi di sicurezza sociale in vigore nel Paese di residenza del debitore, dalle istituzioni di detto Paese per conto delle istituzioni del Paese creditore.

L'Accordo amministrativo determinerà le modalità di applicazione del presente articolo.

Articolo 43

Paragrafo 1 - Le questioni relative all'applicazione o all'interpretazione della presente Convenzione sono regolate da una commissione mista, composta da rappresentanti delle autorità competenti di ciascun Paese, che si riunirà alternativamente a Roma ed a Monaco.

Paragrafo 2 - Nel caso in cui non fosse possibile giungere, per tale via, ad una soluzione, la controversia dovrà essere regolata secondo una procedura arbitrale stabilita con un accordo da concludere fra le autorità competenti dei due Paesi. L'organismo arbitrale dovrà risolvere la controversia secondo i principi fondamentali e lo spirito della presente Convenzione.

Articolo 44

Paragrafo 1 - Il recupero delle prestazioni indebitamente pagate dall'istituzione di uno dei Paesi può essere operato presso l'istituzione debitrice di prestazioni dell'altro Paese nelle condizioni e nei limiti previsti dalla legislazione applicata da quest'ultima.

Esso forma oggetto di notifica indicante l'importo delle somme ed i motivi per i quali e effetuato.

L'istituzione investita dell'opposizione al pagamento ne dà conoscenza alla persona interessata.

Salvo contestazione da parte di quest'ultima, formulata con lettera raccomandata con avviso di ritorno al piu tardi entro il mese, l'istituzione debitrice di prestazioni se ne libera validamente corrispondendo alla istituzione che ha effettuato opposizione al pagamento le somme oggetto della opposizione stessa.

Paragrafo 2 - L'istituzione italiana che ha pagato una pensione il cui importo è stato integrato al trattamento minimo ad un lavoratore che ha ottenuto successivamente una pensione del regime monegasco può chiedere alla competente istituzione monegasca di versarle direttamente gli arretrati della pensione di cui e debitrice per il periodo compreso fra la data di apertura del diritto a pensione e quella della sua liquidazione.

L'istituzione italiana trattiene su tali arretrati le somme indebitamente pagate e liquida, al piu presto, l'eventuale eccedenza al titolare della pensione.

TITOLO IV

DISPOSIZIONI TRANSITORIE E FINALI

Articolo 45

Paragrafo 1 - La presente Convenzione sara ratificata e gli strumenti di ratifica saranno scambiati appena possibile.

Paragrafo 2 - Essa entrerà in vigore il primo giorno del mese successivo a quello nel corso del quale avra luogo lo scambio degli strumenti di ratifica.

Paragrafo 3 - Le prestazioni la cui erogazione sia stata sospesa in applicazione delle disposizioni vigenti in uno dei Paesi contraenti per motivo della cittadinanza o della residenza degli interessati all'estero, saranno concesse a partire dal giorno dell'entrata in vigore della presente Convenzione. Le prestazioni che non fosse stato possibile attribuire agli interessati per la stessa ragione saranno liquidate ed erogate a partire dalla stessa data.

Paragrafo 4 - Per l'applicazione della presente Convenzione, deve essere tenuto conto anche dei periodi di assicurazione anteriori alla sua entrata in vigore.

Articolo 46

Paragrafo 1 - La presente Convenzione è conclusa per la durata di un anno. Essa sarà rinnovata tacitamente di anno in anno, salvo denuncia che dovrà essere notificata tre mesi prima della scadenza del termine.

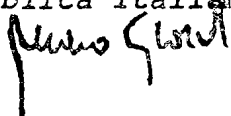
Paragrafo 2 - In caso di denuncia, le disposizioni della presente Convenzione rimarrano applicabili ai diritti acquisiti nonostante le disposizioni restrittive che i regimi interessati prevedessero per il caso di residenza o di soggiorno all'estero di un lavoratore.

Paragrafo 3 : Per quanto concerne i diritti in corso di acquisizione, relativi ai periodi di assicurazione o di contribuzione compiuti anteriormente alla data in cui la presente Convenzione cesserà di essere in vigore, le disposizioni di detta Convenzione rimarranno applicabili alle condizioni che saranno previste da accordi complementari.

Articolo 47

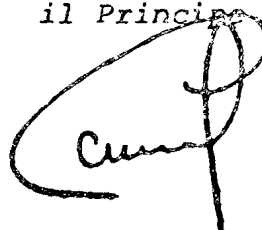
L'Accordo Amministrativo previsto dalla presente Convenzione entrerà in vigore alla stessa data della Convenzione stessa.

Articolo 48

La presente Convenzione abroga le seguenti disposizioni

a) della Convenzione fra la Repubblica Italiana e il Principato di Monaco relativa all'assicurazione sugli infortuni sul lavoro e le malattie professionali firmata a Roma il 6 dicembre 1957;

b) dell'Accordo fra la Repubblica Italiana e il Principato di Monaco sul regime di sicurezza sociale applicabile ai lavoratori temporanei italiani, firmato a Roma il 6 dicembre 1957;

c) della Convenzione di sicurezza sociale fra la Repubblica Italiana e il Principato di Monaco firmata a Roma l'11 ottobre 1961;

d) dell'Accordo particolare fra il Principato di Monaco e la Repubblica Italiana sul regime delle pensioni di vecchiaia e di riversibilità dei lavoratori, firmato a Roma il 2 aprile 1964.

In fede di che i plenipotenziari dei Paesi contraenti hanno firmato la presente Convenzione e vi hanno apposto i loro sigilli.

Fatto a Monaco il 12 febbraio 1982 in duplice esemplare, in lingua italiana e in lingua francese, i due testi facenti ugualmente fede.

Per il Presidente della Repubblica Italiana,

Per Sua Altezza Serenissima il Principe di Monaco,

Visto, *Il Ministro degli affari esteri*
ANDREOTTI

LEGGE 5 marzo 1985, n. **131.**

Ratifica ed esecuzione dei due protocolli che modificano l'uno la convenzione di Parigi del 29 luglio 1960 e l'altro la convenzione di Bruxelles del 31 gennaio 1963, già emendate con protocollo addizionale del 28 gennaio 1964, entrambe sulla responsabilità civile nel campo dell'energia nucleare, firmati a Parigi il 16 novembre 1982.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare i due protocolli che modificano l'uno la convenzione di Parigi del 29 luglio 1960 e l'altro la convenzione di Bruxelles del 31 gennaio 1963, già emendate con protocollo addizionale del 28 gennaio 1964, entrambe sulla responsabilità civile nel campo dell'energia nucleare, firmati a Parigi il 16 novembre 1982.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data ai protocolli di cui all'articolo precedente a decorrere dalla loro entrata in vigore in conformità a quanto disposto dall'articolo II, lettera *e*), di ciascuno dei due protocolli.

Art. 3.

Nello stato di previsione del Ministero del tesoro è istituito «per memoria» apposito capitolo con qualifica di spesa obbligatoria, sul quale imputare eventuali oneri connessi con l'esecuzione dei protocolli di cui al precedente articolo 1.

Art. 4.

La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 5 marzo 1985

PERTINI

CRAXI, *Presidente del Consiglio dei Ministri*
ANDREOTTI, *Ministro degli affari esteri*

Visto, *il Guardasigilli:* MARTINAZZOLI

LAVORI PREPARATORI

Senato della Repubblica (atto n. 660):

Presentato dal Ministro degli affari esteri (ANDREOTTI) il 9 aprile 1984.

Assegnato alla 3ª commissione (Affari esteri), in sede referente, il 21 giugno 1984, con pareri delle commissioni 2ª, 5ª e 10ª.

Esaminato dalla 3ª commissione il 18 luglio 1984.

Relazione scritta annunciata il 25 luglio 1984 (atto n. 660/A).

Esaminato in aula e approvato il 30 luglio 1984.

Camera dei deputati (atto n. 1993):

Assegnato alla III commissione (Affari esteri), in sede referente, il 18 settembre 1984, con pareri delle commissioni I, IV, V, X e XII.

Esaminato dalla III commissione il 30 gennaio 1985.

Relazione scritta annunciata il 1° febbraio 1985 (atto n. 1993/A).

Esaminato in aula il 25 febbraio 1985 e approvato il 27 febbraio 1985.

PROTOCOLLO DI MODIFICA DELLA CONVENZIONE DEL 29 LUGLIO 1960 SULLA RESPONSABILITÀ CIVILE NEL CAMPO DELL'ENERGIA NUCLEARE EMENDATA DAL PROTOCOLLO ADDIZIONALE DEL 28 GENNAIO 1964

I Governi della Repubblica federale di Germania, della Repubblica d'Austria, del Regno del Belgio, del Regno di Danimarca, del Regno di Spagna, della Repubblica della Finlandia, della Repubblica francese, della Repubblica ellenica, della Repubblica italiana, del Granducato del Lussemburgo, del Regno di Norvegia, del Regno dei Paesi Bassi, della Repubblica portoghese, del Regno Unito di Gran Bretagna e Irlanda del Nord, del Regno di Svezia, della Confederazione svizzera e della Repubblica turca;

Considerando auspicabile modificare la Convenzione sulla responsabilità civile nel campo dell'energia nucleare, conclusa a Parigi il 29 luglio 1960 nel quadro dell'Organizzazione europea per la cooperazione economica, ora Organizzazione per la cooperazione e lo sviluppo economici, ed emendata dal Protocollo addizionale firmato a Parigi il 28 gennaio 1964;

Hanno convenuto quanto segue:

I

La Convenzione sulla responsabilità civile nel campo dell'energia nucleare del 29 luglio 1960, come emendata dal Protocollo addizionale del 28 gennaio 1964, è modificata come segue:

A. Il secondo paragrafo del preambolo è sostituito dal testo seguente:

« Considerando che l'Agenzia dell'OCSE per l'energia nucleare, creata nel quadro dell'Organizzazione per la cooperazione e lo sviluppo economici (qui di seguito denominata l' "Organizzazione"), ha il compito di promuovere nei Paesi partecipanti l'elaborazione e l'armonizzazione delle legislazioni riguardanti l'energia nucleare, particolarmente per quanto riguarda la responsabilità civile e l'assicurazione sui rischi atomici; ».

B. L'ultimo paragrafo del preambolo è sostituito dal testo seguente:

« Convinti della necessità di unificare le regole fondamentali applicabili nei differenti Paesi alla responsabilità derivante da tali danni

pur lasciando ai Paesi stessi la possibilità di prendere, nell'ambito nazionale, le misure complementari che ritenessero necessarie; ».

C. Il paragrafo (*a*) dell'articolo 1 è sostituito dal testo seguente:

« (*a*) Ai fini della presente Convenzione:

(*i*) un "incidente nucleare" significa qualsiasi fatto o successione di fatti aventi la stessa origine che abbia causato danni, purchè questi fatti o successione di fatti o qualsiasi danno così causato provengano o risultino sia dalle proprietà radioattive, o dalla unione delle proprietà radioattive con proprietà tossiche o esplosive, o altre proprietà pericolose, di combustibili nucleari o di prodotti o rifiuti radioattivi, sia da radiazioni ionizzanti emesse da un'altra sorgente qualsiasi di radiazioni che si trovi in un impianto nucleare;

(*ii*) "impianti nucleari" significa i reattori, eccetto quelli che fanno parte di un mezzo di trasporto; gli stabilimenti per la fabbricazione o la lavorazione di sostanze nucleari; gli stabilimenti per la separazione degli isotopi di combustibili nucleari; gli stabilimenti per la rigenerazione di combustibili nucleari irradiati; gli impianti per l'immagazzinaggio di sostanze nucleari eccettuata la messa a magazzino nel corso del trasporto di tali sostanze; e tutti quegli altri impianti nei quali si tengono combustibili nucleari, prodotti o rifiuti radioattivi e che potranno essere di volta in volta designati come tali dal Comitato di direzione dell'energia nucleare dell'Organizzazione (qui di seguito indicato come "Comitato di direzione"). Ciascuna Parte contraente può decidere di considerare come impianto nucleare unico vari impianti nucleari dipendenti da un unico operatore e raggruppati nello stesso posto, come pure qualsiasi altro impianto che si trovi sul suddetto posto e dove siano tenute materie radioattive;

(*iii*) "combustibili nucleari" significa le materie fissili, inclusi l'uranio in forma di metallo, di lega o di composto chimico (compreso l'uranio naturale), il plutonio in forma di metallo, di lega o di composto chimico ed ogni altra materia fissile che sarà di volta in volta designata come tale dal Comitato di direzione;

(*iv*) "prodotti o rifiuti radioattivi" significa le materie radioattive prodotte o rese radioattive mediante esposizione alle radiazioni inerenti alle operazioni di produzione e di impiego di combustibili nucleari, ad esclusione da una parte dei combustibili nucleari e dall'altra, quando si trovano al di fuori di un impianto nucleare, dei radioisotopi che hanno raggiunto l'ultimo stadio di fabbricazione e che possono essere utilizzati a scopi industriali, commerciali, agricoli, medici, scientifici o didattici;

(*v*) "sostanze nucleari" significa i combustibili nucleari (esclusi l'uranio naturale e l'uranio impoverito) ed i prodotti e rifiuti radioattivi;

(*vi*) "esercente" di un impianto nucleare significa la persona designata o riconosciuta dalle autorità pubbliche competenti come l'esercente di tale impianto nucleare ».

D. Il paragrafo (*a*) dell'articolo 3 è sostituito dal testo seguente:

« (*a*) L'esercente di un impianto nucleare è responsabile in virtù della presente Convenzione:

(*i*) di qualsiasi danno alle persone; e

(*ii*) di qualsiasi danno alle cose, eccetto:

1. l'impianto nucleare stesso ed altri impianti nucleari, anche in fase di costruzione, che si trovano sul luogo ove è installato l'impianto stesso;

2. le cose che si trovano sullo stesso luogo e che sono o devono essere utilizzate in relazione all'uno o all'altro di questi impianti,

se è stabilito che tale danno (qui di seguito indicato come "il danno") è prodotto da un incidente nucleare che si sia verificato nell'impianto o che coinvolga delle sostanze nucleari provenienti da quest'impianto, salve restando le disposizioni dell'articolo 4 ».

E. Il paragrafo (*c*) dell'articolo 3 e abrogato.

F. Il paragrafo (*c*) dell'articolo 4 è sostituito dal testo seguente:

« (*c*) L'esercente responsabile ai termini della presente Convenzione deve consegnare al trasportatore un certificato rilasciato da o per conto dell'assicuratore o di chiunque abbia concesso una garanzia finanziaria ai termini dell'articolo 10. Tuttavia, una Parte contraente può escludere quest'obbligo per i trasporti che si svolgono esclusivamente all'interno del proprio territorio. Il certificato dovrà portare il nome e l'indirizzo di tale esercente, nonchè l'importo, il tipo e la validità della garanzia. I dati forniti dal certificato non possono essere contestati dalla persona dalla quale o per conto della quale il certificato è stato rilasciato. Il documento deve altresì indicare le sostanze nucleari e l'itinerario coperti dalla garanzia e recare una dichiarazione dell'autorità pubblica competente che la persona di cui trattasi è un esercente nel senso inteso dalla presente Convenzione ».

G. Il paragrafo (*c*) dell'articolo 5 è sostituito dal testo seguente:

« (*c*) Se i combustibili nucleari, prodotti o rifiuti radioattivi interessati da un incidente nucleare sono stati custoditi in diversi impianti nucleari e non sono custoditi in un impianto nucleare al momento in cui il danno si verifica, nessun altro esercente — eccetto quello dell'ultimo impianto nucleare nel quale essi sono stati custoditi prima del danno o l'esercente che li ha presi in carico successivamente o che se ne sia assunta la responsabilità a norma di un contratto scritto — e responsabile del danno ».

H. Il paragrafo (*c*) dell'articolo 6 è sostituito dal testo seguente:

« (*c*) (*i*) Le disposizioni emanate dalla presente Convenzione non pregiudicano la responsabilità:

1. di qualsiasi persona fisica che, per un'azione od un'omissione derivante dall'intenzione di arrecare un danno, ha determinato un danno risultante da un incidente nucleare, di cui l'esercente, ai termini dell'articolo 3 (*a*) (*ii*) (1) e (2) o dell'articolo 9, non è responsabile ai sensi della presente Convenzione;

2. della persona debitamente autorizzata ad esercire un reattore facente parte di un mezzo di trasporto per un danno causato da un incidente nucleare, quando l'esercente non e responsabile del danno stesso ai sensi dell'articolo 4 (*a*) (*iii*) o (*b*) (*iii*).

(*ii*) L'esercente non può essere ritenuto responsabile, al di fuori della presente Convenzione, di un danno causato da un incidente nucleare ».

I. Il paragrafo (*b*) dell'articolo 7 è sostituito dal testo seguente:

« (*b*) L'ammontare massimo della responsabilità dell'esercente per i danni prodotti da un incidente nucleare è stabilito in 15.000.000 di diritti speciali di prelievo come definiti dal Fondo monetario internazionale e da esso utilizzati per le sue proprie operazioni e transazioni (qui di seguito indicati come "diritti speciali di prelievo"). Peraltro,

(*i*) un'altra cifra, più o meno elevata, può essere stabilita dalla legislazione di una Parte contraente, tenuto conto della possibilità per l'esercente di ottenere l'assicurazione o un'altra garanzia finanziaria richiesta dall'articolo 10;

(*ii*) una Parte contraente può, d'altra parte, fissare un ammontare meno elevato, tenendo conto della natura dell'impianto nucleare o delle sostanze nucleari in causa e delle prevedibili conseguenze di un incidente che le coinvolgerebbe,

senza tuttavia che le cifre così fissate possano essere inferiori a 5.000.000 di diritti speciali di prelievo. Le cifre previste in tale paragrafo possono essere convertite in valuta nazionale in cifre arrotondate ».

J. Il paragrafo (*c*) dell'articolo 7 è sostituito dal testo seguente:

« (*c*) Il risarcimento dei danni arrecati al mezzo di trasporto sul quale si trovavano al momento dell'incidente le sostanze nucleari in causa, non potrà avere come conseguenza la riduzione della responsabilità dell'esercente, per gli altri danni, ad un ammontare inferiore sia ai 5.000.000 di diritti speciali di prelievo sia a quelli dell'ammontare piu elevato fissato dalla legislazione di una Parte contraente ».

K. Il paragrafo (*d*) dell'articolo 8 è sostituito dal testo seguente:

« (*d*) Nei casi previsti dall'articolo 13 (*c*) (*ii*), non si ha decadenza dell'azione di risarcimento, se, al termine previsto ai paragrafi (*a*), (*b*) e (*c*) del presente articolo,

(*i*) è stata intentata un'azione, prima che il Tribunale di cui all'articolo 17 abbia preso una qualsiasi decisione, dinanzi ad uno dei

tribunali tra i quali il Tribunale in parola può scegliere; se il Tribunale designa come tribunale competente un altro che non sia quello dinanzi al quale l'azione è già stata intentata, esso può fissare un termine entro il quale l'azione deve essere intentata dinanzi al tribunale competente così designato;

(*ii*) una domanda è stata inoltrata presso una Parte contraente interessata, in vista della designazione del tribunale competente da parte del Tribunale ai sensi dell'articolo 13 (*c*) (*ii*), purchè, dopo tale designazione, sia intentata un'azione entro il termine che sarebbe fissato dal suddetto Tribunale ».

L. Il paragrafo (*b*) dell'articolo 15 è sostituito dal testo seguente:

« (*b*) per quella parte della indennità che comporti l'impiego di fondi pubblici e sia in eccesso dei 5.000.000 di diritti speciali di prelievo di cui all'articolo 7, l'applicazione di tali misure potrà esser soggetta a condizioni che potranno derogare alle disposizioni della presente Convenzione ».

II

(*a*) Tra le Parti contraenti del presente Protocollo, le disposizioni dell'anzidetto Protocollo sono parte integrante della Convenzione del 29 luglio 1960 sulla responsabilità civile nel campo dell'energia nucleare così come è stata emendata dal Protocollo addizionale del 28 gennaio 1964 (qui di seguito indicata come « Convenzione »), che sarà denominata « Convenzione del 29 luglio 1960 sulla responsabilità civile nel campo dell'energia nucleare emendata dal Protocollo addizionale del 28 gennaio 1964 e dal Protocollo del 16 novembre 1982 ».

(*b*) Il presente Protocollo sara ratificato o confermato. Gli strumenti di ratifica del presente Protocollo saranno depositati presso il Segretario generale dell'Organizzazione per la cooperazione e lo sviluppo economici; se del caso, la conferma del presente Protocollo gli sara notificata.

(*c*) I firmatari del presente Protocollo che hanno già ratificato la Convenzione si impegnano a ratificare o confermare, appena possibile, il presente Protocollo. Gli altri firmatari del presente Protocollo si impegnano a ratificarlo o a confermarlo contemporaneamente alla loro ratifica della Convenzione.

(*d*) Il presente Protocollo sarà aperto all'adesione conformemente a quanto disposto dall'articolo 21 della Convenzione. Non sarà accettata alcuna adesione alla Convenzione se non accompagnata dall'adesione al presente Protocollo.

(*e*) Il presente Protocollo entrerà in vigore conformemente alle disposizioni dell'articolo 20 della Convenzione.

(*f*) Il Segretario generale dell'Organizzazione per la cooperazione e lo sviluppo economici comunicherà a tutti i firmatari, come pure ai Governi aderenti, di aver ricevuto gli strumenti di ratifica e di adesione e la notifica delle conferme.

IN FEDE DI CHE, i Plenipotenziari sottoscritti, debitamente abilitati, hanno apposto le loro firme in calce al presente Protocollo.

FATTO a Parigi, il 16 novembre 1982, in italiano, francese, inglese, olandese, spagnolo e tedesco, i sei testi facenti ugualmente fede, in un solo esemplare che sarà depositato presso il Segretario generale dell'Organizzazione per la cooperazione e lo sviluppo economici che ne rilascerà copia conforme autenticata a tutti i firmatari ed ai Governi aderenti.

Visto, *Il Ministro degli affari esteri*
ANDREOTTI

PROTOCOLLO DI MODIFICA DELLA CONVENZIONE DEL 31 GENNAIO 1963 COMPLEMENTARE ALLA CONVENZIONE DI PARIGI DEL 29 LUGLIO 1960 SULLA RESPONSABILITÀ CIVILE NEL CAMPO DELL'ENERGIA NUCLEARE, EMENDATA CON IL PROTOCOLLO ADDIZIONALE DEL 28 GENNAIO 1964

I Governi della Repubblica federale di Germania, della Repubblica d'Austria, del Regno del Belgio, del Regno di Danimarca, del Regno di Spagna, della Repubblica della Finlandia, della Repubblica francese, della Repubblica italiana, del Granducato del Lussemburgo, del Regno di Norvegia, del Regno dei Paesi Bassi, del Regno Unito di Gran Bretagna e Irlanda del Nord, del Regno di Svezia e della Confederazione svizzera,

Considerando che alcune disposizioni della Convenzione del 29 luglio 1960 sulla responsabilità civile nel campo dell'energia nucleare, emendata dal Protocollo addizionale del 28 gennaio 1964, sono state modificate dal Protocollo concluso a Parigi il 16 novembre 1982, di cui sono firmatari,

Considerando auspicabile modificare pure la Convenzione del 31 gennaio 1963, complementare alla Convenzione di Parigi del 29 luglio 1960, emendata dal Protocollo addizionale del 28 gennaio 1964,

Hanno convenuto quanto segue:

I

La Convenzione del 31 gennaio 1963, complementare alla Convenzione di Parigi del 29 luglio 1960 sulla responsabilità civile nel campo dell'energia nucleare, come emendata dal Protocollo addizionale del 28 gennaio 1964, è modificata come segue:

A. Il secondo paragrafo del preambolo e sostituito dal testo seguente:

« Parti contraenti della Convenzione del 29 luglio 1960 sulla responsabilità civile nel campo dell'energia nucleare, conclusa nell'ambito dell'Organizzazione europea per la cooperazione economica, ora Organizzazione per la cooperazione e lo sviluppo economici, quale è stata modificata dal Protocollo addizionale concluso a Parigi il 28 gennaio 1964 e dal Protocollo concluso a Parigi il 16 novembre 1982 (qui di seguito denominata "Convenzione di Parigi") ».

B. Il paragrafo (*b*) dell'articolo 2 è sostituito dal testo seguente:

« (*b*) Qualsiasi Stato che sottoscriva o aderisca alla presente Convenzione puo, all'atto della firma o dell'adesione oppure al momento

del deposito dell'atto di ratifica, dichiarare di assimilare ai propri cittadini, ai fini dell'applicazione del precedente paragrafo (*a*) (*ii*) (3), le persone fisiche, o alcune categorie di esse, che ai sensi della sua legislazione hanno la residenza abituale sul suo territorio ».

C. L'articolo 3 è sostituito dal testo seguente:

« Articolo 3.

(*a*) Alle condizioni stabilite dalla presente Convenzione, le Parti contraenti si impegnano a provvedere in modo che il risarcimento dei danni di cui all'articolo 2 sia effettuato sino a concorrenza di 300 milioni di diritti speciali di prelievo per incidente.

(*b*) Tale risarcimento viene effettuato:

(*i*) sino ad un importo di almeno 5 milioni di diritti speciali di prelievo, fissato a tal fine dalla legislazione della Parte contraente sul cui territorio è situato l'impianto nucleare dell'esercente responsabile, mediante fondi provenienti da un'assicurazione o altra garanzia finanziaria;

(*ii*) fra l'importo di cui alla lettera precedente e l'importo di 175 milioni di diritti speciali di prelievo, mediante fondi pubblici da corrispondersi dalla Parte contraente sul cui territorio è installato l'impianto dell'esercente responsabile;

(*iii*) fra 175 e 300 milioni di diritti speciali di prelievo, mediante fondi pubblici da corrispondersi dalle Parti contraenti secondo il criterio di ripartizione previsto dall'articolo 12.

(*c*) A tal fine, ciascuna Parte contraente deve:

(*i*) stabilire, conformemente all'articolo 7 della Convenzione di Parigi, in 300 milioni di diritti speciali di prelievo, l'importo massimo della responsabilità dell'esercente e disporre che questa responsabilità sia coperta dall'insieme dei fondi di cui al precedente paragrafo (*b*);

(*ii*) stabilire l'importo massimo della responsabilità dell'esercente in un ammontare almeno pari a quello stabilito conformemente al precedente paragrafo (*b*) (*i*) e disporre che, oltre tale importo e fino a 300 milioni di diritti speciali di prelievo, i fondi pubblici di cui al precedente paragrafo (*b*) (*ii*) e (*iii*) siano corrisposti a titolo diverso dalla responsabilità dell'esercente; ferme restando tuttavia le norme sostanziali e di procedura stabilite dalla presente Convenzione.

(*d*) I crediti derivanti dall'obbligo dell'esercente di risarcire il danno o di pagare interessi e spese con i fondi resi disponibili ai sensi dei paragrafi (*b*) (*ii*), (*iii*) e (*f*) del presente articolo, divengono esigibili nei confronti dell'esercente medesimo soltanto nella misura e dal momento in cui tali fondi sono effettivamente assegnati.

(*e*) Nel dare esecuzione alla presente Convenzione le Parti contraenti si impegnano a non valersi della facoltà, prevista dall'articolo 15 (*b*) della Convenzione di Parigi, di stabilire condizioni particolari:

(*i*) per il risarcimento dei danni effettuato mediante i fondi di cui al precedente paragrafo (*b*) (*i*);

(*ii*) diverse da quelle previste dalla presente Convenzione, per il risarcimento dei danni effettuato mediante i fondi pubblici di cui al precedente paragrafo (*b*) (*ii*) e (*iii*).

(*f*) Oltre agli importi di cui al pragrafo (*b*) possono essere corrisposti gli interessi e le spese di cui all'articolo 7 (*g*) della Convenzione di Parigi. Nella misura in cui tali interessi e spese vengono corrisposti a titolo di risarcimento imputabile sui fondi considerati:

(*i*) al paragrafo (*b*) (*i*) del presente articolo, essi sono a carico dell'esercente responsabile;

(*ii*) al paragrafo (*b*) (*ii*) del presente articolo, essi sono a carico della Parte contraente sul territorio della quale è situato l'impianto nucleare di detto esercente;

(*iii*) al paragrafo (*b*) (*iii*) del presente articolo, essi sono a carico delle Parti contraenti nel loro insieme.

(*g*) Ai sensi della presente Convenzione, per « diritto speciale di prelievo » si intende il diritto speciale di prelievo come definito dal Fondo monetario internazionale. Gli importi menzionati nella presente Convenzione saranno convertiti nella valuta nazionale di una delle Parti contraenti secondo il valore di detta valuta alla data dell'incidente, a meno che un'altra data non sia fissata di comune accordo dalle Parti contraenti per un dato incidente. Il valore in diritti speciali di prelievo della valuta nazionale di una delle Parti contraenti è calcolato secondo il metodo di valutazione applicato alla data in questione dal Fondo monetario internazionale per le sue proprie operazioni e transazioni ».

D. L'articolo 4 è sostituito dal testo seguente:

« Articolo 4

(*a*) Qualora l'incidente nucleare cagioni un danno coinvolgente la responsabilità di più esercenti, il cumulo di responsabilità previsto all'articolo 5 (*d*) della Convenzione di Parigi opera, nella misura in cui entrano in gioco i fondi pubblici di cui all'articolo 3 (*b*) (*ii*) e (*iii*), solo a concorrenza della somma di 300 milioni di diritti speciali di prelievo.

(*b*) L'importo complessivo dei fondi pubblici, da corrispondere a norma dell'articolo 3 (*b*) (*ii*) e (*iii*), non può superare, nel caso di cui al paragrafo precedente, la differenza tra 300 milioni di diritti speciali di prelievo e la somma degli importi fissati per gli esercenti interessati,

in conformità all'articolo 3 (*b*) (*i*) oppure, nel caso di un esercente il cui impianto nucleare sia situato sul territorio di uno Stato non contraente della presente Convenzione, in conformità all'articolo 7 della Convenzione di Parigi. Qualora più Parti contraenti siano tenute a corrispondere fondi pubblici conformemente all'articolo 3 (*b*) (*ii*), l'onere viene ripartito tra di esse proporzionalmente al numero degli impianti nucleari situati sul territorio di ciascuna delle Parti contraenti che risultino coinvolte nell'incidente nucleare ed i cui esercenti siano responsabili ».

E. L'articolo 8 è sostituito dal testo seguente:

« Articolo 8.

Le persone che beneficiano delle disposizioni della presente Convenzione hanno diritto all'integrale risarcimento del danno subìto secondo le norme del diritto interno applicabile. Ciascuna Parte contraente può tuttavia fissare equi criteri di ripartizione per i casi in cui l'ammontare dei danni superi o si ritiene possa superare:

(*i*) 300 milioni di diritti speciali di prelievo, o

(*ii*) la somma più elevata che risulti disponibile per effetto di cumulo di responsabilità ai sensi dell'articolo 5 (*d*) della Convenzione di Parigi,

purchè non ne derivino, quale che sia l'origine dei fondi e fatte salve le disposizioni dell'articolo 2, discriminazioni fondate sulla nazionalità, sul domicilio o sulla residenza della persona che ha subìto il danno ».

F. Il paragrafo (*a*) dell'articolo 10 è sostituito dal testo seguente:

« (*a*) La Parte contraente i cui tribunali sono competenti ha l'obbligo di informare le altre Parti contraenti di ogni incidente nucleare e delle circostanze in cui esso è avvenuto non appena risulti che i danni causati da tale incidente superano o possono superare l'importo di 175 milioni di diritti speciali di prelievo. Le Parti contraenti adottano al più presto le misure necessarie per regolare le modalità di tali loro rapporti ».

G. Il paragrafo (*b*) dell'articolo 14 è sostituito dal testo seguente:

« (*b*) Tuttavia, le disposizioni adottate da una Parte contraente conformemente agli articoli 2 e 9 della Convenzione di Parigi non sono opponibili ad un'altra Parte contraente, per lo stanziamento dei fondi pubblici di cui all'articolo 3 (*b*) (*ii*) e (*iii*), se questa non vi abbia consentito ».

H. L'allegato è sostituito dal testo seguente:

« ALLEGATO ALLA CONVENZIONE DEL 31 GENNAIO 1963 COMPLEMENTARE ALLA CONVENZIONE DI PARIGI DEL 29 LUGLIO 1960 SULLA RESPONSABILITÀ CIVILE NEL CAMPO DELL'ENERGIA NUCLEARE, EMENDATA DAL PROTOCOLLO ADDIZIONALE DEL 28 GENNAIO 1964 E DAL PROTOCOLLO DEL 16 NOVEMBRE 1982

I GOVERNI DELLE PARTI CONTRAENTI dichiarano che il risarcimento dei danni causati da un incidente nucleare non coperto dalla Convenzione complementare per il solo fatto che l'impianto nucleare considerato, a motivo della sua utilizzazione, non è incluso nell'elenco di cui all'articolo 2 della Convenzione complementare (ivi compreso il caso in cui detto impianto, non incluso nell'elenco, è considerato da uno o più, ma non da tutti i Governi, come non coperto dalla Convenzione di Parigi):

— è effettuato senza alcuna discriminazione tra i cittadini delle Parti contraenti della Convenzione complementare;

— non è limitato ad un ammontare che sia inferiore a 300 milioni di diritti speciali di prelievo.

Inoltre, questi Governi cercheranno di adeguare il più possibile, nel caso in cui già non lo siano, le norme sul risarcimento delle vittime di tali incidenti nucleari a quelle previste per gli incidenti relativi a impianti nucleari coperti dalla presente Convenzione ».

II

(*a*) Tra le Parti contraenti del presente Protocollo, le disposizioni dell'anzidetto Protocollo sono parte integrante della Convezione del 31 gennaio 1963 complementare alla Convenzione di Parigi del 29 luglio 1960 sulla responsabilità civile nel campo dell'energia nucleare, come emendata dal Protocollo addizionale del 28 gennaio 1964 (qui di seguito denominata « Convenzione »), che sarà denominata « Convenzione del 31 gennaio 1963 complementare alla Convenzione di Parigi del 29 luglio 1960 emendata dal Protocollo addizionale del 28 gennaio 1964 e dal Protocollo del 16 novembre 1982 ».

(*b*) Il presente Protocollo sarà ratificato o confermato. Gli strumenti di ratifica del presente Protocollo saranno depositati presso il Governo belga; la conferma del presente Protocollo gli sarà eventualmente notificata.

(*c*) I firmatari del presente Protocollo che hanno già ratificato la Convenzione s'impegnano a confermare appena possibile il presente Protocollo. Gli altri firmatari del presente Protocollo s'impegnano a ratificarlo o confermarlo contemporaneamente alla loro ratifica della Convenzione.

(*d*) Il presente Protocollo sarà aperto all'adesione conformemente a quanto disposto dall'articolo 22 della Convenzione. Nessuna adesione alla Convenzione sarà accettata se non accompagnata dall'adesione al presente Protocollo.

(*e*) Il presente Protocollo entrerà in vigore conformemente alle disposizioni dell'articolo 21 della Convenzione.

(*f*) Il Governo belga comunicherà a tutti i firmatari, come pure ai Governi aderenti, di aver ricevuto gli strumenti di ratifica e di adesione e la notifica delle conferme.

IN FEDE DI CHE, i Plenipotenziari sottoscritti, debitamente abilitati, hanno apposto la loro firma in calce al presente Protocollo.

FATTO a Parigi, il 16 novembre 1982, in italiano, francese, inglese, olandese, spagnolo e tedesco, i sei testi facenti ugualmente fede, in un solo esemplare che sarà depositato presso il Governo belga che ne rilascerà copia conforme autenticata a tutti i firmatari ed ai Governi aderenti.

Visto, *Il Ministro degli affari esteri*
ANDREOTTI

LEGGE 14 marzo 1985, n. **132.**

Ratifica ed esecuzione della convenzione sull'eliminazione di ogni forma di discriminazione nei confronti della donna, adottata a New York il 18 dicembre 1979.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare la convenzione sulla eliminazione di ogni forma di discriminazione nei confronti della donna, adottata a New York il 18 dicembre 1979.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data alla convenzione di cui all'articolo precedente a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità all'articolo 27 della convenzione stessa.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 14 marzo 1985

PERTINI

CRAXI, *Presidente del Consiglio dei Ministri*
ANDREOTTI, *Ministro degli affari esteri*

Visto, *il Guardasigilli:* MARTINAZZOLI

LAVORI PREPARATORI

Camera dei deputati (atto n. 747):

Presentato dal Ministro degli affari esteri (ANDREOTTI) il 3 novembre 1983.

Assegnato alla III commissione (Affari esteri), in sede referente, il 18 gennaio 1984, con pareri delle commissioni I, II, IV, V, VIII, XIII e XIV.

Esaminato dalla III commissione il 26 gennaio 1984

Relazione scritta annunciata il 17 febbraio 1984 (atto n. 747/A).

Esaminato in aula il 29 maggio 1984 e approvato il 30 maggio 1984

Senato della Repubblica (atto n. 769):

Assegnato alla 3ª commissione (Affari esteri), in sede referente, il 12 luglio 1984, con pareri delle commissioni 1ª, 2ª, 11ª e 12ª.

Esaminato dalla 3ª commissione il 19 dicembre 1984.

Relazione scritta annunciata il 29 gennaio 1985 (atto n. 769/A).

Esaminato in aula e approvato il 5 marzo 1985.

CONVENTION

sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à légard des femmes

Les Etats parties a la presente Convention,

Notant que la Charte des Nations Unies réaffirme la foi dans les droits fondamentaux de l'homme, dans la dignité et la valeur de la personne humaine et dans l'égalité des droits de l'homme et de la femme,

Notant que la Déclaration universelle des droits de l'homme affirme le principe de la non discrimination et proclame que tous les êtres humains naissent libres et egaux en dignité et en droit et que chacun peut se prevaloir de tous les droits et de toutes les libertés qui y sont enonces, sans distinction aucune, notamment de sexe,

Notant que les Etats parties aux Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme ont l'obligation d'assurer l'égalité des droits de l'homme et de la femme dans l'exercice de tous les droits economiques, sociaux, culturels, civils et politiques,

Considérant les conventions internationales conclues sous l'égide de l'Organisation des Nations Unies et des institutions specialisées en vue de promouvoir l'égalité des droits de l'homme et de la femme,

Notant egalement les resolutions, déclarations et recommandations adoptées par l'Organisation des Nations Unies et les institutions specialisées en vue de promouvoir l'égalité des droits de l'homme et de la femme,

Préoccupés toutefois de constater qu'en dépit de ces divers instruments les femmes continuent de faire l'objet d'importantes discriminations,

Rappelant que la discrimination a l'encontre des femmes viole les principes de l'égalité des droits et du respect de la dignité humaine, qu'elle entrave la participation des femmes, dans les mêmes conditions que les hommes, à la vie politique, sociale, économique et

culturelle de leur pays, qu'elle fait obstacle à l'accroissement du bien-être de la société et de la famille et qu'elle empêche les femmes de servir leur pays et l'humanité dans toute la mesure de leurs possibilités,

Préoccupés par le fait que, dans les situations de pauvreté, les femmes ont un minimum d'accès à l'alimentation, aux services médicaux, à l'éducation, à la formation ainsi qu'aux possibilités d'emploi et à la satisfaction d'autres besoins,

Convaincus que l'instauration du nouvel ordre économique international fondé sur l'équité et la justice contribuera de façon significative à promouvoir l'égalité entre l'homme et la femme,

Soulignant que l'élimination de l'*apartheid* de touts les formes de racisme, de discrimination raciale, de colonialisme, de néo-colonialisme, d'agression, d'occupation et domination étrangères et d'ingérence dans les affaires intérieures des Etats est indispensable à la pleine jouissance par l'homme et la femme de leurs droits,

Affirmant que le renforcement de la paix et de la sécurité internationales, le relâchement de la tension internationale, la coopération entre tous les Etats quels que soient leurs systèmes sociaux et économiques, le désarmement général et complet et, en particulier, le désarmement nucléaire sous contrôle international strict et efficace, l'affirmation des principes de la justice, de l'égalité et de l'avantage mutuel dans les relations entre pays et la réalisation du droit des peuples assujettis à une domination étrangère et coloniale et à une occupation étrangère à l'autodétermination et à l'indépendance, ainsi que le respect de la souveraineté nationale et de l'intégrité territoriale favoriseront le progrès social et le développement et contribueront par conséquent à la réalisation de la pleine égalité entre l'homme et la femme,

Convaincus que le développement complet d'un pays, le bien-être du monde et la cause de la paix demandent la participation maximale des femmes, à l'égalité avec les hommes, dans tous les domaines,

Ayant à l'esprit l'importance de la contribution des femmes au bien-être de la famille et au progrès de la société, qui jusqu'à présent n'a pas été pleinement reconnue, de l'importance sociale de la maternité et du rôle des parents dans la famille et dans l'éducation des enfants, et conscients du fait que le rôle de la femme dans la procréation ne doit pas être une cause de discrimination et que l'éducation des enfants exige le partage des responsabilités entre les hommes, les femmes et la société dans son ensemble,

Conscients que le rôle traditionnel de l'homme dans la famille et dans la société doit évoluer autant que celui de la femme si on veut parvenir à une réelle égalité de l'homme et de la femme,

Résolus à mettre en oeuvre les principes énoncés dans la Déclaration sur l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes

et, pour ce faire, à adopter les mesures nécessaires à la suppression de cette discrimination sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations,

Sont convenus de ce qui suit:

PREMIERE PARTIE

ARTICLE 1.

Aux fins de la présente Convention, l'expression « discrimination à l'égard des femmes », vise toute distinction, exclusion ou restriction fondée sur le sexe qui a pour effet ou pour but de compromettre ou de détruire la reconnaissance, la jouissance ou l'exercice par les femmes, quel que soit leur état matrimonial, sur la base de l'égalité de l'homme et de la femme, des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans les domaines politique, économique, social, culturel et civil ou dans tout autre domaine.

ARTICLE 2.

Les Etats parties condamnent la discrimination à l'égard des femmes sous toutes ses formes, conviennent de poursuivre par tous les moyens appropriés et sans retard une politique tendant à éliminer la discrimination à l'égard des femmes et, à cette fin, s'engagent à:

a) inscrire dans leur constitution nationale ou toute autre disposition législative appropriée le principe de l'égalité des hommes et des femmes, si ce n'est déjà fait, et à assurer par voie de législation ou par d'autres moyens appropriés l'application effective dudit principe;

b) adopter des mesures législatives et d'autres mesures appropriées assorties, y compris des sanctions en cas de besoin, interdisant toute discrimination à l'égard des femmes;

c) instaurer une protection juridictionnelle des droits des femmes sur un pied d'égalité avec les hommes et garantir, par le truchement des tribunaux nationaux compétents et d'autres institutions publiques, la protection effective des femmes contre tout acte discriminatoire;

d) s'abstenir de tout acte ou pratique discriminatoire à l'égard des femmes et faire en sorte que les autorités publiques et les institutions publiques se conforment à cette obligation;

e) prendre toutes mesures appropriées pour éliminer la discrimination pratiquée à l'égard des femmes par une personne, une organisation ou une entreprise quelconque;

f) prendre toutes les mesures appropriées, y compris des dispositions législatives, pour modifier ou abroger toute loi, disposition réglementaire, coutume ou pratique qui constitue une discrimination à l'égard des femmes;

g) abroger toutes les dispositions penales qui constituent une discrimination à l'égard des femmes.

ARTICLE 3.

Les Etats parties prennent dans tous les domaines, notamment dans les domaines politique, social, économique et culturel, toutes les mesures appropriees, y compris des dispositions législatives, pour assurer le plein développement et le progres des femmes, en vue de leur garantir l'exercice et la jouissance des droits de l'homme et des libertés fondamentales sur la base de l'égalité avec les hommes.

ARTICLE 4.

1. L'adoption par les Etats parties de mesures temporaires speciales visant a accelérer l'instauration d'une égalité de fait entre les hommes et les femmes n'est pas considérée comme un acte de discrimination tel qu'il est défini dans la presente Convention, mais ne doit en aucune façon avoir pour consequence le maintien de normes inegales ou distinctes; ces mesures doivent être abrogées dès que les objectifs en matière d'égalité de chances et de traitement ont été atteints.

2. L'adoption par les etats parties de mesures speciales, y compris de mesures prevues dans la presente Convention, qui visent a protéger la maternité n'est pas considérée comme un acte discriminatoire.

ARTICLE 5.

Les etats parties prennent toutes les mesures appropriees pour:

a) modifier les schémas et modèles de comportement socioculturel de l'homme et de la femme en vue de parvenir a l'élimination des prejuges et des pratiques coutumières, ou de tout autre type, qui sont fondés sur l'idée de l'infériorité ou de la superiorité de l'un ou l'autre sexe ou d'un rôle stéréotypé des hommes et des femmes;

b) faire en sorte que l'éducation familiale contribue a faire bien comprendre que la maternité est une fonction sociale et a faire reconnaître la responsabilité commune de l'homme et de la femme dans le soin d'élever leurs enfants et d'assurer leur développement, etant entendu que l'intérêt des enfants est la condition primordiale dans tous les cas.

ARTICLE 6.

Les Etats parties prennent toutes les mesures appropriées, y compris des dispositions législatives, pour réprimer, sous toutes leurs formes, le trafic des femmes et l'exploitation de la prostitution des femmes.

DEUXIEME PARTIE

ARTICLE 7.

Les Etats parties prennent toutes les mesures appropriées pour eliminer la discrimination a l'égard des femmes dans la vie politique et publique du pays et, en particulier, leur assurent, dans des conditions d'égalité avec les hommes, le droit:

a) de voter à toutes les élections et dans tous les référendums publics et être éligibles à tous les organismes publiquement élus;

b) de prendre part a l'élaboration de la politique de l'Etat et a son execution, occuper des emplois publics et exercer toutes les fonctions publiques à tous les échelons du gouvernement;

c) de participer aux organisations et associations non gouvernementales s'occupant de la vie publique et politique du pays.

ARTICLE 8.

Les Etats parties prennent toutes les mesures appropriées pour que les femmes, dans des conditions d'égalité avec les hommes et sans aucune discrimination, aient la possibilité de représenter leur gouvernement a l'échelon international et de participer aux travaux des organisations internationales.

ARTICLE 9.

1. Les Etats parties accordent aux femmes des droits egaux a ceux des hommes en ce qui concerne l'acquisition, le changement et la conservation de la nationalité. Ils garantissent en particulier que ni le mariage avec un étranger, ni le changement de nationalité du mari pendant le mariage ne change automatiquement la nationalité de la femme, ni ne la rend apatride, ni ne l'oblige à prendre la nationalité de son mari.

2. Les Etats parties accordent a la femme des droits egaux à ceux de l'homme en ce qui concerne la nationalité de leurs enfants.

TROISIEME PARTIE

ARTICLE 10.

Les Etats parties prennent toutes les mesures appropriees pour éliminer la discrimination a l'égard des femmes afin de leur assurer des droits égaux à ceux des hommes en ce qui concerne l'éducation et en particulier, pour assurer, sur la base de l'égalité de l'homme et de la femme:

a) les mêmes conditions d'orientation professionnelle, d'accès aux etudes et d'obtention de diplômes dans les établissements d'enseignement de toutes catégories, dans les zones rurales comme dans les zones urbaines, cette egalité devant être assuree dans l'enseignement prescolaire, general, technique, professionnel et technique superieur, ainsi que dans tout autre moyen de formation professionnelle;

b) l'accès aux mêmes programmes, aux mêmes examens, à un personnel enseignant possédant les qualifications de même ordre, à des locaux scolaires et à un equipement de même qualité;

c) l'élimination de toute conception stéréotypée des rôles de l'homme et de la femme à tous les niveaux et dans toutes les formes d'enseignement en encourageant l'éducation mixte et d'autres types d'éducation qui aideront a realiser cet objectif et, en particulier, en révisant les livres et programmes scolaires et en adaptant les méthodes pédagogiques;

d) les mêmes possibilités en ce qui concerne l'octroi de bourses et autres subventions pour les études;

e) les mêmes possibilités d'accès aux programmes d'éducation permanente, y compris aux programmes d'alphabétisation pour adultes et d'alphabétisation fonctionnelle, en vue notamment de reduire au plus tôt tout ecart d'instruction existant entre les hommes et les femmes;

f) la reduction des taux d'abandon féminin des études et l'organisation de programmes pour les filles et les femmes qui ont quitté l'école prématurément;

g) les mêmes possibilités de participer activement aux sports et à l'éducation physique;

h) l'accès à des renseignements spécifiques d'ordre éducatif tendant à assurer la santé et le bien-être des familles, y compris l'information et des conseils relatifs à la planification de la famille.

ARTICLE 11.

1. Les Etats parties s'engagent à prendre toutes les mesures appropriées pour éliminer la discrimination a l'égard des femmes dans

le domaine de l'emploi, afin d'assurer, sur la base de l'égalité de l'homme et de la femme, les mêmes droits, et en particulier:

a) le droit au travail en tant que droit inaliénable de tous les êtres humains;

b) le droit aux memes possibilités d'emploi, y compris l'application des mêmes critères de selection en matière d'emploi;

c) le droit au libre choix de la profession et de l'emploi, le droit a la promotion, a la stabilité de l'emploi et a toutes les prestations et conditions de travail, le droit à la formation professionnelle et au recyclage, y compris l'apprentissage, le perfectionnement professionnel et la formation permanente;

d) le droit a l'égalité de remuneration, y compris de prestation, à l'égalité de traitement pour un travail d'égale valeur aussi bien qu'à l'égalité de traitement en ce qui concerne l'évaluation de la qualité du travail;

e) le droit a la securite sociale, notamment aux prestations de retraite, de chômage, de maladie, d'invalidité et de vieilesse ou pour toute autre perte de capacité de travail, ainsi que le droit a des conges payes;

f) le droit a la protection de la santé et a la securité des conditions de travail, y compris la sauvegarde de la fonction de reproduction.

2. Afin de prevenir la discrimination a l'égard des femmes en raison de leur mariage ou de leur maternité et de garantir leur droit effectif au travail, les Etats parties s'engagent a prendre des mesures appropriees ayant pour objet:

a) d'interdire, sous peine de sanctions, le licenciement pour cause de grossesse ou de conge de maternité et la discrimination dans les licenciements fondée sur le statut matrimonial;

b) d'instituer l'octroi de congés de maternité payés ou ouvrant droit à des prestations sociales comparables, avec la garantie du maintien de l'emploi antérieur, des droits d'ancienneté et des avantages sociaux;

c) d'encourager la fourniture des services sociaux d'appui necessaires pour permettre aux parents de combiner les obligations familiales avec les responsabilités professionnelles et la participation a la vie publique, en particulier en favorisant l'établissement et le développement d'un reseau de garderies d'enfants;

d) d'assurer une protection spéciale aux femmes enceintes dont il est prouvé que le travail est nocif.

3. Les lois visant a protéger les femmes dans les domaines vises par le présent article seront revues periodiquement en fonction des connaissances scientifiques et techniques et seront revisees, abrogees ou etendues, selon les besoins.

ARTICLE 12.

1. Les Etats parties prennent toutes les mesures appropriées pour eliminer la discrimination à l'égard des femmes dans le domaine des soins de santé en vue de leur assurer, sur la base de l'égalité de l'homme et de la femme, les moyens d'accéder aux services médicaux, y compris ceux qui concernent la planification de la famille.

2. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1 ci-dessus, les Etats parties fourniront aux femmes pendant la grossesse, pendant l'accouchement et après l'accouchement, des services appropriés et, au besoin, gratuits, ainsi qu'une nutrition adéquate pendant la grossesse et l'allaitement.

ARTICLE 13.

Les Etats parties s'engagent à prendre toutes les mesures appropriées pour éliminer la discrimination à l'égard des femmes dans d'autres domaines de la vie economique et sociale, afin d'assurer, sur la base de l'égalité de l'homme et de la femme, les mêmes droits et, en particulier:

a) le droit aux prestations familiales;

b) le droit aux prêts bancaires, prêts hypothécaires et autres formes de credit financier;

c) le droit de participer aux activités recreatives, aux sports et a tous les aspects de la vie culturelle.

ARTICLE 14.

1. Les Etats parties tiennent compte des problèmes particuliers qui se posent aux femmes rurales et du rôle important que ces femmes jouent dans la survie économique de leurs familles, notamment par leur travail dans les secteurs non monetaires de l'économie, et prennent toutes les mesures appropriees pour assurer l'application des dispositions de la presente Convention aux femmes des zones rurales.

2. Les Etats parties prennent toutes les mesures appropriées pour eliminer la discrimination a l'égard des femmes dans les zones rurales afin d'assurer, sur la base de l'égalité de l'homme et de la femme, leur participation au développement rural et à ses avantages et, en particulier, ils leur assurent le droit:

a) de participer pleinement à l'élaboration et a l'exécution des plans de développement a tous les échelons;

b) d'avoir acces aux services adéquats dans le domaine de la santé, y compris aux informations, conseils et services en matière de planification de la famille;

c) de bénéficier directement des programmes de sécurité sociale;

d) de recevoir tout type de formation et d'éducation, scolaires ou non, y compris en matière d'alphabétisation fonctionnelle, et de pouvoir bénéficier de tous les services communautaires et de vulgarisation, notamment pour accroître leurs compétences techniques;

e) d'organiser des groupes d'entraide et des cooperatives afin de permettre l'égalité de chances sur le plan economique, qu'il s'agisse de travail salarié ou de travail indépendant;

f) de participer a toutes les activités de la communauté;

g) d'avoir accès au crédit et aux prêts agricoles, ainsi qu'aux services de commercialisation et aux technologies appropriées, et de recevoir un traitement égal comme les réformes foncières et agraires et dans les projets d'aménagement rural;

h) de bénéficier de conditions de vie convenables, notamment en ce qui concerne le logement, l'assainissement, l'approvisionnement en electricité et en eau, les transports et les communications.

QUATRIEME PARTIE

ARTICLE 15.

1. Les Etats parties reconnaissent à la femme l'égalité avec l'homme devant la loi.

2. Les Etats parties reconnaissent à la femme, en matière civile, une capacité juridique identique à celle de l'homme et les mêmes possibilités pour exercer cette capacité. Ils lui reconnaissent en particulier des droits égaux en ce qui concerne la conclusion de contrats et l'administration des biens et leur accordent le même traitement à tous les stades de la procédure judiciaire.

3. Les Etats parties conviennent que tout contrat et tout autre instrument privé, de quelque type que ce soit, ayant un effet juridique visant a limiter la capacité juridique de la femme doit être considéré comme nul.

4. Les Etats parties reconnaissent a l'homme et à la femme les mêmes droits en ce qui concerne la législation relative au droit des personnes à circuler librement et à choisir leur residence et leur domicile.

ARTICLE 16.

1. Les Etats parties prennent toutes les mesures nécessaires pour éliminer la discrimination a l'égard des femmes dans toutes

les questions découlant du mariage et dans les rapports familiaux et, en particulier, assure, sur la base de l'égalité de l'homme et de la femme:

a) le même droit de contracter mariage;

b) le même droit de choisir librement son conjoint et de ne contracter mariage que de son libre et plein consentement;

c) les mêmes droits et les mêmes responsabilités au cours du mariage et lors de sa dissolution;

d) les mêmes droits et les mêmes responsabilités en tant que parents, quel que soit leur état matrimonial, pour les questions se rapportant à leurs enfants; dans tous les cas, l'intérêt des enfants sera la considération primordiale;

e) les mêmes droits de décider librement et en toute connaissance de cause du nombre et de l'espacement des naissances et d'avoir acces aux informations, à l'éducation et aux moyens nécessaires pour leur permettre d'exercer ces droits;

f) les mêmes droits et responsabilités en matière de tutelle, de curatelle, de garde et d'adoption des enfants, ou d'institutions similaires, lorsque ces concepts existent dans la législation nationale; dans tous les cas, l'intérêt des enfants sera la considération primordiale;

g) les mêmes droits personnels au mari et a la femme, y compris en ce qui concerne le choix du nom de famille, d'une profession et d'une occupation;

h) les mêmes droits à chacun des époux en matière de propriété, d'acquisition, de gestion, d'administration, de jouissance et de disposition des biens, tant a titre gratuit qu'à titre onereux.

2. Les fiançailles et les mariages d'enfants n'auront pas d'effets juridiques et toutes les mesures nécessaires, y compris des dispositions législatives, seront prises afin de fixer un âge minimal pour le mariage et de rendre obligatoire l'inscription du mariage sur un registre officiel.

CINQUIEME PARTIE

ARTICLE 17.

1. Aux fins d'examiner les progres réalisés dans l'application de la présente Convention, il est constitué un Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (ci-après dénommé le Comité) qui se compose, au moment de l'entrée en vigueur de la Convention, de dix-huit, et après sa ratification ou l'adhésion du

trente-cinquième Etat partie, de vingt-trois experts d'une haute autorité morale et éminemment compétents dans le domaine auquel s'applique la présente Convention. Ces experts sont élus par les Etats parties parmi leurs ressortissants et siegent à titre personnel, compte tenu du principe d'une repartition géographique équitable et de la représentation des différentes formes de civilisation ainsi que des principaux systèmes juridiques.

2. Les membres du Comité sont élus au scrutin secret sur une liste de candidats désignés par les Etats parties. Chaque Etat partie peut désigner un candidat choisi parmi ses ressortissants.

3. La première élection a lieu six mois apres la date d'entrée en vigueur de la présente Convention. Trois mois au moins avant la date de chaque élection, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies adresse une lettre aux Etats parties pour les inviter à soumettre leurs candidatures dans un délai de deux mois. Le Secrétaire general dresse une liste alphabétique de tous les candidats, en indiquant par quel Etat ils ont eté désignés, liste qu'il communique aux Etats parties.

4. Les membres du Comité sont elus au cours d'une reunion des Etats parties convoquee par le Secrétaire general au Siège de l'Organisation des Nations Unies. A cette reunion, ou le quorum est constitué par les deux tiers des Etats parties, sont élus membres du Comité les candidats ayant obtenu le plus grand nombre de voix et la majorité absolue des votes des représentants des Etats parties presents et votants.

5. Les membres du Comité sont elus pour quatre ans. Toutefois, le mandat de neuf des membres elus a la première election prendra fin au bout de deux ans; le Président du Comité tirera au sort les noms de ces neuf membres immédiatement après la premiere élection.

6. L'élection des cinq membres additionnels du Comité se fera conformément aux dispositions des paragraphes 2, 3 et 4 du présent article à la suite de la trente-cinquième ratification ou adhésion. Le mandat de deux des membres additionnels elus a cette occasion prendra fin au bout de deux ans; le nom de ces deux membres sera tiré au sort par le Président du Comité.

7. Pour remplir les vacances fortuites, l'Etat partie dont l'expert a cesse d'exercer ses fonctions de membre de Comité nommera un autre expert parmi ses ressortissants, sous reserve de l'approbation du Comité.

8. Les membres du Comité reçoivent, avec l'approbation de l'Assemblée generale, des émoluments prélevés sur les ressources de l'Organisation des Nations Unies dans les conditions fixées par l'Assemblée eu égard à l'importance des fonctions du Comité.

9. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies met à la disposition du Comité le personnel et les moyens matériels qui lui sont nécessaires pour s'acquitter efficacement des fonctions qui lui sont confiées en vertu de la présente Convention.

ARTICLE 18.

1. Les Etats parties s'engagent à présenter au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, pour examen par le Comité, un rapport sur les mesures d'ordre législatif, judiciaire, administratif ou autre qu'ils ont adoptées pour donner effet aux dispositions de la présente Convention et sur les progrès réalisés à cet égard:

a) dans l'année suivant l'entrée en vigueur de la Convention dans l'Etat intéressé; et

b) puis tous les quatre ans, ainsi qu'à la demande du Comité.

2. Les rapports peuvent indiquer les facteurs et difficultés influant sur la mesure dans laquelle sont remplies les obligations prévues par la présente Convention.

ARTICLE 19.

1. Le Comité adopte son propre règlement intérieur.

2. Le Comité élit son Bureau pour une période de deux ans.

ARTICLE 20.

1. Le Comité se réunit normalement pendant une période de deux semaines au plus chaque année pour examiner les rapports présentés conformément à l'article 18 de la présente Convention.

2. Les séances du Comité se tiennent normalement au Siège de l'Organisation des Nations Unies ou en tout autre lieu adéquat déterminé par le Comité.

ARTICLE 21.

1. Le Comité rend compte chaque année à l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies par l'intermédiaire du Conseil économique et social de ses activités et peut formuler des suggestions et des recommandations générales fondées sur l'examen des rapports et des renseignements reçus des Etats parties. Ces suggestions et recommandations sont incluses dans le rapport du Comité, accompagnées, le cas échéant, des observations des Etats parties.

2. Le Secrétaire général transmet les rapports du Comité à la Commission de la condition de la femme, pour information

ARTICLE 22.

Les institutions spécialisées ont le droit d'être representées lors de l'examen de la mise en oeuvre de toute disposition de la présente Convention qui entre dans le cadre de leurs activités. Le Comité peut inviter les institutions spécialisées à soumettre des rapports sur l'application de la Convention dans les domaines qui entrent dans le cadre de leurs activités.

SIXIEME PARTIE

ARTICLE 23.

Aucune des dispositions de la presente Convention ne portera atteinte aux dispositions plus propices a la realisation de l'égalité entre l'homme et la femme pouvant être contenues:

a) dans la législation d'un Etat partie; ou

b) dans toute autre convention, tout autre traité ou accord international en vigueur dans cet Etat.

ARTICLE 24.

Les Etats parties s'engagent a adopter toutes les mesures necessaires au niveau national pour assurer le plein exercice des droits reconnus par la presente Convention.

ARTICLE 25.

1. La presente Convention est ouverte a la signature de tous les Etats.

2. Le Secrétaire general de l'Organisation des Nations Unies est désigné comme dépositaire de la presente Convention.

3. La présente Convention est sujette à ratification et les instruments de ratification seront déposés aupres du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

4. La presente Convention sera ouverte a l'adhésion de tous les Etats. L'adhésion s'effectuera par le dépôt d'un instrument d'adhésion apres du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

ARTICLE 26.

1. Tout Etat partie peut demander à tout moment la révision de la présente Convention en adressant une communication écrite à cet effet au Secrétaire general de l'Organisation des Nations Unies.

2. L'Assemblée genérale de l'Organisation des Nations Unies décide des mesures à prendre le cas échéant, au sujet d'une demande de cette nature.

ARTICLE 27.

1. La présente Convention entrera en vigueur le trentième jour qui suivra la date du dépôt aupres du Secrétaire géneral de l'Organisation des Nations Unies du vingtième instrument de ratification ou d'adhésion.

2. Pour chacun des Etats qui ratifieront la présente Convention ou y adhéreront après le dépôt du vingtième instrument de ratification ou d'adhésion, ladite Convention entrera en vigueur le trentième jour apres la date du dépôt par cet Etat de son instrument de ratification ou d'adhésion.

ARTICLE 28.

1. Le Secrétaire general de l'Organisation des Nations Unies recevra et communiquera à tous les Etats le texte des réserves qui auront eté faites au moment de la ratification ou de l'adhésion.

2. Aucune reserve incompatible avec l'objet et le but de la presente Convention ne sera autorisée.

3. Les reserves peuvent être retirées a tout moment par voie de notification adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, lequel informe tous les Etats parties à la Convention. La notification prendra effet à la date de reception.

ARTICLE 29.

1. Tout différend entre deux ou plusieurs Etats parties concernant l'interprétation ou l'application de la présente Convention qui n'est pas réglé par voie de négociation est soumis à l'arbitrage, a la demande de l'un d'entre eux. Si, dans les six mois qui suivent la date de la demande d'arbitrage, les parties ne parviennent pas à se mettre d'accord sur l'organisation de l'arbitrage, l'une quelconque d'entre elles peut soumettre le différend à la Cour international de Justice, en déposant une requête conformément au Statut de la Cour.

2. Tout Etat partie pourra, au moment où il signera la présente Convention, la ratifiera ou y adhérera, déclarer qu'il ne se considère pas lié par les dispositions du paragraphe 1 du present article. Les autres Etats parties ne seront pas liés par lesdites dispositions envers un Etat partie qui aura formulé une telle reserve.

3. Tout Etat partie qui aura formulé une réserve conformément aux dispositions du paragraphe 2 du présent article pourra à tout moment lever cette réserve par une notification adressée au Secrétaire géneral de l'Organisation des Nations Unies.

ARTICLE 30.

La présente Convention, dont les textes en anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe font également foi, sera déposée auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

EN FOI DE QUOI les soussignés, à ce dûment habilités, ont signe la présente Convention.

Visto, *Il Ministro degli affari esteri*
ANDREOTTI

TRADUZIONE NON UFFICIALE

N.B. — I testi facenti fede sono unicamente quelli indicati nella convenzione.

CONVENZIONE
sull'eliminazione di ogni forma di discriminazione nei confronti della donna

Gli Stati parte della presente Convenzione,

Visto lo Statuto delle Nazioni Unite che riafferma la fede nei diritti fondamentali dell'uomo, nella dignità e nel valore della persona umana e nella eguaglianza dei diritti dell'uomo e della donna,

Vista la Dichiarazione universale dei diritti dell'uomo che afferma il principio della non discriminazione e dichiara che tutti gli esseri umani nascono liberi ed eguali in dignità e diritto e che a ciascuno spettano tutti i diritti e tutte le libertà ivi enunciate senza distinzione alcuna, in particolare basata sul sesso,

Visto che gli Stati firmatari dei Patti internazionali sui diritti dell'uomo hanno il dovere di garantire l'uguaglianza dei diritti dell'uomo e della donna nell'esercizio di tutti i diritti economici, sociali, culturali, civili e politici,

Considerate le convenzioni internazionali concluse sotto l'egida dell'Organizzazione delle Nazioni Unite e degli Istituti specializzati al fine di promuovere l'uguaglianza dei diritti dell'uomo e della donna,

Tenute altresì presenti le risoluzioni, dichiarazioni e raccomandazioni adottate dall'Organizzazione delle Nazioni Unite e dagli Istituti specializzati al fine di promuovere l'uguaglianza dei diritti dell'uomo e della donna,

Preoccupati tuttavia di constatare che nonostante l'esistenza di tali strumenti le donne continuano ad essere oggetto di gravi discriminazioni,

Ricordando che la discriminazione nei confronti della donna viola i princìpi dell'eguaglianza dei diritti e del rispetto della dignità umana, ostacola la partecipazione della donna, alle stesse condizioni dell'uomo, alla vita politica, sociale, economica e culturale del suo paese, rende più difficoltosa la crescita del benessere della società e della famiglia ed impedisce alle donne di servire il loro paese e l'umanità tutta nella misura della loro possibilità,

Preoccupati del fatto che, nelle zone di povertà, le donne non accedono che in misura minima agli alimenti, ai servizi medici, alla

educazione, alla formazione, alle possibilità di impiego ed alla soddisfazione di altre necessità,

Convinti che l'instaurazione di un nuovo ordine economico internazionale basato sull'equità e sulla giustizia contribuirà in maniera significativa a promuovere l'uguaglianza tra l'uomo e la donna,

Sottolineando che l'eliminazione dell'*apartheid*, di ogni forma di razzismo, di discriminazione razziale, di colonialismo, di neo-colonialismo, d'aggressione, d'occupazione e dominio straniero o ingerenza negli affari interni degli Stati è indispensabile perché uomini e donne possano pienamente godere dei loro diritti,

Affermando che il rafforzamento della pace e della sicurezza internazionali, l'attenuarsi della tensione internazionale, la cooperazione tra tutti gli Stati, indipendentemente dai loro sistemi sociali ed economici, il disarmo generale e completo e, in particolare, il disarmo nucleare sotto controllo internazionale rigoroso ed efficace, l'affermazione dei principi della giustizia, dell'uguaglianza e del reciproco interesse nelle relazioni tra paesi, nonché la realizzazione del diritto dei popoli soggetti a dominio straniero e coloniale o ad occupazione straniera all'autodeterminazione e all'indipendenza, il rispetto della sovranità nazionale e dell'integrità territoriale favoriranno il progresso sociale e lo sviluppo e contribuiranno di conseguenza alla realizzazione della piena parità tra uomo e donna,

Convinti che lo sviluppo completo di un paese, il benessere del mondo intero e la causa della pace esigono la partecipazione totale delle donne, in condizioni di parità con l'uomo, in tutti i campi,

Tenendo presente l'importanza del contributo delle donne al benessere della famiglia ed al progresso della società, che finora non e stato pienamente riconosciuto, l'importanza del ruolo sociale della maternità e del ruolo dei genitori nella famiglia e nell'educazione dei figli, e consapevoli del fatto che il ruolo procreativo della donna non deve essere all'origine di discriminazioni e che l'educazione dei fanciulli richiede una suddivisione di responsabilità tra uomini, donne e società nel suo insieme,

Consapevoli che il ruolo tradizionale dell'uomo nella famiglia e nella società deve evolversi insieme a quello della donna se si vuole effettivamente addivenire ad una reale parità tra uomo e donna,

Risoluti a mettere in opera i princìpi enunciati nella Dichiarazione sull'eliminazione della discriminazione nei confronti della donna e, a questo fine, ad adottare le misure necessarie a sopprimere tale discriminazione in ogni sua forma e ogni sua manifestazione,

Convengono quanto segue:

PRIMA PARTE

ARTICOLO 1.

Ai fini della presente Convenzione, l'espressione « discriminazione nei confronti della donna » concerne ogni distinzione, esclusione o

limitazione basata sul sesso, che abbia come conseguenza, o come scopo, di compromettere o distruggere il riconoscimento, il godimento o l'esercizio, da parte delle donne quale che sia il loro stato matrimoniale, dei diritti dell'uomo e delle libertà fondamentali in campo politico, economico, sociale, culturale e civile o in ogni altro campo, su una base di parità tra l'uomo e la donna.

ARTICOLO 2.

Gli Stati parte condannano la discriminazione nei confronti della donna in ogni sua forma, convengono di perseguire, con ogni mezzo appropriato e senza indugio, una politica tendente ad eliminare la discriminazione nei confronti della donna e, a questo scopo, si impegnano a:

a) iscrivere nella loro Costituzione nazionale, o in ogni altra disposizione legislativa appropriata, il principio dell'uguaglianza tra uomo e donna, se questo non è ancora stato fatto, e garantire per mezzo della legge, o con ogni altro mezzo appropriato, l'applicazione effettiva del suddetto principio;

b) adottare tutte le misure legislative e ogni altro mezzo adeguato, comprese, se necessario, le sanzioni tendenti a proibire ogni discriminazione nei confronti delle donne;

c) instaurare una protezione giuridica dei diritti delle donne su un piede di parità con gli uomini al fine di garantire, attraverso i tribunali nazionali competenti ed altre istanze pubbliche, l'effettiva protezione delle donne da ogni atto discriminatorio;

d) astenersi da qualsiasi atto o pratica discriminatoria nei confronti della donna ed agire in maniera da indurre autorità ed enti pubblici a conformarsi a tale obbligo;

e) prendere ogni misura adeguata per eliminare la discriminazione praticata nei confronti della donna da persone, organizzazioni o enti di ogni tipo;

f) prendere ogni misura adeguata, comprese le disposizioni di legge, per modificare o abrogare ogni legge, disposizione, regolamento, consuetudine o pratica che costituisca discriminazione nei confronti della donna;

g) abrogare tutte le disposizioni penali che costituiscono discriminazione nei confronti della donna.

ARTICOLO 3.

Gli Stati parte prendono in ogni campo, ed in particolare nei campi politico, sociale, economico e culturale, ogni misura adeguata, incluse le disposizioni legislative, al fine di assicurare il pieno sviluppo ed il progresso delle donne e garantire loro, su una base di

piena parità con gli uomini, l'esercizio e il godimento dei diritti dell'uomo e delle libertà fondamentali.

ARTICOLO 4.

1. L'adozione, da parte degli Stati, di misure temporanee speciali, tendenti ad accelerare il processo di instaurazione di fatto dell'eguaglianza tra gli uomini e le donne non e considerato atto discriminatorio, secondo la definizione della presente Convenzione, ma non deve assolutamente dar luogo al permanere di norme ineguali o distinte; suddette misure devono essere abrogate non appena gli obiettivi in materia di uguaglianza, di opportunità e di trattamento, siano raggiunti.

2. L'adozione da parte degli Stati di misure speciali, comprese le misure previste dalla presente Convenzione, tendenti a proteggere la maternità non è considerato un atto discriminatorio.

ARTICOLO 5.

Gli Stati parte prendono ogni misura adeguata:

a) al fine di modificare gli schemi e i modelli di comportamento socio-culturale degli uomini e delle donne e giungere ad una eliminazione dei pregiudizi e delle pratiche consuetudinarie o di altro genere, che siano basate sulla convinzione dell'inferiorità o della superiorità dell'uno o dell'altro sesso o sull'idea di ruoli stereotipati degli uomini e delle donne;

b) al fine di far sì che l'educazione familiare contribuisca alla comprensione del fatto che la maternità e una funzione sociale e che uomini e donne hanno responsabilità comuni nella cura di allevare i figli e di assicurare il loro sviluppo, restando inteso che l'interesse dei figli è in ogni caso la considerazione principale.

ARTICOLO 6.

Gli Stati parte prendono ogni misura adeguata, comprese le disposizioni legislative, per reprimere, in ogni sua forma, il traffico e lo sfruttamento della prostituzione delle donne.

SECONDA PARTE

ARTICOLO 7.

Gli Stati parte prendono ogni misura adeguata, ad eliminare la discriminazione nei confronti delle donne nella vita politica e pub-

blica del paese e, in particolare, assicurano loro, in condizioni di parità con gli uomini, il diritto:

a) di votare in tutte le elezioni ed in tutti i *referendum* pubblici e di essere eleggibili in tutti gli organi pubblicamente eletti;

b) di prendere parte all'elaborazione della politica dello Stato ed alla sua esecuzione, di occupare gli impieghi pubblici e di esercitare tutte le funzioni pubbliche ad ogni livello di governo;

c) di partecipare alle organizzazioni ed associazioni non governative che si occupano della vita pubblica e politica del paese.

Articolo 8.

Gli Stati parte prendono ogni misura adeguata affinché le donne, in condizione di parità con gli uomini e senza discriminazione alcuna, abbiano la possibilità di rappresentare i loro governi a livello internazionale e di partecipare ai lavori delle organizzazioni internazionali.

Articolo 9.

1. Gli Stati parte accordano alle donne diritti uguali a quelli degli uomini in materia di acquisto, mutamento e conservazione della cittadinanza. In particolare, garantiscono che ne il matrimonio con uno straniero, né il mutamento di cittadinanza del marito nel corso del matrimonio possa influire automaticamente sulla cittadinanza della moglie, sia rendendola apolide sia trasmettendole la cittadinanza del marito.

2. Gli Stati parte accordano alla donna diritti uguali a quelli dell'uomo in merito alla cittadinanza dei loro figli.

TERZA PARTE

Articolo 10.

Gli Stati parte prendono tutte le misure adeguate per eliminare la discriminazione nei confronti delle donne al fine di assicurare loro gli stessi diritti degli uomini per quanto concerne l'educazione e, in particolare, per garantire, su basi uguali tra l'uomo e la donna:

a) le medesime condizioni di orientamento professionale, accesso agli studi e conseguimento dei titoli di studio negli istituti di insegnamento di ogni ordine e grado, tanto nelle zone rurali che nelle zone urbane. L'uguaglianza deve essere garantita sia nell'inse-

gnamento pre-scolastico, generale, tecnico, professionale e superiore, sia in ogni altro ambito di formazione professionale;

b) l'accesso agli stessi programmi, agli stessi esami, ad un personale docente avente le qualifiche dello stesso grado, a locali scolastici e ad attrezzature della medesima qualità;

c) l'eliminazione di ogni concezione stereotipata dei ruoli dell'uomo e della donna a tutti i livelli ed in ogni forma di insegnamento, incoraggiando l'educazione mista e altri tipi di educazione che tendano a realizzare tale obiettivo e, in particolare, rivedendo i testi ed i programmi scolastici ed adattando i metodi pedagogici in conformità;

d) le medesime possibilità nel campo della concessione di borse e altre sovvenzioni di studio;

e) le medesime possibilità di accesso ai programmi di educazione permanente, compresi i programmi di alfabetizzazione per adulti e di alfabetizzazione funzionale, in particolare allo scopo di ridurre nel più breve tempo la differenza di livello di istruzione che oggi esiste tra uomini e donne;

f) la riduzione del tasso d'abbandono femminile degli studi e l'organizzazione di programmi di recupero per le bambine e le donne che hanno abbandonato prematuramente la scuola;

g) le medesime possibilità di partecipare attivamente agli *sports* e all'educazione fisica;

h) l'accesso alle specifiche informazioni di carattere educativo tendenti a garantire la salute ed il benessere familiare, comprese le informazioni ed i consigli relativi alla pianificazione familiare.

ARTICOLO 11.

1. Gli Stati parte si impegnano a prendere ogni misura adeguata al fine di eliminare la discriminazione nei confronti della donna nel campo dell'impiego ed assicurare, sulla base della parità tra uomo e donna, gli stessi diritti, in particolare:

a) il diritto al lavoro, che è diritto inalienabile di ogni essere umano;

b) il diritto ad usufruire delle medesime opportunità di impiego, inclusa l'adozione dei medesimi criteri in materia di selezione nel campo dell'impiego;

c) il diritto alla libera scelta della professione e dell'impiego, il diritto alla promozione, alla stabilità dell'impiego ed a tutte le prestazioni e condizioni di lavoro, il diritto alla formazione professionale ed all'aggiornamento, compreso l'apprendistato, il perfezionamento professionale e la formazione permanente;

d) il diritto alla parità di remunerazione, comprese le prestazioni, ed all'uguaglianza di trattamento per un lavoro di eguale va-

loro, nonché il diritto all'uguaglianza di trattamento nel campo della valutazione della qualità del lavoro;

e) il diritto alla sicurezza sociale, alle prestazioni di pensionamento, di disoccupazione, di malattia, di invalidità e di vecchiaia e per ogni altra perdita di capacità lavorativa, nonché il diritto alle ferie pagate;

f) il diritto alla tutela della salute ed alla sicurezza delle condizioni di lavoro, inclusa la tutela della funzione riproduttiva.

2. Per prevenire la discriminazione nei confronti delle donne a causa del loro matrimonio o della loro maternità e garantire il loro diritto effettivo al lavoro, gli Stati parte si impegnano a prendere misure appropriate tendenti a:

a) proibire, sotto pena di sanzione, il licenziamento per causa di gravidanza o di congedo di maternità e la discriminazione nei licenziamenti fondata sullo stato matrimoniale;

b) istituire la concessione di congedi di maternità pagati o che diano diritto a prestazioni sociali corrispondenti, con la garanzia del mantenimento dell'impiego precedente, dei diritti di anzianità e dei vantaggi sociali;

c) incoraggiare l'istituzione di servizi sociali di sostegno necessari affinché i genitori possano conciliare i loro obblighi familiari con le responsabilità professionali e la partecipazione alla vita pubblica, in particolare favorendo l'istituzione e lo sviluppo di una rete di asili-nido;

d) assicurare una protezione speciale alle donne incinte per le quali è stato dimostrato che il lavoro è nocivo.

3. Le leggi di tutela della donna, nei settori considerati dal presente articolo, saranno riviste periodicamente in funzione delle conoscenze scientifiche e tecniche e saranno sottoposte a revisione, abrogazione o rinnovo, a seconda delle necessità.

Articolo 12.

1. Gli Stati parte prenderanno tutte le misure adeguate per eliminare la discriminazione nei confronti delle donne nel campo delle cure sanitarie al fine di assicurare loro, in condizione di parità con gli uomini, i mezzi per accedere ai servizi sanitari, compresi quelli che si riferiscono alla pianificazione familiare.

2. Nonostante quanto disposto nel paragrafo 1 del presente articolo, gli Stati parte forniranno alle donne, durante la gravidanza, al momento del parto e dopo il parto, i servizi appropriati e, se necessario, gratuiti, ed una alimentazione adeguata sia durante la gravidanza che durante l'allattamento.

ARTICOLO 13.

Gli Stati parte si impegnano a prendere tutte le misure adeguate per eliminare la discriminazione nei confronti delle donne negli altri campi della vita economica e sociale, al fine di assicurare, sulla base dell'uguaglianza tra l'uomo e la donna, i medesimi diritti ed in particolare:

a) il diritto agli assegni familiari;

b) il diritto ad ottenere prestiti bancari, prestiti ipotecari ed altre forme di credito finanziario;

c) il diritto di partecipare alle attività ricreative, agli *sports* ed a tutte le forme di vita culturale.

ARTICOLO 14.

1. Gli Stati parte tengono conto dei problemi particolari che sono propri alle donne delle zone rurali e del ruolo importante che queste donne hanno per la sopravvivenza economica delle loro famiglie, particolarmente grazie al loro lavoro nei settori non monetari dell'economia, e prendono ogni misura adeguata per garantire l'applicazione delle disposizioni della presente Convenzione alle donne delle zone rurali.

2. Gli Stati parte prendono ogni misura adeguata per eliminare la discriminazione nei confronti delle donne nelle zone rurali al fine di assicurare, su base di parità tra uomo e donna, la loro partecipazione allo sviluppo rurale ed ai suoi benefici, in particolare garantendo loro il diritto:

a) di partecipare pienamente all'elaborazione ed all'esecuzione dei piani di sviluppo ad ogni livello;

b) di poter accedere ai servizi appropriati nel campo della sanità, comprese le informazioni, i consigli ed i servizi in materia di pianificazione familiare;

c) di beneficiare direttamente dei programmi di sicurezza sociale;

d) di ricevere ogni tipo di formazione e di educazione, scolastica e non, compresi i programmi di alfabetizzazione funzionale e di poter beneficiare di tutti i servizi comunitari e di volgarizzazione, anche per accrescere le loro competenze tecniche;

e) di organizzare gruppi di mutuo soccorso e cooperative, al fine di consentire l'uguaglianza di opportunità nel campo economico sia per il lavoro salariato sia per il lavoro autonomo;

f) di partecipare ad ogni attività comunitaria;

g) d'aver accesso al credito ed ai prestiti agricoli, ai servizi di commercializzazione ed alle tecnologie adeguate; nonché di ricevere

un trattamento eguale nelle riforme fondiarie ed agrarie e nei progetti di pianificazione rurale;

h) di beneficiare di condizioni di vita decenti, in particolare per quanto concerne l'alloggio, il risanamento, la fornitura dell'acqua e dell'elettricità, i trasporti e le comunicazioni.

QUARTA PARTE

ARTICOLO 15.

1. Gli Stati parte riconoscono alla donna la parità con l'uomo di fronte alla legge.

2. Gli Stati parte riconoscono alla donna, in materia civile, una capacità giuridica identica a quella dell'uomo e le medesime possibilità di esercitare tale capacità. Le riconoscono in particolare diritti eguali per quanto concerne la conclusione di contratti e l'amministrazione dei beni, accordandole il medesimo trattamento in tutti gli stadi del procedimento giudiziario.

3. Gli Stati parte convengono che ogni contratto e ogni altro strumento privato, di qualunque tipo esso sia, avente un effetto giuridico diretto a limitare la capacità giuridica della donna, deve essere considerato nullo.

4. Gli Stati parte riconoscono all'uomo e alla donna i medesimi diritti nel campo della legislazione relativa al diritto che ogni individuo ha di circolare liberamente e di scegliere la propria residenza ed il domicilio.

ARTICOLO 16.

1. Gli Stati parte prendono tutte le misure adeguate per eliminare la discriminazione nei confronti della donna in tutte le questioni derivanti dal matrimonio e nei rapporti familiari e, in particolare, assicurano, in condizioni di parità con gli uomini:

a) lo stesso diritto di contrarre matrimonio;

b) lo stesso diritto di scegliere liberamente il proprio congiunto e di contrarre matrimonio soltanto con libero e pieno consenso;

c) gli stessi diritti e le stesse responsabilità nell'ambito del matrimonio ed all'atto del suo scioglimento;

d) gli stessi diritti e le stesse responsabilità come genitori, indipendentemente dalla situazione matrimoniale, nelle questioni che si

riferiscono ai figli. In ogni caso, l'interesse dei figli sarà la considerazione preminente;

e) gli stessi diritti di decidere liberamente, e con cognizione di causa, il numero e l'intervallo delle nascite e di accedere alle informazioni, all'educazione ed ai mezzi necessari per esercitare tali diritti;

f) i medesimi diritti e responsabilità in materia di tutela, curatela, affidamento ed adozione di minori, o simili istituti, allorché questi esistano nella legislazione nazionale. In ogni caso, l'interesse dei fanciulli sarà la considerazione preminente;

g) gli stessi diritti personali al marito e alla moglie, compresa la scelta del cognome, di una professione o di una occupazione;

h) gli stessi diritti ad ambedue i coniugi in materia di proprietà, di acquisizione, gestione, amministrazione, godimento e disponibilità dei beni, tanto a titolo gratuito quanto oneroso.

2. I fidanzamenti ed i matrimoni tra fanciulli non avranno effetti giuridici e tutte le misure necessarie, comprese le disposizioni legislative, saranno prese al fine di fissare un'età minima per il matrimonio, rendendo obbligatoria l'iscrizione del matrimonio su un registro ufficiale.

QUINTA PARTE

ARTICOLO 17.

1. Al fine di esaminare i progressi realizzati nell'applicazione della presente Convenzione, viene istituito un Comitato per l'eliminazione della discriminazione nei confronti della donna (qui di seguito detto il Comitato) composto, al momento dell'entrata in vigore della Convenzione, di 18, e dopo la ratifica o l'adesione del trentacinquesimo Stato parte, di 23 esperti di alta autorità morale ed eminentemente competenti nel campo nel quale si applica la presente Convenzione, eletti dagli Stati parte tra i loro cittadini e che siederanno a titolo personale, tenendo conto del principio di una equa ripartizione geografica e della rappresentatività delle diverse forme di cultura e dei principali sistemi giuridici.

2. I membri del Comitato sono eletti a scrutinio segreto su una lista di candidati designati dagli Stati parte. Ciascuno Stato parte può designare un candidato scelto tra i suoi cittadini.

3. La prima elezione ha luogo sei mesi dopo la data di entrata in vigore della presente Convenzione. Almeno tre mesi prima della

data di ciascuna elezione, il Segretario Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite indirizza una lettera agli Stati parte per invitarli a proporre le loro candidature entro due mesi. Il Segretario Generale stabilisce un elenco in ordine alfabetico di tutti i candidati, con l'indicazione degli Stati dai quali sono stati designati, e comunica la lista degli Stati parte.

4. I membri del Comitato sono eletti nel corso di una riunione degli Stati parte convocata dal Segretario Generale nella sede dell'Organizzazione delle Nazioni Unite. A questa riunione, dove il *quorum* è costituito dai due terzi degli Stati parte, vengono eletti membri del Comitato i candidati che hanno ottenuto il maggior numero di voti e la maggioranza assoluta dei voti dei rappresentanti degli Stati parte presenti e votanti.

5. I membri del Comitato sono eletti per quattro anni. Tuttavia, il mandato di nove dei membri eletti alla prima elezione terminerà dopo due anni. Il presidente estrarrà a sorte i nomi di questi nove membri immediatamente dopo la prima elezione.

6. L'elezione dei cinque membri aggiunti del Comitato verrà effettuata in conformità alle disposizioni contenute nei paragrafi 2, 3 e 4 del presente articolo, in seguito alla trentacinquesima ratifica o adesione. Il mandato di due dei membri aggiunti eletti in questa occasione terminerà dopo due anni. Il nome di questi due membri sara estratto a sorte dal Presidente del Comitato.

7. Per coprire le vacanze fortuite, lo Stato parte il cui esperto ha cessato di esercitare le proprie funzioni di membro del Comitato nominerà un altro esperto tra i suoi cittadini, con riserva di approvazione da parte del Comitato.

8. I membri del Comitato riceveranno, con l'approvazione dell'Assemblea Generale, degli emolumenti prelevati dalle risorse dell'Organizzazione delle Nazioni Unite alle condizioni fissate dall'Assemblea considerata l'importanza delle funzioni del Comitato.

9. Il Segretario Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite mette a disposizione del Comitato il personale ed i mezzi materiali necessari per l'espletamento efficace delle funzioni che gli sono affidate in virtù della presente Convenzione.

ARTICOLO 18.

1. Gli Stati parte si impegnano a presentare al Segretario Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite, per esame da parte del Comitato, un rapporto sulle misure di ordine legislativo, giudiziario, amministrativo o di altro genere, che hanno adottato per dar seguito

alle disposizioni della presente Convenzione e sui progressi realizzati in merito:

a) durante l'anno seguente all'entrata in vigore della Convenzione nello Stato interessato;

b) quindi ogni quattro anni, ovvero su richiesta del Comitato.

2. I rapporti possono indicare i fattori e le difficoltà che influiscono sulle condizioni di applicazione degli obblighi previsti dalla presente Convenzione.

Articolo 19.

1. Il Comitato adotta il proprio regolamento interno.

2. Il Comitato elegge il proprio ufficio per un periodo di due anni.

Articolo 20.

1. Il Comitato si riunisce normalmente durante un periodo di due settimane, al massimo, ogni anno per esaminare i rapporti presentati in conformità all'articolo 18 della presente Convenzione.

2. Le sessioni del Comitato hanno luogo normalmente nella sede dell'Organizzazione delle Nazioni Unite o in altro luogo adatto stabilito dal Comitato stesso.

Articolo 21.

1. Il Comitato rende conto ogni anno all'Assemblea Generale delle Nazioni Unite, attraverso il Comitato economico e sociale delle Nazioni Unite, delle sue attività ed ha facoltà di formulare suggerimenti e raccomandazioni generali basati sull'esame dei rapporti e delle informazioni ricevuti dagli Stati parte. Questi suggerimenti e raccomandazioni sono inclusi nel rapporto del Comitato, accompagnati, se del caso, dalle osservazioni degli Stati parte.

2. Il Segretario Generale trasmette, per informazione, i rapporti del Comitato alla Commissione della condizione della donna.

Articolo 22.

Gli Istituti specializzati hanno diritto di essere rappresentati in occasione dell'esame dell'applicazione di ogni disposizione della presente Convenzione che rientri nell'ambito delle loro competenze. Il

Comitato può invitare gli Istituti specializzati a presentare dei rapporti sulla applicazione della Convenzione nei campi che rientrano nell'ambito delle loro attività.

SESTA PARTE

ARTICOLO 23.

Nessuna disposizione della presente Convenzione pregiudicherà le eventuali disposizioni più favorevoli a realizzare l'uguaglianza tra l'uomo e la donna già contenute:

a) nella legislazione di uno Stato parte, oppure

b) in ogni altra Convenzione, trattato o accordo internazionale in vigore in tale Stato.

ARTICOLO 24.

Gli Stati parte si impegnano ad adottare ogni misura necessaria, sul piano nazionale, a garantire il pieno esercizio dei diritti riconosciuti nella presente Convenzione.

ARTICOLO 25.

1. La presente Convenzione è aperta alla firma di tutti gli Stati.

2. Il Segretario Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite è designato come depositario della presente Convenzione.

3. La presente Convenzione è soggetta a ratifica e gli strumenti di ratifica saranno depositati presso il Segretario Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite.

4. La presente Convenzione sarà aperta all'adesione di tutti gli Stati. L'adesione si effettuerà con il deposito degli strumenti di adesione presso il Segretario Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite.

ARTICOLO 26.

1. Ogni Stato parte può richiedere, in qualsiasi momento, la revisione della presente Convenzione indirizzando una comunicazione scritta in tale senso al Segretario Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite.

2. L'Assemblea Generale delle Nazioni Unite decide sulle misure da prendere, se del caso, in merito ad una richiesta di questo tipo.

ARTICOLO 27.

1. La presente Convenzione entrerà in vigore il trentesimo giorno dalla data del deposito presso il Segretario Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite del ventesimo strumento di ratifica o di adesione.

2. Per ciascuno degli Stati che ratificheranno la presente Convenzione, o che vi aderiranno dopo il deposito del ventesimo strumento di ratifica o di adesione, la Convenzione entrerà in vigore dopo trenta giorni dalla data del deposito dello strumento di ratifica o d'adesione dello Stato medesimo.

ARTICOLO 28.

1. Il Segretario Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite ricevera e comunicherà a tutti gli Stati il testo delle riserve che saranno fatte al momento della ratifica o dell'adesione.

2. Non sara autorizzata nessuna riserva incompatibile con l'oggetto e lo scopo della presente Convenzione.

3. Le riserve potranno essere ritirate in qualsiasi momento per mezzo di notifica indirizzata al Segretario Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite, che informerà tutti gli Stati parte della Convenzione. La notifica avra effetto alla data di ricezione.

ARTICOLO 29.

1. Ogni controversia tra due o più Stati parte concernente l'interpretazione o l'applicazione della presente Convenzione, che non sia regolata per via negoziale, sara sottoposta ad arbitrato, a richiesta di una delle parti. Se nei sei mesi che seguono la data della domanda di arbitrato le parti non giungono ad un accordo sull'organizzazione dell'arbitrato, una qualsiasi delle parti può sottoporre la controversia alla Corte internazionale di giustizia, depositando una richiesta conforme allo statuto della Corte.

2. Ogni Stato parte potrà dichiarare, al momento della firma, della ratifica o dell'adesione alla presente Convenzione, che non si considera vincolato alle disposizioni del paragrafo 1 del presente articolo. Gli altri Stati parte non saranno vincolati dalle suddette disposizioni nei confronti di uno Stato parte che avra formulato tali riserve.

3. Ogni Stato parte che avrà formulato una riserva in conformità alle disposizioni del paragrafo 2 del presente articolo, potrà, in qualsiasi momento, togliere tale riserva, per mezzo di una notifica indirizzata al Segretario Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite.

ARTICOLO 30.

La presente Convenzione, i cui testi inglese, arabo, cinese, spagnolo, francese e russo fanno ugualmente fede, sarà depositata presso il Segretario Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite.

In fede di che i sottoscritti, debitamente autorizzati, hanno firmato la presente Convenzione.

ERNESTO LUPO, *direttore*

DINO EGIDIO MARTINA, *redattore*
FRANCESCO NOCITA, *vice redattore*

(6651130/6) Roma - Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato - S.